

RECUEIL DE TEXTES ET DE TABLEAUX

relatifs à

LA PATENTE A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION

DANS LE DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

THÈSE

présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris

PAR

ROBERT SCHNERB

AGRÉGÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

1933

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

PARIS

LA PATENTE
A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION

RECUEIL DE TEXTES ET DE TABLEAUX

relatifs à

LA PATENTE A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION

DANS LE DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

THÈSE

présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris

PAR

ROBERT SCHNERB

AGRÉGÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

1933

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

PARIS









Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552817_0052

INTRODUCTION

I

La présente publication est destinée à fournir quelques éclaircissements et précisions sur l'application de la patente dans une région donnée pendant la Révolution. Le sujet a déjà fait l'objet d'une étude d'ensemble incorporée à l'ouvrage sur les Contributions directes dans le département du Puy-de-Dôme auquel nous nous permettons de renvoyer. D'un point de vue complémentaire, nous nous sommes donc proposé :

1° de publier les textes qui nous ont paru présenter le plus d'intérêt sur la marche suivie par les administrateurs élus ou professionnels en vue de faire passer la législation dans la réalité ;

2° de serrer d'assez près les résultats obtenus, à l'aide de tableaux de la répartition dans quelques cantons pris au hasard et aussi d'une étude portant sur certains corps de métier parfaitement déterminés, — en l'espèce papetiers, couteliers et tanneurs ;

3° de montrer, par un rapprochement entre les noms inscrits aux rôles et les dénombremens contemporains, de quelle utilité sont les listes de patentés pour l'histoire économique.

La première partie ne prétend apporter aucune idée nouvelle sur le mode d'exécution des lois. Elle précise et concrétise les obstacles rencontrés. Elle a pour raison d'être la nécessité de placer sous les yeux du lecteur les textes significatifs entre tous, nécessité à laquelle nous n'avons pu sacrifier dans notre volume général. Nous nous sommes donc borné à tracer de l'impôt un historique résumé, indispensable à la compréhension des documents. L'institution originale que nous avons voulu mettre en lumière est celle des visiteurs des rôles ; de leur correspondance, très abondante, même prolixe, la physionomie de la première patente, celle de la Constituante, ressort avec netteté. Les créations suivantes de la Convention thermidorienne et du Directoire se détachent avec moins de vigueur peut-être.

Mais précisément l'ordre dans la comptabilité fiscale n'apparaît guère qu'en l'an V. La fin de l'ère révolutionnaire, avec l'apaise-

ment de la grande crise politique et sociale, voit la bureaucratie, reprendre ses habitudes soigneuses. Mieux, une méthode inconnue jusqu'alors se marque dans la confection des rôles et des états. Des cadres imprimés disciplinent les négligences des écritures. Simultanément la patente entre dans les mœurs. La statistique de cette époque serait donc presque satisfaisante si un élément fondamental ne nous échappait constamment : l'évaluation de la richesse que l'impôt visait ; car le montant des loyers inscrits sous le Directoire, outre qu'il coïncide rarement avec celui de 1791, ne présente pas une garantie suffisante de véracité.

Il était deux professions assez particulières au département : la papeterie et la coutellerie, l'une et l'autre fort bien localisées. En recherchant dans quelle mesure la patente les a atteintes, nous sommes descendus jusqu'aux individus. Le sondage, pour être profitable, dépendait des renseignements contenus dans les dossiers relatifs aux questions économiques. Il s'est révélé assez précis pour les papetiers grâce à l'existence de nombreux états numériques. Les documents d'archives taisent au contraire la situation des couteliers (1). Partant de l'exemple précédent, il nous a paru que la patente suppléerait dans une certaine mesure au manque de sources d'informations plus directes, telles que les enquêtes, d'ailleurs si souvent sujettes à caution. Nous avons reconstitué la répartition géographique de deux des plus anciennes industries françaises. Par la même méthode nous avons dénombré les tanneurs du bourg de Maringues. Ce n'est qu'un essai.

II

La patente est l'héritière directe des droits de maîtrise et de jurande, abolis le 2 mars 1791 (2). Elle remplace aussi les droits d'aides, les vingtièmes d'industries et d'offices (*Texte N° 18*), mais concurremment avec la contribution mobilière. On peut la définir : une licence délivrée par les municipalités sur le vu d'un certificat constatant que l'intéressé exerce une profession commerciale ou industrielle (*Texte N° 1*). Elle est la rançon de la liberté du travail (*N° 5*). Les fonctionnaires publics, les cultivateurs pour la vente de leurs produits, les personnes non inscrites

(1) Nous devons des remerciements à l'érudit archiviste municipal de Thiers, M. H. Soanen, qui nous a aidé à identifier les noms de lieux de la coutellerie.

(2) Pour les lois, voir le recueil sur les Contributions directes, publié par M. Camille Bloch (Commission de recherche et de publication des documents relatifs à l'histoire économique de la Révolution).

sur les rôles mobiliers pour la taxe de trois journées de travail (*N° 16*), les apprentis, compagnons et ouvriers à gage travaillant dans des ateliers de fabricants pourvus de patentes, enfin les vendeurs sur les marchés et la voie publique — à la condition de ne pas tenir boutique — représentent les catégories exemptées (*N° 29*).

Trois systèmes de taxation furent adoptés successivement.

1° Les décrets des 2 mars et 17 septembre 1791 organisent la première patente. Les déclarations sont inscrites sur des registres à souche tenus par les municipalités qui rédigent les certificats de soumission présentés aux percepteurs ; ceux-ci délivrent les quittances de versement du quart de la taxe et les récépissés de soumission (*N° 1*). Le reste du droit annuel est payable par la suite à des termes fixés. Le procureur général syndic du département en accord avec les procureurs syndics de district assure le contrôle (*N° 3, N° 27, N° 28*), mais il appartient aux officiers municipaux d'inscrire les assujettis. L'obligation du papier timbré pour tous les actes (*N° 2, N° 32*), le nombre des courses à fournir par le contribuable mécontentent déjà (*N° 18, N° 26*). L'évaluation du droit à raison de la valeur du loyer est par elle-même assez arbitraire puisque l'importance du local n'indique pas forcément celle du trafic (*N° 1*). Mais la distinction faite entre les demi-patentes délivrées aux seuls boulangers, les patentes supérieures imposées aux marchands de vin, aubergistes, restaurateurs, et les patentes simples réservées aux autres professions, suscite les difficultés les plus grandes ; les individus astreints à payer les patentes supérieures (article 14 de la loi) s'insurgent contre ce qu'ils interprètent comme une inégalité (*N° 16, N° 19, N° 22, N° 29, N° 30, N° 31*) car aucune distinction n'est introduite entre les localités, par conséquent dans l'importance présumée du chiffre d'affaires (*N° 16*).

Les autorités locales sont ignorantes et ont trop peu d'indépendance pour vaincre les résistances (*N° 5, N° 17, N° 18, N° 30*) ; les procureurs syndics appuient mollement (*N° 3, N° 4, N° 6, N° 7*). Aussi l'Assemblée constituante crée, le 16 septembre 1791, les visiteurs des rôles, à raison de six par département, dont un visiteur principal, dirigés par un inspecteur général. Ce personnel de métier, dans lequel les administrations élues ne voient qu'une résurrection honteuse des anciens contrôleurs des vingtièmes sous un nom nouveau, doit parcourir le pays, stimuler les municipalités, rédiger des journaux de tournées, dresser les procès-verbaux

des fausses déclarations, décider les procureurs à sévir (N° 11, N° 12, N° 13, N° 25, N° 26).

L'inspecteur général Boutier, ancien directeur de la régie, est nommé le 3 décembre 1791. Les visiteurs se partagent ainsi le territoire du département (N° 8) : Lussigny, jadis contrôleur des vingtièmes, entreposeur des tabacs, prend le district d'Ambert (N° 23) ; à Riom opère Jourde qui remplacera Couthon à la Convention ; Maubet rayonne sur les régions de Thiers et de Billom ; Sauvat, auparavant contrôleur dans la Haute Auvergne, réside à Clermont, mais s'efface bientôt pour des raisons de santé (N° 15) ; le titre de visiteur principal revient à Campagne (N° 10, N° 14) qui fut également membre du contrôle sous l'Ancien Régime et qui partage le district de Clermont avec Jean-Baptiste Albarède, ci-devant employé de la régie (N° 16) ; le frère de ce dernier, Jacques-François Albarède travaille dans la circonscription d'Issoire. Ils ne vivent pas tous en bons termes avec les directeurs locaux qui les accusent volontiers de négligence (N° 27, N° 28). L'inspecteur général les surveille de près et sait les rabrouer (N° 9, N° 10, N° 23, N° 24, N° 25) ; il s'efforce même de stimuler le procureur général syndic Monestier et le directoire départemental (N° 5).

Les difficultés rapportées plus haut persistent en 1792. Les villes donnent le mauvais exemple des retards (N° 7, N° 11, N° 13, N° 19, N° 26). La coïncidence fâcheuse des deux échéances de 1791 et de 1792 dérouté ou indispose les contribuables (N° 12, N° 20, N° 21). Bien que très supérieur au produit des vingtièmes d'industrie, le rendement de la patente est vraiment par trop inégal d'un lieu à un autre (N° 11, N° 12, N° 14, N° 33 et *Tableaux*). Les poursuites ne donnent rien (N° 14, N° 21, N° 33). Le bruit court dès l'automne de 1792 que la Convention sacrifie ce droit (N° 31, N° 32). Elle l'abolit en effet le 21 mars 1793 après avoir supprimé les visiteurs, le 4 décembre 1792 (N° 33).

2° Cette même Assemblée ne se séparera pas avant d'avoir ressuscité la patente. La loi du 4 thermidor an III (N° 34) prétend ne s'appliquer qu'au commerce de gros et de détail ; elle ignore les arts, métiers et professions libérales (N° 35). A la classification de 1791 en trois catégories, elle substitue une distinction entre les patentes générales permettant de faire tous genres de négoce et les patentes particulières à chacun (N° 36). Le produit sera versé entre les mains des receveurs de l'enregistrement (N° 36). Mais l'organisation administrative inscrite dans la Constitution de l'an III débute seulement (N° 36, N° 37) ; bien que la chute de l'assi-

gnat permette aux assujettis de se libérer sans peine, l'empressement est faible (N° 36, N° 38). Des poursuites sont inaugurées en floréal an IV ; mais qui des communes ou de la régie fera l'avance des frais (N° 40) ?

3° La deuxième patente n'a pas un an d'existence. D'accord avec le ministre des finances Ramel, les Conseils la remplacent, le 6 fructidor an IV (N° 39), par une dualité de droits proportionnels, égaux au dixième de la valeur locative des maisons d'habitation (N° 56), magasins, boutiques et de droits fixes établis d'après un tarif qui, rectifié par les lois du 9 frimaire an V et du 7 brumaire an VI (N° 48), hiérarchise les métiers et tient compte de l'importance de la localité. Cette combinaison permettrait d'apprécier plus exactement le caractère du genre de négoce et son activité. Une amende du quadruple serait exigible en cas de non paiement de la taxe, peine convertie en dixième supplémentaire par chaque décade de retard (9 frimaire an V).

Les municipalités cantonales tendent toujours à se décharger du souci de la patente sur l'enregistrement (N° 41, N° 42, N° 43, N° 44, N° 47) ; elles consentent facilement des déclassements (N° 48, N° 49, N° 51, N° 52, N° 53, N° 56). Les commissaires du Directoire qui exercent les fonctions d'agent général et d'agents particuliers — ils font partie de l'agence des contributions, créée dans chaque département en vertu de la loi du 22 brumaire an VI — doivent veiller à la rédaction des listes de patentés (N° 39, N° 41, N° 52, N° 57, N° 59 entre autres) ; si leur zèle laisse quelquefois à désirer (N° 43, N° 47, N° 57, N° 58, N° 60), la justice est encore plus lente à sévir (N° 45). Cependant que la bureaucratie améliore l'assiette (N° 50, N° 55), que le rendement profite des versements effectués en numéraire ou en papier-monnaie valeur en cours, bientôt même en numéraire seul, la déflation des prix et la dépression économique ralentissent les rentrées (N° 46, N° 53, N° 54, N° 55 et *Tableaux*).

Avant de disparaître, le Directoire fait encore voter la loi du 1^{er} brumaire an VII, laquelle maintient l'essentiel du système en vigueur, mais exige la patente de certaines professions libérales, notaires, huissiers, architectes et spécifie le paiement dans les trois premiers mois de chaque année. Comme le tarif élaboré en l'an IV et plusieurs fois amendé depuis ne subit aucune retouche, les rôles de l'an VII offrent les plus grandes analogies avec ceux des années immédiatement antérieures (*Tableaux*). Malheureusement la crise des affaires qui persiste tend à tarir les sources de l'impôt et à gêner les contribuables les mieux disposés (N° 59).

III

Les circonstances économiques et davantage l'importance de l'industrie et du commerce dominant le rendement d'un droit comme la patente. Sur les premières nous n'avons que des idées assez générales : les troubles et les guerres de la Révolution ne purent que ralentir l'activité industrielle et la circulation, même dans une région à l'écart des grandes commotions. La fermeture des frontières coupa l'Auvergne de deux de ses débouchés essentiels : l'Espagne et le monde américain. Les réquisitions et les commandes des armées ne compensèrent pas les pertes subies. Le resserrement du marché dans les deux dernières années du Directoire prolongea le marasme. Cette histoire est d'ailleurs à faire dans ses détails (3).

Les traits essentiels de la physionomie du pays n'en demeurèrent pas moins — la technique des fabrications et la direction des courants d'échanges ne devant pas subir de modifications notables avant l'ère du machinisme. Les descriptions de la Basse Auvergne sur la fin de l'Ancien Régime peuvent encore servir à celles du département du Puy-de-Dôme sous Napoléon et la Restauration (4).

Basse Auvergne ? par opposition au massif cantalien peut-être ; mais : les Dorez au sud-ouest, les Dômes et le vaste plateau cristallin de la Sioule et de la Combrailles à l'ouest et au nord-ouest ; à l'est, les forteresses du Forez et du Livradois ; au centre, une succession de petites dépressions étranglées entre des buttes volcaniques très escarpées : par là l'Allier se faufile vers la Limagne, plaine assez ondulée encore, marécageuse en certains endroits, largement ouverte vers les étendues sableuses du Bourbonnais ; en somme une contrée riche en contrastes.

Légrand d'Aussy, dans son *Voyage en France* (1787) a retenu de ce pays une impression défavorable : âpreté montagnaise, frimas, nature torrentielle des rivières, bouleversements dûs au volcanisme. Certes la géographie moderne montrerait que l'Auvergne doit à ce dernier phénomène ses bonnes terres arables, ses

(3) Se reporter à l'étude des papetiers. Pour la coutellerie, voir l'article de H. Soanen : *les Thiernois et le Conventionnel Couthon* (Ann. historiques de la Révolution française, 1932, p. 148).

(4) Comparer *les voyages* de Légrand d'Aussy, 1787-88, et de De Pradt, an XI, et même *le Crayon du département du Puy-de-Dôme* de P.A. de Vagny d'Arbouze, 1826 (Bibliothèque de la ville de Clermont, Fonds d'Auvergne).

meilleurs paturages. Mais la rudesse hivernale a toujours été observée avec ses fâcheuses conséquences sur l'économie rurale (5). Il serait pourtant inexact d'en conclure que les montagnards vivaient misérablement. « Ils ont converti la plupart de leurs montagnes en pacages, écrivait Dulaure en 1789, et sur ces pacages ils élèvent d'immenses troupeaux, dont la vente leur procure un revenu, en même temps que les laitages leur fournissent une subsistance ». D'Ormesson prétendait même que ces Auvergnats étaient plus actifs que ceux de la plaine (6). De fait, les hautes terres des Dorez s'adonnaient à un élevage rémunérateur ; par contre les plateaux, surtout granitiques et d'une altitude moyenne de 7 à 800 mètres, n'étaient que landes maigres où le mouton dominait. La prospérité de la Limagne prêtait à controverses. Young notait « l'ignorance et l'apathie... inimaginable » des habitants. Sans doute le sol ne jouissait pas de dons uniformes. Le « marais » n'avait pas une très bonne réputation et les vignobles des pentes étaient en ce temps d'un meilleur rapport que les récoltes des dépressions trop humides. En tout cas, montagnards et gens de la plaine consacraient du terrain au lin et au chanvre dont les toiles fournissaient un notable supplément de ressources. Si le lin de la région de Besse trouvait preneur dans celle d'Ambert, le chanvre surtout poussait depuis la Limagne jusqu'à 1.000 m. : à pourrir dans des rutoirs, on disait même qu'il donnait des fièvres (7). Toiles grossières et cordages s'en allaient dans le Languedoc et en Espagne, en Bretagne et en Normandie, utilisés par la marine. Tel bourg proche du Mont Dore comptait une forte proportion de tisserands, de cordiers, de fouloniers (41 à Ardes-sur-Couze sur 181 patentés en l'an V) (8). Ce petit artisanat rural gagnait plus que les marchands de bestiaux, en un temps où les bêtes n'étaient point belles, ni les beurres et les

(5) Depuis l'intendant Ballainvilliers qui attribuait à ce « climat glacé » les fameuses migrations saisonnières jusqu'à Dulaure pour qui « les hautes montagnes de la Haute comme de la Basse Auvergne sont inaccessibles en hiver, à cause de la neige qui les couvre entièrement » (p. 42 de la *Description des principaux lieux de France*, 5^e partie, 1789, chez Lejay, Paris).

(6) H. BURIN DES ROZIERES. *Les paysans des environs du Mont Dore à la fin du 18^e siècle*, Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1891, p. 228.

(7) *Voyage agronomique en Auvergne* (an XI), p. 74.

(8) Arch. du Puy-de-Dôme, L. 5884.

fromages réputés. L'abatage et le transport des bois faisaient vivre nombre d'habitants des rudes massifs entre Dore et Allier (9).

Avant l'apparition des grandes concentrations usinières, des villes comme celles d'Ambert et de Thiers pouvaient passer à juste titre pour être des foyers industriels d'importance. La pauvreté des montagnes à l'orient du pays auvergnat avait suscité une activité industrielle dont la renommée le disputait à l'ancienneté. Les régions ambertoise et thiernoise rivalisaient pour la papeterie qui n'occupait par ailleurs que quatre ou cinq maisons à Chamalières et à Saint Amand-Tallende (10) ; la coutellerie était sans conteste l'apanage du pays de la Durolle ; l'un et l'autre groupe avaient des textiles.

La dissémination des fabriques et métiers provenait à la fois du caractère paysan de la main-d'œuvre et de l'attirance des cours d'eau : trempes des lames dans la Durolle et ruisseaux adjacents qui meuvent des martinets, moulins et cuvages des papetiers le long des torrents allant à la plaine du Livradois — le meilleur ruisseau était celui de La Forie, — métiers hydrauliques pour la rubanerie signalés à Ambert dans les derniers temps de l'Ancien Régime (11) ; en outre la coutellerie suppose une extrême division du travail. Généralement les femmes filaient, tandis que les hommes allaient à la forge, à la papeterie ou à la filature (12). Toutes les campagnes travaillaient pour la fabrique et pour le marchand de la ville. L'agglomération thiernoise seule offrait un exemple de relative concentration ; mais le ménage y constituait encore la cellule ouvrière (13). Ouvriers papetiers et couteliers formaient des corps de métiers (14) que la loi Le Chapelier supprima. Libérés de l'ancienne réglementation, les ouvriers restèrent à la merci des fabricants et des marchands. La loi du 23 nivôse an II visa la répression des coalitions funestes au rendement ; le Directoire, par son arrêté du 16 fructidor an IV, eut le même but. A côté de cet artisanat aux ressources très médiocres, quelques

(9) LEGRAND D'AUSSY, t. II.

(10) Cf. Tableaux ci-après.

(11) Legrand d'Aussy nous dit qu'ils faisaient jusqu'à 30 rubans à la fois.

(12) Ainsi tous les villages de la région d'Ambert filaient le lin, le chanvre, la laine et le coton (*Etat de l'Auvergne en 1765* par M. de Balainvilliers, p. 66).

(13) Voir la carte des couteliers de Thiers.

(14) G. SAINT-JOANNY, *La coutellerie thiernoise de 1500 à 1800* (1867) et Henri GAZEL, *Les anciens ouvriers papetiers d'Auvergne* (1910).

belles fortunes étaient sans doute nées surtout du textile et de la papeterie dont les installations exigeaient une mise de fonds déjà importante (15).

Le papier de Thiers était moins propre à l'impression qu'à l'écriture ; il s'en faisait une grande consommation dans les bureaux de Paris et jusqu'en Amérique (16). La régie du droit sur les cartes commandait le papier fleurdelysé que tous les cartiers devaient employer (17). Une tentative de façon Hollande, due à l'initiative de Trudaine, échoua. La routine ignorait les cylindres et n'employait que les maillets et les pilons. On se servait des produits défectueux pour l'emballage de la quincaillerie.

Le groupe d'Ambert avait une fabrication recherchée pour l'imprimerie, le dessin, les épreuves de gravure, les éventails, jusqu'en Angleterre. Les Dupuy de La Grandrive, dans leur manufacture de Marsac, sortaient un papier grand-raisin pour estampes qu'utilisait l'Imprimerie royale ; les Vimal avaient réussi une façon Hollande remarquée par l'intendant Perrenc de Moras (18).

En 1769, Thiers aurait versé sur le marché 12.000 quintaux (19) et Ambert 15.600 (20). Legrand d'Aussy n'accorde plus à Thiers que vingt papeteries entretenant 500 personnes, en 1788. M. Gazel lui donne 1.000 ouvriers en 1789 et 650 à la région d'Ambert.

Impossible d'utiliser la liste des patentés de 1791 (21), année où la loi ne reçut qu'une exécution tout à fait incomplète. Des recensements de l'an III accusent 22 à 24 établissements disposant de 37 cuves (7632 quintaux) pour la cité de la Durolle ; il y en aurait 22 avec 30 cuves au mois de pluviôse an VI (22). La paten-

(15) Parmi les papetiers citons : à Thiers, Barthélemy Riberolles-Martinanches, Gourby, Joubert, Jacques Berger, Andrieux, Malmeneyde Montmilhant, la Veuve Nourisson ; à Ambert, Vimal, Ondes ; à Valcivières, Pourrat ; à Job, les Richard ; à Marsac, Claude Missonnier et Dupuy de la Grandrive. Pourrat, commissaire du Directoire, avouait un revenu de 2.400 fr. par an (rôle de la contribution personnelle de l'an V) ; il n'était pas le plus notable.

Les patrons couteliers qui émergent un peu sont : Armilhon, Nicolas Chapet, Glometon, Deloche et Mangez à Thiers ; les Saint-Joannis à Saint-Rémy.

(16) LEGRAND D'AUSSY, p. 466.

(17) *Etat de l'Auvergne en 1765*, par M. Ballainvilliers, p. 71.

(18) BALLAINVILLIERS, *ibid.*

(19) LEGRAND D'AUSSY, p. 465.

(20) Il s'agit de quintaux de 50 kgs.

(21) Pour tout ce qui suit, voir les Tableaux et la note sur les papetiers.

(22) Etat résumé, non reproduit.

te de l'an VII recense 24 fabricants qui ne seraient plus que 18 à la tête de 800 ouvriers d'après un état de 1811 (23). Le blocus continental et les guerres de Napoléon auraient nui d'avantage à cette industrie thiernoise que les troubles et la fermeture des frontières sous la Révolution. Cependant la baisse de la production est indéniable à la fin du Directoire.

Les établissements ambertois suivent une évolution analogue : 45 fabriques et 63 cuves (17.466 quintaux) en l'an III ; probablement une quarantaine au plus à la veille du Consulat (on trouvera pessimiste le chiffre de 31 patentés en l'an VII, mais inadmissible une statistique de 51 maisons et de 69 cuves avec 18.400 quintaux). Le recensement de 1811 porte 43 noms alors que, selon H. Gazel, 500 ouvriers sont encore employés en 1810 dans les 56 papeteries de la région et 200 seulement en 1815. Nul doute que la plupart des installations subirent rudement la crise de l'assignat et davantage encore la dépression économique de la fin du Directoire (24). Un faible relèvement aurait pu correspondre à la belle époque de l'Empire avant la débâcle des dernières années.

La technique de la coutellerie au 18^e siècle nous est assez bien connue (25), tandis que les faits économiques sont difficiles à reconstituer pour l'époque de la Révolution. Le nombre des maîtres aurait été de 531 en 1730, celui des marques de 657 en 1732 (26). Dans son Dictionnaire de 1750, Savary note que 5.000 personnes travaillaient au bord de la Durolle (27). D'après Legrand d'Aussy, la matière première provenait du Cher et nous savons qu'on faisait venir le charbon de Brassac. Les barres étaient étirées dans les martinets mais beaucoup de villages forgeaient. Outre la coutellerie proprement dite qui occupait plus de 10.000 personnes dont 400 rémouleurs répartis en 40 ateliers, 200 ouvriers se consacraient à la gainerie ; d'autres articles de quincaillerie, fourchettes, cuillers étamées, ciseaux, canifs, rasoirs contribuaient à faire vivre des marchands de fer, des voituriers et des détaillistes de toute sorte. La vente à bon marché permettait à Thiers de lutter avantageusement avec les articles anglais, non seulement en Espagne et dans les colonies espagnoles, mais au Levant et aux Indes.

(23) Arch. du Puy-de-Dôme, M. O. 775.

(24) Il en fut de même à Saint-Amand-Tallende.

(25) Voir l'ouvrage déjà cité de Saint-Joannis.

(26) Arch. du Puy-de-Dôme, C. 426 et 427.

(27) Cité par Camille Pagé, *La coutellerie depuis l'origine jusqu'à nos jours* (1898, t. II).

Une notice publiée en 1806 porte 550 ateliers occupant de 15 à 16.000 personnes (28). Le recensement de 1811 cite 4185 ouvriers travaillant dans 530 fabriques et 2.000 pour leur compte. Si nous descendons jusqu'à la fin de la Restauration, nous trouvons 667 fabricants employant directement 5500 ouvriers (29).

Ainsi les chiffres oscillent entre 500 et 550 couteliers installés chez eux ; ce sont les seuls que la patente visait. Or la liste la plus complète, celle de l'an VII, ne contient que 285 noms, preuve que la contribution fut loin d'atteindre tous les patrons. Les rôles peuvent être un assez bon document pour l'étude de la répartition géographique des métiers ; ils ne sauraient fournir que des renseignements numériques très approximatifs (30).

L'importance des autres industries thiernoises et ambertoises est encore plus difficile à préciser. La cité de la Durolle achetait dans les campagnes du fil écriu, le teignait et l'apprêtait pour le vendre sous le nom de fil de Bretagne (31). Sur la Dore on trouvait des fabriques d'étamines, de jarretières et de lacets, des rubaneries de fil et de laine, quelques teintureries. Les étamines pour les pavillons de vaisseaux, les blutteurs, les farinons et les bariteaux propres à blutter et à passer la farine ou le lait sortaient d'ateliers sans doute très dispersés puisqu'on en situait jusqu'à Courpière, Cunlhat et Sauxillanges.

Maringues, sur l'Allier, groupait la plupart des tanneries (32). On y préparait les cuirs de bœufs et de vaches qu'on achetait aux foires de Clermont ou qu'on tirait de Limoges, ainsi que les peaux de mouton et de chèvre en façon de chamois, à destination de Paris (33).

Clermont et Riom utilisaient déjà les fruits de la Limagne : leurs confituriers fabriquaient des pâtes d'abricots réputés.

Les ressources minières étaient importantes, mais encore peu exploitées. Cependant le bassin houiller de Brassac-Sainte-Florine produisait, à la veille de la Révolution, de 15 à 16.000 voies de

(28) N° 293 du *Moniteur Universel* ; cité par Pagé, *op. cit.* t. II, p. 264.

(29) *Essai sur la statistique industrielle du canton de Thiers*, par la Chambre consultative des Arts et Métiers de cette ville (1828). Bibl. de la ville de Clermont, Fonds d'Auvergne.

(30) Voir les cartes des couteliers de la région et de la ville de Thiers.

(31) Cf. *Ballainvilliers*, p. 71.

(32) Il y en avait quelques-unes à Thiers et à Clermont. Voir le *Tableau des tanneries de Maringues*.

(33) *Arch. du Puy-de-Dôme*, C. 550.

combustible par an, soit 20 à 22 tonnes, dont un bon tiers se consommait dans la région, principalement à Thiers et le reste à Orléans, à Nantes et à Paris. C'est à Brassac que commençait la navigation sur l'Allier.

Dans une région de montagnes assez mal desservie par la route (34), la voie d'eau avait sa pleine signification. Du sud au nord, l'Allier constituait une artère commerciale très vivante. Par la rivière, l'Auvergne communiquait naturellement avec les plaines de la Loire et du bassin parisien. Une batellerie active occupait toute une population de charpentiers et de mariniers à Jumeaux, à Limons (35) et à Maringues. Avec les sapins de La Chaise-Dieu et du Livradois, conduits à Jumeaux, on construisait des flottilles de petits bateaux qui embarquaient le charbon à Brassaget, port de Brassac. A partir de Joze, la meilleure navigabilité (36) permettait le transbordement sur des bateaux un peu plus conséquents. Les unes et les autres continuaient d'ailleurs la descente. A Pont-du-Château, on chargeait pour Paris les vins et les pommes de Limagne (37). Les papiers allaient à Parentignat, près d'Issoire, ou mieux à Puy-Guillaume, au confluent de la Dore ; là venaient aussi les articles de quincaillerie et de coutellerie. On ne remontait pas : les flottilles se vendaient à Paris. Les droits de Vichy, les péages sur la Loire et le canal de Briare gênaient ce trafic, un des plus originaux du centre de la France (38).

(34) Ballainvilliers s'en plaignait fort. Cf. Legrand d'Aussy, t. III, p. 226.

(35) Cf. texte N° 29.

(36) En amont, on craignait les remous des étranglements, les grandes sécheresses de l'été et les gels de l'hiver.

(37) Ballainvilliers nous dit que beaucoup de marchands du Languedoc venaient par Clermont embarquer leurs produits à Pont-du-Château.

(38) Cf. *Le commerce du bois dans la Basse-Auvergne*, par Edmond Rouganne (thèse de droit, 1932 ; de Bussac, Clermont-Fd. 1 vol. in-8°, 116 p.), en particulier, pp. 36-58.

TEXTES ET TABLEAUX

TEXTES ET TABLEAUX

Les documents qui suivent sont tous extraits des archives départementales du Puy-de-Dôme, série L. Le premier état des patentes a été dressé à l'aide des rôles conservés dans les liasses L. 1089-1090-1091 du fonds du département et dans les différentes liasses du fonds des municipalités cantonales (époque du Directoire). Le dossier de l'année 1791 est complet ; le faible rendement de la patente saute aux yeux. Les renseignements touchant les années suivantes sont par trop fragmentaires pour que nous en ayons tenu compte. Par contre l'ordonnance des listes de patentes pour l'an V et l'an VII est de nouveau satisfaisante. Nous nous sommes borné à établir les pourcentages par cantons, sauf pour 1791, en raison de la dissémination des assujettis dans un petit nombre de localités. Notre choix a porté sur des cantons appartenant à des régions variées. Le dénombrement démographique de l'an IV a été retenu comme offrant le plus de garanties.

Les textes ont été groupés de la manière suivante :

Textes N° 1 à N° 7, correspondance générale relative aux patentes de 1791 et de 1792 ;

Textes N° 8 à 11, correspondance relative aux visiteurs des rôles ;

Textes N° 12 à 32 : visiteurs des rôles

Campagne N° 12 à 14, Sauvat N° 15, J.-B. Albarède N° 16, J.-Fr. Albarède N° 17 à 19, Lussigny N° 20 à 25, Maubet N° 26 à 32 ;

Texte N° 33 : Bilan des années 1791-92 ;

Textes N° 34 à 38 : Patentes de l'an IV ;

Textes N° 39 à 60 : Patentes de l'an V à l'an VII.

TEXTES

N° 1 ARRETE DU DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME**interprète et explique le texte de la loi du 2 mars 1791**

Vu le mémoire des officiers municipaux de Clermont et l'avis du directoire de district,

Où le procureur général syndic,

Le Directoire du département estime qu'il doit être apposé un timbre sur chaque déclaration inscrite au registre de souche, un timbre d'expédition sur le certificat de la quittance, qui doit être sur la même feuille, un timbre au registre sur chaque soumission, et un timbre sur l'expédition des patentes. Le premier sera à la charge de la municipalité, le second et le 4^e à celle de l'impétrant, et le 3^e sera compris dans les frais de recouvrement.

2^o Afin d'éviter l'arbitraire et les surprises, le district invite la municipalité à se faire représenter des baux notariés et en cas de non représentation à faire évaluer la valeur locative par des commissaires qu'elle choisira dans son sein ou hors de son sein ;

3^o Le droit de patente doit être pris sur la valeur de l'habitat ; l'article 12 de la loi du 17 mars n'est point équivoque. S'il l'étoit, il seroit expliqué par l'article 16 qui faisant le prix des patentes des colporteurs, règle un minimum au-dessous duquel il ne peut descendre, quand même, est-il dit, le prix du loyer de leur domicile établiroit une proportion inférieure.

Le domicile est une expression générique qui comprend toute l'habitation. Par domicile, on n'a jamais entendu le local servant à l'exercice d'une profession divisement d'avec le surplus des appartements qu'occupe celui qui exerce cette profession.

Le rapport d'après lequel a été décrété la loi contient ces expressions décisives : la baze proportionnelle du droit de patente sera établie d'après la valeur locative de l'habitation.

Quoiqu'établie sur la même baze, la contribution mobilière ne formera pas double emploi. Les deux taxes peuvent avoir la même baze sans double employ, pourvu que leurs éléments ne soient pas les mêmes. Or le droit de patente est la taxe du produit d'une profession quelconque, tandis que la contribution mobilière est le tribut des facultés, qui ont toute autre origine que l'exercice d'une profession. Le droit de patente subsiste concuremment avec la contribution foncière parce qu'elle a une source absolument distincte du produit territorial. L'impôt mobilier s'efface jusqu'à concurrence devant la contribution foncière parce que pouvant avoir les mêmes principes, ces principes seroient soumis deux fois à la taxe, et c'est alors qu'il y aurait double employ.

Et afin de prévenir les mêmes difficultés qui pourroient naitre en d'autres lieux, sera la présente délibération imprimée et envoyée aux municipalités du département.

Fait en directoire de département le 11 mai 1791.

(L. 1081)

**N° 2 LETTRE DU DIRECTOIRE DU DEPARTEMENT
AU MINISTRE TARBE**

Les municipalités zélées, qui ont fait l'avance du prix des registres à souche, voudraient rentrer dans leurs débours; elles craignent d'être victimes d'un changement dans la législation.

13 juillet 1791.

Monsieur,

A l'époque de la publication de la loi sur les patentes, différentes municipalités de ce département s'empressèrent d'en exécuter les dispositions. Elles se pourvurent d'imprimés, de registres de souches qu'elles soumirent au timbre dont elles ont payé les droits. Elles ont jusqu'à ce moment distribué des patentes suivant les modelles indiqués par cette loi, mais Sa Majesté a pensé devoir charger les directeurs et receveurs des droits d'enregistrement de la distribution de ces patentes qui ont été rédigés sous une nouvelle forme et revêtues du timbre. Nous croyons devoir vous faire part d'une question qui se présente à ce sujet : la plus part de ces municipalités qui s'étoient pourvues des registres ne les ont pas encore épuisés et n'est-il pas de justice qu'elles puissent donner en payement des nouvelles patentes le prix que leur a coûté le timbre de celles qui n'ont point encore été distribuées ? Plusieurs de ces municipalités n'ont aucun receveur particulier. Le prix de ces patentes a été avancé par quelques officiers municipaux qui seroient victimes de leur zèle et de leur attention à exécuter ponctuellement les loix. Cette observation nous parait digne de votre attention et nous vous prions de la peser dans votre sagesse et de donner les ordres que vous dictera votre justice (1).

(Minute)

(L. 1081)

(1) Nous n'avons pas la réponse du ministre, mais nous savons, par d'autres textes, qu'elle fut affirmative.

N° 3

**SEANCE DU DIRECTOIRE
DU DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME
(3 FEVRIER 1792)**

Il est rappelé aux habitants exerçant une profession, art ou métier, qu'ils doivent prendre patente, faute de quoi ils ne pourront passer aucun traité valable en justice et s'exposeront à une amende.

Le Directoire,

Oùï le Procureur Général Syndic,

Considérant qu'il est de son devoir de rappeler aux différents habitants de ce département exerçant une profession qui exige des patentes, qu'ils ne peuvent sans se rendre coupable de désobéissance à la loi se soustraire à l'inscription sur les registres destinés à cet effet, qu'ils se mettent dans le cas d'être dénoncé au tribunal du district, à la requête du procureur général syndic du département, du procureur syndic du district ou du procureur de la commune, pour déclarer s'il exerce ou non une profession sujette à la taxe, et en cas de désavœux, se voir condamner aux peines prescrites par les décrets ;

Que lesdits habitants ne peuvent former en justice pour raison de leur négoce, profession, art ou métier, ni faire valoir aucun acte qui s'y rapporte ni faire aucun traité, transaction en forme authentique qui y son relatif, s'ils ne produisent leur patente en original ou en expédition ;

Qu'ils ne pourront aux termes de l'article 24 du 17 mars 1791 faire déduire de leur contribution mobilière la taxe proportionnelle à la valeur locative de leurs ateliers, chantiers, boutiques et magasin qu'ils n'aient produit leurs patentes ;

Invite tous particuliers exerçant une profession, art ou métier, qui n'ont point pris patentes pour 1791 et pour 1792, à se faire enrégistrer sans délais pour prendre la patente relative à leur profession et, faute par eux de l'avoir fait, lorsque les municipalités présentent leur registre au visiteur, déclarent que dès lors ils auront énoncé l'amende du quadruple du prix fixé par la patente, dont ils auroient dû se pourvoir, conformément à l'article 19 de la loi du 17 mars dernier.

Charge les différents visiteurs de roles de procéder sans délais, pour l'année 1791, aux opérations présentées par les articles 6 et 7 de la loi du 9 novembre dernier.

Charge les procureurs syndics et les procureurs des communes, conformément à l'article 26 de la loi du 17 mars dernier, de pour-

suivre ceux qu'ils sauront avoir exercé en 1791 des fonctions, arts ou métiers, sans avoir point pris de patente.

Arrête que la présente délibération sera imprimée, affichée et lue dans toutes les municipalités du département, à l'issue de la messe paroissiale, à la réquisition et diligence du procureur de la commune.

Signé : PEYRONNET, CHANDESON, FAVIER, CHOLLET.

(L. 232).

N° 4 CIRCULAIRE DU PROCUREUR GENERAL SYNDIC

par laquelle il se déclare disposé à user de fermeté pour faire payer le droit de patente et incite ses collaborateurs à le seconder

Clermont, an 4 de la liberté, 14 avril 1792.

Messieurs,

Les papiers publics vous ont appris la fermeté avec laquelle le procureur général syndic du département de Paris poursuit le paiement des patentes. Je le prens avec plaisir pour model et vous préviens que je vais développer la même énergie tant pour la rentrée du droit de patente que pour toutes les impositions. La surcharge des affaires, la lenteur des municipalités qui a produit celle des directoires de district nous ont mis en arrière sur l'article qui est le vrai ciment de la constitution. Aidés-moi, mon cher coopérateur, dans toutes les démarches faites pour marquer le patriotisme des administrateurs ; ne perdés pas de vue que les contributions sont l'aliment d'un empire, que notre premier devoir est d'en presser le recouvrement. En vain fait-on craindre des insurrections, si on poursuit le paiement des patentes avec trop de vigueur. Le défaut de paiement mènerait à la dissolution et cette terminaison est plus à craindre que des mouvements trop vifs. Pressés les procureurs des communes. Rendés moi compte du succès de vos opérations et apprenons aux administrés, apprenons à la France que l'amour du devoir fait franchir toutes les considérations particulières.

(Le procureur général syndic aux huit procureurs syndics).

(de la main même de Monestier)

(L. 1082)

N° 5 CIRCULAIRE DU DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT
(1^{er} JUILLET 1792)

Rappelle les termes de l'arrêté du 3 février 1792 (Texte N° 3), regrette les négligences des officiers municipaux et enjoint aux autorités, aux visiteurs, aux tribunaux de veiller à la stricte application de la loi.

Le directoire, vivement pénétré des besoins de l'Etat, de la nécessité de l'exécution de toutes les loix et principalement de celles relatives aux contributions, et après s'être fait mettre sous les yeux ses arrêtés des 3 février et 6 mars dernier ;

Considérant que, malgré ses soins, ses instances et son zèle pour procurer aux loix leur exécution prompte et précise, celle relative aux patentes avoit éprouvé un retard que tout condamnait ;

Considérant que la lenteur portée par les officiers municipaux à la confection des bordereaux des patentes, nécessaires pour que le recouvrement en soit suivi, peut être nuisible à la nation, et mérite toute sa vigilance ;

Considérant que, quoique, par son arrêté du 6 mars dernier, il ait rendu les officiers municipaux garans et responsables personnellement de la difficulté et du retard qu'éprouvent l'établissement et la perception du droit de patentes, lesdits officiers municipaux ont néanmoins persisté dans leur négligence à cet égard, et que le retard qui a été porté jusqu'à présent à cette opération, qui est confiée à leurs soins, est infiniment répréhensible et présente une désobéissance formelle aux loix ;

Rappelle aux différens habitans de ce département, exerçant une profession qui exige une patente, et qui n'ont point pris qu'ils se mettent dans le cas d'être dénoncés au tribunal du district, à la requête du procureur général syndic du département, pour se voir condamner aux peines portées par les décrets ;

Leur observent que, n'étant point munis de patentes, ils ne peuvent former de demandes en justice pour raison de négoce, profession, art ou métier, faire valoir aucun acte qui s'y rapporte, ni aucun traité, ni transaction en forme authentique qui y soit relatif, qu'ils ne peuvent faire déduire de leur contribution mobilière la taxe proportionnelle à la valeur locative de leurs ateliers, chantiers, boutiques et magasins.

Enjoint aux officiers municipaux de s'occuper sans délai de la confection des bordereaux de patentes et de les remettre aux visiteurs de leur arrondissement ;

Les rend personnellement garans et responsables du plus long retard qui pourroit être porté à cette opération ;

Charge le procureur général syndic, les procureurs syndics des districts et les procureurs des communes de poursuivre par devant les tribunaux de districts les particuliers qui, par leur profession, sont dans le cas de prendre des patentes, et qui n'auront pas encore pris, de provoquer contre eux une condamnation à l'amende au quadruple du prix fixé pour la patente relative à leur profession ;

Enjoint aux visiteurs des rôles de faire incessamment une nouvelle tournée dans les municipalités qui n'ont pas encore obéi à la loi relative aux patentes, afin de les aider à former les bordereaux qui leur sont demandés et, en cas de refus de la part des dites municipalités, les charge d'en adresser procès-verbal, lequel sera remis au district, pour être par lui adressé au département, avec son avis ;

Charge le procureur général syndic, de dénoncer à l'assemblée nationale et au pouvoir exécutif, comme désobéissance aux loix, tous les officiers municipaux et procureurs des communes, qui n'auroient point porté à l'exécution de la loi sur les patentes et du présent arrêté le zèle et l'activité que l'un et l'autre exigent ;

Charge pareillement le procureur général syndic d'écrire aux directeurs et receveurs des droits d'enregistrement, de veiller à ce que dans tous les actes relatifs à des objets de négoce art ou métier, il soit fait mention du visa des patentes des particuliers qui soumettent les dits actes à l'enregistrement ;

Arrête qu'il sera adressé aux différents tribunaux de ce département plusieurs exemplaires du présent arrêté, en les invitant de réunir leur zèle à celui du département pour l'exécution de ladite loi, et de n'admettre aucune instance de la part des particuliers exerçant une profession sujette aux patentes, qu'ils n'aient rapporté celle qui leur est personnelle ;

Arrête enfin que le présent arrêté sera imprimé, publié et affiché dans toutes les municipalités de ce département pour être lu à la réquisition du procureur de la commune, à l'issue de la messe paroissiale.

N° 6

**ARRETE DU DEPARTEMENT
EN DATE DU 19 OCTOBRE 1792 (2)**

**prescrit aux procureurs syndics d'exercer des poursuites
contre les particuliers qui n'auront pas pris de patente**

Le Conseil réuni en surveillance permanente et tennant scéances publiques,

Où le procureur général syndic,

Considérant de quel intérêt il est pour la république de donner au recouvrement des contributions cette activité et cette progression que les circonstances rendent urgentes,

Considérant que vainement il a employé jusqu'à présent les plus grandes instances pour déterminer les différents particuliers exerçants une profession, art ou métier, a prendre les patentes qui leur sont indiquées par la loi,

Arrete que les procureurs syndics des districts seront tenu de poursuivre, suivant la forme prescrite par les articles 19, 20 et 21 de la loi du 17 mars 1791, les particuliers proffessants art et métier, qui n'ont point pris de patente, dont la liste leur a été remise par les visiteurs des roles, en exécution des instructions qui leur ont été remises (3).

Prévient les procureurs syndics que leur innaction a cet égard compromet les interests de la patrie et que, s'ils persistent, cette innaction pourra etre considérée comme une désobéissance persévérante.

(L. 1082)

CHRISTOPHLE, *président.*

N° 7

**LETTRE DU PROCUREUR GENERAL SYNDIC
AU PROCUREUR SYNDIC DU DISTRICT DE CLERMONT (4)**

**La municipalité de Clermont devrait désigner des commissaires
qui relèveraient les noms des particuliers à poursuivre**

Clermont, 29 octobre 1792, an I^{er} de la république française.

Citoien,

Veuillés peser dans votre sagesse le moi en le plus prompt et le plus sûr pour connaître les citoyens de Clermont assujettis au droit de patente. Il est juste que la loi pese sur toutes les têtes,

(2) A la suite de la réception d'une lettre ministérielle du 16 octobre 1792.

(3) Décret du 2 mars 1791 (C. Bloch, *Les Contributions directes*. p. 238).

(4) Voir le texte N° 11.

que le trésor public soit alimenté par tous les redevables. La liberté a besoin d'être soutenue par des armées puissantes. La république est oberrée, le citoyen doit l'aider. Ne conviendrait-il pas que la municipalité de Clermont nommât des commissaires a l'effet de verifler l'état des contribuables et, cet état une fois remis au procureur de la commune, il ferait des poursuites que son devoir lui impose, ou s'il le négligeait, vous suppléeriés a son activité, ou en la réveillant, ou en procedant par vous-même.

Le procureur général syndic du département du Puy-de-Dôme,

MONESTIER.

(Minute de sa main).

(L.1082).

**N° 8 EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATIONS
DU DIRECTOIRE DU DEPARTEMENT**

**expose l'arrangement par lequel les visiteurs des rôles
se partagent le territoire du Puy-de-Dôme**

Le 25 janvier 1792.

Le directoire réuni,

Messieurs Lussigny, visiteur principal des roles dans ce département, et Messieurs Sauvat et Campagne, visiteurs, ont été annoncés et introduits. Ils ont exposé que l'arrondissement porté par leurs commissions contrariant les connoissances locales qu'ils avoient acquises avec beaucoup de peine et qui leur devenoit necessaire plus que jamais dans le nouvel ordre des choses, les avoient aussy déterminés à former entre eux un arrangement qui paroissoit s'accorder avec le bien du service, et qu'ils venoient soumettre à l'approbation du directoire. M. Lussigny a exposé qu'ayant obtenu comme cy-devant controleur des vingtièmes des renseignements précieux dans l'arrondissement d'Ambert, dans lequel il avoit sa residence, et animé du plus grand zèle pour le bien du service, se demetoit de sa place de visiteur principal en faveur de M. Campagne, dont la résidence etoit deja fixée à Clermont et M. Sauvat a ajouté que si ce plan agréoit au département, il demandoit qu'il voulut bien lui indiquer l'arrondissement designé au sieur Campagne, ses infirmités et son domicile fixé à Clermont, lui fesoit desirer que le directoire voulu bien accueillir sa demande.

Le Directoire,

Où le procureur général syndic,

Considérant que l'arrangement proposé s'accordoit parfaitement avec le bien du service,

L'a approuvé.

Il a arrêté que les commissions déjà expédiées sous la date du 22 decembre dernier en faveur de MM Lussigny, Sauvat et Campagne seroient reformées et redigées d'après ce nouveau plan approuvé,

De tout quoi il a été dressé le present procès-verbal et ont signé

MM. CAMPAGNE neveu, SAUVAT et LUSSIGNY.

(L. 1082)

**N° 9 LETTRE DU PROCUREUR GENERAL SYNDIC
A L'INSPECTEUR DES ROLES**

**Les visiteurs des rôles ne doivent loger ni manger
chez les officiers municipaux ou les habitants**

Clermont, le 21 août 1792.

Monsieur,

Je vous prie d'inviter Messieurs les visiteurs des rôles à ne jamais se permettre d'aller loger et manger chés Messieurs les officiers municipaux ou autres bourgeois et cultivateurs aisés des communes dans lesquelles ils se transportent. C'est être à charge aux premiers et avoir l'air de les prendre pour guides. C'est mettre les derniers dans le cas d'être soupçonnés de donner des renseignements que les officiers municipaux seuls doivent donner. C'est élever contre vous, Messieurs, chargés d'une opération délicate, des ennemis et les faire soupçonner d'amitié particulière et de partialité, dont tout fonctionnaire public doit éviter jusqu'au soupçon.

Le procureur général syndic du département du Puy-de-Dôme,

MONESTIER.

(Minute).

(L. 1082).

N° 10

**LE VISITEUR PRINCIPAL CAMPAGNE
A L'INSPECTEUR GENERAL
(30 AOUST 1792)**

promet de se conformer à la volonté exprimée par le procureur général syndic dans sa lettre du 21 août 1792 (Texte N° 9), dit son état maladif.

Monsieur,

D'après l'esprit de la lettre de Monsieur le procureur général syndic du département que vous me retracez dans la votre numéro 19 en date du 21 du présent, je sens toute la délicatesse qu'il y auroit de manger ou de loger chez les officiers municipaux ou chez les redevables autre que des aubergistes, et je me conformerai à cette sage observation.

Je vous préviens qu'il m'a été impossible de me livrer au travail depuis quinze jours, qu'à la suite d'une attaque de nerf des plus graves, on a été forcé de me mettre un vésicatoire qui a formé un dépôt dont je souffre prodigieusement et qui ne me laisse pas l'espoir de travail de sitôt. Je suis fatigué de me voir dans cette position surtout dans des moments aussi précieux. Mais à l'instant où il y aura du mieux, je reprendrai mes travaux et soyez assuré de mon zèle.

Le visiteur principal des rôles,

(L. 1040)

CAMPAGNE.

N° 11

**L'INSPECTEUR GENERAL DES ROLES
AU DIRECTOIRE DU DEPARTEMENT**

Les visiteurs Campagne, Albarède frères et Maubet font du bon travail ; leurs collègues des districts d'Ambert et de Riom ne donnent pas la même satisfaction ; la ville de Clermont est très retardataire.

Clermont, le 21 octobre 1792,
l'an premier de la République Française.

Citoyens,

Patentes.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 18 de ce mois, par laquelle vous me demandez de vous fournir sous huitaine, l'état nominatif de tous les particuliers qui, dans l'étendue du département, n'ont point encore satisfait à l'obligation de se pourvoir de patente.

Permettéz moi d'abord de vous observer que le delai de 8 jours et même de 15 seroit insuffisant, parce qu'il n'est pas possible qu'un visiteur parcoure 90 et même 100 municipalités dans cet intervalle de tems.

Dans les arrondissemens de Clermont, de Besse, de Billom et d'Issoire, les visiteurs ont, en exécution de ma circulaire du 9 juillet dernier, invité MM. les officiers municipaux de les accompagner chez tous les redevables et, par cette mesure, ils sont parvenus à tirer de chacun d'eux les soumissions relatives à 1791 et à 1792. Très peu de redevables ont été rebelles à la loi. Il en a été formé des états qui ont été remis entre les mains des citoyens procureurs syndics de chaque district et j'espère que, dans peu, je serai en état de vous présenter, le produit total des quatre arrondissemens dont est question à l'exception néanmoins de la ville de Clermont, ou plus des trois quarts des contribuables sont en retard.

Si je dois des éloges au travail des citoyens Campagne, Albarrède frères et Maubet, je n'ai qu'à me plaindre des citoyens Lussigny et Jourdes, visiteurs d'Amberl et Riom. Je crois remarquer dans la conduite du premier et dans toute sa correspondance qu'il s'est concerté avec les officiers municipaux et procureurs des communes pour éluder l'exécution de la loi et dispenser les redevables du paiement des droits de patentes pour les neuf derniers mois de 1791. Quant au sieur Jourdes, ce preposé est resté depuis l'instant de sa nomination jusqu'à ce jour dans un état d'inactivité revoltant ; il n'est aucun moyen de persuasion et de menace que je n'aye employé pour le ramener à ses devoirs, mais tout cela sans succès, au point que depuis près de trois mois, je n'ai reçu de lui ny relevés ny états de tournée ny journaux de travail par quinzaine ny aucune reponse aux différentes lettres que je lui ai adressé. Je n'ai pû ny dû, citoyens, vous laisser ignorer plus longtemps une indifférence aussy coupable (5).

En revenant, citoyens, à la demande que contient votre lettre, j'observerai que la ville de Clermont est le lieu qui doit le plus particulièrement fixer votre attention, parce qu'il est le plus en retard et doit donner les trois quarts du produit total du département.

(5) Les états de la patente de 1791 présentent en effet des lacunes considérables dans les districts de Riom et d'Amberl (pour cette dernière région, voir le tableau ci-après, p. 99).

Le moyen qui me paroît le plus expédient pour amener les redevables a declarations seroit, je crois, d'obtenir des officiers municipaux, qu'ils nomassent sur le champ quatre commissaires qui, ayant chacun a leur tete un municipal en echarpe, releveroient avec soin, dans chaque section, les noms, qualités et demeures des contribuables avec le prix de leurs loyers et exigeroient leurs soumissions tant pour 1791 que pour 1792. Il seroit peut etre a propos, pour plus grande celerité et pour assurer l'ordre dans les operations, de designer au nombre de ces commissaires le citoyen Campagne et moi. Nous nous empresserons tous deux de donner dans cette occasion des preuves de notre attachement à la chose publique (6).

L'inspecteur général des rolles,

(L. 1082)

BOUTIER.

N° 12

ETAT GENERAL DU TRAVAIL DE L'ANNEE 1792 (7)

Aux citoyens administrateurs du département du Puy-de-Dôme.

Tableau de tournée commencé le 25 février et autres mois suivans et terminé le 30 décembre de la dite année 1792.

Le citoyen Pierre-Louis CAMPAGNE, visiteur général des roles dudit département.

Le citoyen Campagne nommé visiteur particulier le 13 novembre 1791 n'a reçu sa commission que le 22 décembre suivant. Il a rempli, en cette qualité ses fonctions jusqu'au 25 janvier 1792, époque à laquelle il a été nommé visiteur principal. Le travail préliminaire, l'enregistrement de sa commission, les renseignements à prendre au district sur son nouvel arrondissement. l'ont conduit jusqu'au 25 février, époque à laquelle il a commencé ses tournées.

Nonobstant le travail cy inséré résultant de ces transports, le visiteur principal a la résidence s'est livré a un travail non moins conséquent, tel que la transcription des patentes de 1791-1792 sur ses registres, copie des procès-verbaux faits dans les communes, mémoires aux administrateurs, à l'inspecteur, correspondance

(6) Voir le texte N° 7.

(7) Exemple in extenso de journal d'un visiteur (voir le tableau pp. 99, 101).

avec iceux et les corps municipaux, journaux de travail de quinzaine en quinzaine, tableaux de tournées et renseignements fournis aux municipalités pour faciliter l'établissement des patentes et les opérations foncière et mobilière.

Les minuttes de toutes ces opérations devant nécessairement demeurer entre les mains du visiteur principal lui ont occasionné un triple travail qui l'a forcé a employer quelquefois un commis ; les contre tournées que le service a exigé, a raison des circonstances et pour donner plus de célérité au recouvrement des impôts, lui donne droit à réclamer l'indemnité porté par le décret du 9 octobre 1791, article 18.

CLERMONT Ville

Patentes 1791..	968 déclarations....	10.012 livres 2 s.
1792..	485 déclarations....	6.699 livres 8 s. 3 d.

Perception au citoyen Pirain (8).

C'est par des visites fréquentes que le visiteur principal est parvenu à relever les déclarations cy-contre, et malgré ses observations réitérées à la municipalité, ce droit a été négligé. Aussi les 9 mois de 1791 vous présentent-ils un produit plus fort que celui de l'année entière de 1792.

On a jamais voulu entendre que le rôle mobilier pouvoit se faire sans attendre la confection du rôle foncier 1791, parce que la loi indique que les déductions a faire de l'impôt foncier sur la cote mobilière doivent se prendre sur les extraits des vingtièmes de 1790 pour accélérer le rôle mobilier 1791.

CHAMALLIÈRE (9)

47 art.....	patentes de 1791.....	168 livres 16 s. 6
5 art.....	en 1792.....	614 livres
155 art. de la mobilière.	matrice terminée et remise au district	

Perception à Boucheix, 11 mars 92.

Cette municipalité ne s'est prêté que très difficilement a l'établissement de ses impôts. Le visiteur si est transporté en mars, avril, may et deux fois en juin pour accélérer les enrégistremens des patentes et les relever. Encore n'ont-elles pas été toutes prises

(8) PYRENT.

(9) CHAMALLIÈRES.

pour 1791 et 1792, plusieurs particuliers sujets à ce droit s'étaient laissé entraîner. La totalité de la confection du rôle mobilier a été faite par le visiteur.

ROYAT

11 art.....	patentes de 1791....	62 livres 14 s. 6 d.
1 art.....	1792....	10 livres

Matrice mobilière remise.

Perception à Bourget le 25 mars 92.

Les officiers municipaux étant meunier ou Soulonnier ont refusé de prendre leurs patentes. On a obtenu sentence, mais on en a négligé l'exécution. Il n'y a que quelques artisans qui ont pris celles cy-contre et les visites réitérées du visiteur ont été sans beaucoup de succès relatif à ce droit. Mais il est parvenu à leur faire faire leur rôle mobilier.

ORCINES

14 art.....	patentes de 1791....	73 livres 13 s. 9 d.
9 art.....	1792....	8 livres 4 s.

Mobilière remise.

Etienne GARRET, percepteur, 15 août 91.

Sur les invitations du visiteur principal le procureur de la commune a agité contre les cabaretiers qui se refusent à prendre leurs patentes. Il a obtenu sentence, mais elles n'ont point été exécutées, de sorte que ce droit est en souffrance pour 1791 et 1792. Le rôle mobilier a été entièrement fait et rédigé par le visiteur de concert avec la municipalité.

SAINT-GENEST-CHAMPANELLE

14 art.....	patentes de 1791....	93 livres 6
17 art.....	1792....	155 livres 6

Mobilière terminée.

GRENIER, commis au district, percepteur.

Cette commune était sans activité. Le visiteur y a établi les patentes en faisant appeler les citoyens y sujets en présence de la municipalité. Aussi sont-elles toutes prises pour 1791-1792, sans aucun frais. Le rôle mobilier fait et rédigé en entier par le visiteur et sans désespérer de concert avec la municipalité.

TEIX-FONFREIDE

23 art.....	patentes de 1791....	164 livres 11
23 art.....	1792....	220 livres 12
Mobilière terminée.		

GRENIER, *percepteur*.

Cette municipalité était en retard par la difficulté de faire l'application des loix relatives aux patentes, le visiteur les y a établie, en novembre dernier. Elles ont été prises en totalité pour 1791-1792. Il a formé en entier le role mobilier avec ladite municipalité.

BEAUMONT

27 art.....	patentes de 1791....	37 livres 16
-------------	----------------------	--------------

GRENIER, *percepteur*.

Beaumont n'a pas encore remis la totalité des patentes 1791-1792. Les transports du visiteur presque toujours sans succès. Le role mobilier en retard a cause du role foncier.

CEYRAT

40 art.....	patentes de 1791....	107 livres 12
-------------	----------------------	---------------

GRENIER, *percepteur*, (1^{er} novembre 91).

Ceyrat n'a pas rendu les patentes de 1792. Les renseignements donnés par le visiteur pour le travail préliminaire du role mobilier a été sans effet.

ROMAGNAT

19 art.....	patentes de 1791....	43 livres 7
1 art.....	1792....	30 livres

Martin CORMONT, *percepteur* (9 octobre 91).

C'est avec beaucoup de difficulté que le visiteur est parvenu à faire prendre les patentes 1791, il a fallu même contraindre la majeure partie des particuliers y sujet. Il y a encore 3 cabaretiers assignés et contre lesquels on doit obtenir sentence. Point de rôle mobilier.

AUBIÈRE

26 art.....	patentes de 1791....	70 livres 10
-------------	----------------------	--------------

Aubière a reçu du visiteur tous les renseignements propre à la formation des opérations préliminaire du role mobilier, mais ces moyens et ses démarches ont été infructueuse. Les patentes de 1792 en retard.

OMME

7 art..... patentes de 1791.... 24 livres 7

Martin CORMONT, *percepteur* (9 octobre 91).

Omme a rendu partie des patente de 1791 et sur un état de vingt particuliers rédigé en la municipalité il n'y en a eu que sept de prise et point pour 1792. Quatre articles mobiliers ont été rédigé par le visiteur, mais il paroît qu'on ne s'en point occupé.

CHANONAT

32 art..... patentes de 1791.... 113 livres 1
29 art..... 1792.... 210 livres 12

Mobilière remise.

MURAIN, *percepteur*, le 15 janvier 92.

Chanonat après bien du mouvement a rendu la totalité des patentes 1791-1792. Le model de roles mobiliers donné par le visiteur, a été suivi, et la matrice déposé au district.

LEMPD (10)

20 art..... patentes de 1791.... 128 livres 15 s. 6
24 art..... 1792.... 241 livres 8

FOURNIER, *percepteur*, 7 octobre 92.

Lemp n'a rendu que partie des patentes 1791-1792 parce qu'il a fallu actionner plusieurs marchands de vin qui se refusent à ce droit. Le visiteur avoit disposé la municipalité a former leur role mobilier. L'époque en avoit été arreté. Mais personne ne s'est présenté.

PONT-DU-CHATEAU

38 art..... patentes de 1791.... 541 livres 10
47 art..... 1792.... 815 livres

Le Pont-du-Chateau est en retard sur les patentes 1791-1792 sur l'état formé par la municipalité de 104, il n'y en a eu que 38 de prises. Le visiteur dans ses divers cours avoit invitée la municipalité à s'occuper du rôle mobilier. L'époque avoit été arreté. Mais le visiteur n'a vû personne.

(10) Lempdes.

CORMÈDE

Cormède point sujet aux patentes. Le rôle foncier étant en retard le visiteur a crû ne devoir pas exiger qu'on s'occupa du rôle mobilier.

LES MARTRES-D'ARTIÈRES

10 art.....	patentes de 1791....	75 livres 18 s.
10 art.....	1792....	191 livres 10 s.

Antoine PANARET, *percepteur*, 29 avril 91.

Les Martres a rendu ses patentes de 1791-1792. Le rôle mobilier a été différé, jusqu'à ce que le travail foncier fut plus avancé.

MALINTRAS

5 art.....	patentes de 1791....	47 livres 9 s. 6 d.
5 art.....	1792....	34 livres 5 s.

Malintras a rendu la totalité des patentes 1791-1792. Le visiteur a donné à la municipalité la marche des opérations préliminaires de l'impôt mobilier. Mais elle paraît ne pas s'y être occupé.

AULNAT

Le visiteur s'est transporté à Aulnat et a écrit plusieurs fois pour connoître les motifs du retard sur les patentes et autres impôts. Ces moyens ont été infructueux et la municipalité promettant toujours n'a rien réalisé.

LUSSAT

9 art.....	patentes de 1791....	2 livres 15 s. 6 d.
2 art.....	1792....	1 livre 6 s.

MICHEL Germain, *percepteur*, 6 novembre 91;

Malgré les démarches du visiteur, les patentes de 1791-92 n'ont point été en totalité rendues. L'état formé est de 19. Le travail laissé à la municipalité pour faciliter le rôle mobilier a été sans succès.

LIGNAT

Lignat point suget au droit de patentes. Le rôle mobilier différé parce qu'on s'occupait des sections du rôle foncier qui se trouvoit mal faite.

CORNON (11)

72 art.....	patentes 1791....	573 livres 7 s. 6 d.
100 art.....	1792....	934 livres 12 s. 6 d.

ARNAUD, *percepteur*, 11 Aoust 91.

Cornon a rendu pour différens relevés pris par le visiteur, la totalité de ses patentes 1791-1792. Deux articles mobiliers ont été rédigé avec la municipalité pour faciliter leurs opérations, mais il paroît que c'est sans succès.

PÉRIGNAT

2 art.....	patentes 1791....	22 livres 16 s.
5 art.....	1792....	56 livres 6 s.
Mobilière remise.		

François GIROT, *percepteur*, 1^{er} aoust 91.

La totalité des patentes 1791-1792 ont été rendues et le rôle mobilier a été fait par le visiteur, et remis au district par la municipalité.

DURTOL

3 art.....	patentes 1791....	45 livres 13 s. 6 d.
6 art.....	1792....	92 livres 8 s.

Durtol n'avoit point de registre a souge, le visiteur en a exigé un et à l'instant a fait prendre les patentes de 1791-92 en faisant appeler les citoyens y sujets. Il y a en outre formé quatre articles mobilier pour être continué par la municipalité.

NOHANENT

12 art.....	patentes 1791....	53 livres 17 s.
Mobilière remise.		

Martial BUSSIÈRE, *percepteur*, 11 décembre 91.

Nohenant n'a pas rendu ses patentes de 1792, malgré les observations reitérées du visiteur. Le rôle mobilier fait en entier par le visiteur.

SAINT-VINCENT-BLANZAT

44 art.....	patentes 91....	82 livres 16 s. 9 d.
-------------	-----------------	----------------------

Sur l'état des patentes formé par le visiteur de concert avec la municipalité, celle de 91 ont été prise, mais non celle de 1792 qui

souffre quelques difficultés. 4 articles du role mobilier ont été formé par le visiteur pour faciliter le travail de la municipalité, mais ce moyen paroît être sans succès.

BLANZAT

COURTADON, *percepteur*, 11 avril 91.

La municipalité n'a suivi aucun renseignement donné par le visiteur principal. Les patentes sont en conséquence demeuré sans perception, malgré les rapports et le procès-verbal remis au district. Six articles du role mobilier ont été rédigé par le visiteur, mais il paroît que c'est sans succès.

CHANAT

André LASTIG, *percepteur*, 10 avril 92.

Cette municipalité n'a point encore de registre à souche. Elle n'a cessé de trouver des moyens pour se soustraire à ce droit, et le visiteur qui, après son transport, n'a cessé de rapeller à la municipalité les principes des lois, a été forcé de remettre au district le procès-verbal rédigé en conséquence. Point de role mobilier.

LA ROCHE BLANCHE

La Roche n'a cessé d'employer les moyens d'éluder la loi des patentes. La municipalité composée de plusieurs membres suget à la patente supérieur, a montré de la résistance. Les pièces remises au district prouve les machinations dont elle a fait usage pour rendre nul les cours et démarche du visiteur, nottament le transport du 2 et 3 décembre 1792.

LE CREST

Cette commune limitrophe de celle de la Roche fait les mêmes errements.

LACHAMP

MARTIN Vincent, *percepteur*, 10 avril.

Lachamp, non suget au droit de patente.

GERZAT

36 art.....	patentes 1791....	55 livres 19 s.
13 art.....	1792....	267 livres 16 s.

Gerzat n'a pris qu'avec beaucoup de difficultés partie des patentes 1791-1792 et les moyens pris par le visiteur pour accélérer le reste de cette impôt ont été sans succès. Le procureur syndic du district a été chargé d'agir à cet égard. Nul rôle mobilier.

CÉBAZAT

30 art..... patentes 1791..... 70 livres 17 s.

Même observation que cy-dessus excepté que les patentes de 1791 ont été prises en partie et que 1792 est arriéré en totalité.

LE CENDRE

3 art..... patentes 1791.... 12 livres.

4 art..... 1792.... 23 livres

Gabriel FREDOT, *percepteur*, 1^{er} juillet 92.

Le Cendre a rendus la totalité des patentes 1791-1792. Le visiteur a formé 3 art. du rôle mobilier pour faciliter la municipalité, mais il paroît qu'on néglige cette opération.

JUSSAT

HERAUD, *prêtre, percepteur*, 1^{er} janvier 92.

Le visiteur a formé un état de patentes de concert avec la municipalité pour faciliter ladite opération. mais nonobstant ce le travail et les patentes sont en retard. Le district en est instruit.

(L. 1040)

N° 13

LE VISITEUR PRINCIPAL CAMPAGNE

AU PROCUREUR SYNDIC DU DISTRICT DE CLERMONT

Détestable exemple de la ville de Clermont pour les localités avoisnantes ; nombreux sont les Clermontois qui exercent ouvertement sans patente ; il faut réagir.

Le 8 juin 1792.

Monsieur,

L'expérience acquise dans ma tournée commencé le 25 février 1792 et finie le 4 may, jointe aux devoirs que m'impose la loi et ma place de visiteur principal des rôles, me m'est dans la nécessité de vous présenter le tableau de la situation des opérations relatives aux patentes et les motifs des retards de l'établissement et de la perception de ce droit.

Les 33 communautés que j'ay suivies, Monsieur, étoient toutes dans l'inactivité. Nul ne s'étoient pourvues de registre à souche et en ignoroient même jusques aux formes. Le visiteur en les rappelant à la loi, leur a aidée à former des états indicatifs des personnes sujets à ce droit et leur en a montré la fixation pour accélérer leur opération.

Cependant, Monsieur, celles desdites municipalités qui paroissent être les plus instruites et les plus disposées à s'occuper de l'établissement des patentes, n'ont eu d'autres motifs d'inaction, que celui de se calquer à l'insouciance de la ville de Clermont, dans laquelle ce droit n'est pas établi conformément aux décrets des 17 mars et 9 octobre 1791, de sorte que sous ce prétexte elles éludent la loi et cherchent même à s'y soustraire (12).

En effet, Monsieur, il existe dans les cinq communautés de Clermont, une si grande quantité de négocians, marchands, fabricans, artisans, colporteurs, homme de loi, avoués, chirurgiens, médecins, et autres professions qui exercent ouvertement sans patentes, que ceux même d'entreux qui se sont soumis à la loi se récrient, aujourd'hui, contre elle et se plaignent de cette inégalité qu'ils taxent d'injustice. Cette impression est d'autant plus dangereuse qu'elle se fait sentir jusque dans les communautés les plus éloignées et qu'elle porte atteinte à l'établissement de ce droit.

Il seroit donc tems, Monsieur, de remédier au mal déjà fait et de faire cesser tout motif de réclamation qui naissent de l'inégalité de la perception des patentes...

D'après toutes les autorités consignées dans le rapport des lois cy-dessus, comment ce peut-il, Monsieur, que la ville de Clermont ne produise pour les trois trimestres de 1791 que 9.167 livres 12 s. tandis que Riom donne pour le même tems 5274 livres 2. 6. Cette disproportion ne peut provenir que du grand nombre de ceux qui se sont soustraits à la loi, en profitant de l'inactivité de la municipalité de Clermont, et par l'effet des fausses déclarations faites par partie de ceux qui se sont pourvus de patente. Il seroit bien dangereux, Monsieur, de demeurer plus longtems dans cette apathie reprehensible et de laisser cumuler, sur la tête des citoyens sujets à ce droit, les trimestres de 1792, avec les arrérages des 9 mois de 1791, ce qui leur présenteroit tout à coup une masse d'impôt effrayante, et qu'on auroit évité en exigeant d'eux ce droit aux époques fixes par la loi.

C'est donc à vous, Monsieur, comme procureur syndic du district, à agir contre les procureurs des communautés ou contre ceux qui professent ouvertement sans patentes, dont les états et procès-verbaux sont cy-joints.

Le visiteur principal,
CAMPAGNE.

(L. 3955)

(12) Voir les textes n° 7 et 11.

N° 14

**LE VISITEUR PRINCIPAL CAMPAGNE
AU DIRECTOIRE DU DISTRICT DE CLERMONT**

**Il dénonce la coupable insouciance de l'avoué Chassaing
qui paralyse les poursuites; Il se plaint encore de sa mauvaise santé**

Clermont, le 29 octobre 1792.

Citoyens.

Pour réponse à votre lettre du 25 du présent, par laquelle vous m'annoncé avoir intimé au citoyen Chassaing avoué de poursuivre avec activité les sept particuliers de Chamallère porté en mon procès-verbal du 30 Aoust dernier, pour les contraindre aux payemens du droit de patente, permettez moi de vous représenter citoyens, qu'à cet égard, l'insoussiance inconsidérée du Sieur Chassaing, dans lequel vous avez mis votre confiance, porte atteinte à cette partie de l'impot. Royat dont je vous ait remis le procès-verbal est dans le même état. Orcines, Lussat, les Martres d'Artières, Pérignat les Sarlières, Saint Vincent près Blanzat, Blanzat et autres, renferment encore des particuliers rebelles à ce droit (13). Les procureurs des communes les ont assignés pour 1791 sans succès, les originaux d'exploits ont été déposés ès mains du Sieur Chassaing. Quelques sentences ont été obtenues depuis six mois. Mais aucune mise en exécution, de sorte que les rebelles a la loi se trouvent, par le deffaut d'activité d'autorité, jouir paisiblement de leur profession, tandis que les bons Citoyens, qui ont payé, se croient victimes de leur confiance et de leur obéissance a la loi.

Quant à mes travaux entérieurs et postérieurs au 19 septembre dernier, époque à laquelle je vous ait écrit, ils ne m'ont rien offert qui puisse vous etre referé. Depuis ce tems, citoyens, l'application d'un vésicatoire et les eaux de Vichy m'ont été absolument nécessaire. J'ay suivi ce régime jusqu'au 9 du present, par congé du département, mais aujourd'hui, je sui au cours de mes opérations. Je vais de nouveau revoir les municipalités les plus en retard et satisfaire avec zel a votre invitation.

Le citoyen visiteur des rôles du département,
CAMPAGNE.

(L. 1090)

(13) Voir le texte N° 12.

N° 15

**LE VISITEUR SAUVAT
A L'INSPECTEUR GENERAL**

**il s'est heurté à de vives résistances
et ses infirmités le contraignent à demander sa mise à la retraite**

Le 4 avril 1792.

Monsieur.

Cy joint mon état de travail que j'ay fait pendant le trimestre de janvier au lieu de celui du mois auquel j'étois tenu, mais que les circonstances m'ont empêché de faire. Si vous ne le trouvez pas conforme a celui de mes confrères, je vous prie de m'en envoyer un modèle que je suivray chaque mois, si rien n'est changé dans l'air.

Il m'est bien désagréable de n'avoir qu'un travail a peu près négatif a présenter sur le droit des patentes. Presque toutes les paroisses tirent le nerf et se remettent au plus hardy pour la première. Il a été a ce qu'on m'assuré arrêté dans certaine que le premier qui feroit sa soumission en seroit la dupe. Je pense qu'il y auroit un acte de rigueur a faire ou la besogne demeurera nécessairement en retard.

Quant a celles qui me restent, et qui sont les plus pénibles, j'ay bien peur, d'après mes infirmités, d'entreprendre trop. Je me propose en conséquence d'avoir l'honneur de voir ces Messieurs du directoire de département dans ces (illisible) et de les prier d'appuyer par un mémoire ma réclamation auprès du ministre des contributions pour l'obtention de ma retraite, que je demande depuis dix ans. Je leur mettray sous les yeux que j'ai obéis jusqu'à ce moment et montré du zelle et de l'activité dans mon travail, que je suis désespéré de n'avoir pu le rendre plus util, mais qu'il n'a pas dépendu de moy. Si vous vouliés bien, Monsieur, appuyer ma demande auprès de ces Messieurs, vous ferés rendre la justice que je mérite après quarante ans de services publics.

Le visiteur des rolles,

SAUVAT.

N° 16

OBSERVATIONS

SUR LES DIFFICULTES QU'A EPROUVE LE VISITEUR DES ROLES DE CLERMONT ET BESSE, POUR ASSOIR AVEC JUSTESSE LE DROIT DE PATENTE, ET QU'A FAIT ELLEVER EN PARTIE L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU 17 MARS 1791 EN Y ASSUJETTISANT QUE LES PARTICULIERS COMPRIS DANS LE ROLE MOBILIER POUR 3 JOURNEES DE TRAVAILLE.

Beaucoup de négociants dans les petits bourgs et villages, de colporteurs et de forains échappent à l'impôt; il faudrait tenir compte du nombre de voitures et de chevaux que possèdent les forains; les cabaretiers de campagne sont accablés et les marchands de bestiaux qui vendent en tout temps devraient payer la patente de forain.

« Le visiteur pour remplir les vues du ministre sur la base du droit de patente a cru ne donner que les objections qui lui ont été faites par différentes municipalités sur des cas non prévus par la loi qui l'établit, son but étant de satisfaire à ses obligations, avec quelques réflexions puisées dans l'esprit des loix.

Il a pour première réflexion de citer que la loi du 17 mars 1791 (14), par son article 7, n'assujettit au droit de patente que les particuliers compris au rôle mobilier pour 3 journées de travail, d'où il résulte que ledit visiteur, en exécutant la loi, a vu que les trois quarts des particuliers qui exercent un négoce, métier ou profession dans les bourgs ou villages en étoient exants, quoiqu'ayant un négoce très étendu. La raison en est simple. C'est que tel logement, hangar, atelier, écuries et magasin dont le loyer pourroit être porté à 100 livres dans une grande ville, ne pourroit l'être dans un bourg ou village à 18 l. ou 21 l. au plus, ce qui donneroit pour taxe mobilière que la somme de 1 l. Il manqueroit donc celle de 16 s. pour atteindre la taxe de 3 journées de travail qui a été fixé par ledit département à 1 l. 16 s. Cependant les particuliers sont des marchands colporteurs, forains, marchands de bled, de bestiaux, de tabac, de vin et autres, et à défaut de cotisation fixée par la loi, il font un bénéfice considérable sans même imposition. Souvent même il est plus étendu que celui de ville assujettit à la patente de 80 l., ce qui pourroit par la suite frustrer aux dites patentes tous les marchands forains en tout genre et établissant leur domicile dans des bourgs ou villages. Il est donc facile de voir que la loi est on ne peut plus défectueuse sur cet objet. Elle l'est d'autant plus que ces particuliers, par la

(14) C. BLOCH, *Les Contributions directes*, p. 235.

facilité de transporter leurs marchandises, feroient un tord considérable aux habitants dans les villes, même à ceux dont il n'y auroit que le domicile d'établi, en ce qu'ils cèderoient leurs marchandises à meilleur compte, comme n'étant pas assujettis à la patente.

Le visiteur proposeroit, s'il y a lieu, de pourvoir à cette deffectuosité, d'assujettir sans distinction de taxe d'imposition au droit de patente tous les particuliers qui auroient un métier, profession ou négoce ou industrie, suivant le plus ou le moins étendu du négoce ou benefice. Cette manière d'imposer attaqueroit indistinctement tous les negotians, marchands.

2°, Quand la deffectuosité ci-dessus n'existeroit pas, il en est une non moins grande dans le même objet.

La même loi assujettit a 80 l. de droit de patente un colporteur, marchand forain qui a une voiture et à la même somme celui qui en a plusieurs. Il est facile d'apercevoir que cette repartition d'impôt est encore contraire aux intentions de l'assemblée nationale, qui a pour but de ne cotiser chacun en proportion de ses facultés, puisqu'un marchand forain à plusieurs voitures n'est plus imposé que pour une. Il en est de même pour celui qui n'a qu'un cheval pour colporter ses marchandises, qui se trouve taxé d'une patente de 50 l., tandis que celui qui a 2, 3, 4, ou plus de chevaux n'est assujettit qu'à la même somme. Cependant il est bien constant que le benefice de ces deux particuliers est bien différent. La même disproportion se trouve dans le colporteur dont l'un peut être de soirie, dentelles, et autres effets pareilles, dont le benefice devient plus considérable que celui qui colporteroit que de la quinquaillerie. En conséquence le visiteur propose la même proportion que dessus, en laissant la décision aux législateurs bien plus capables que lui de décider.

Le visiteur s'est aussi aperçu que si ladite loi étoit injuste dans la fixation de droits sur les objets que dessus, elle ne l'étoit pas moins pour les cabaretiers de campagne dont le commerce se trouve très borné et souvent même sans benefice, et néanmoins leur taxe de patente est la même que celle du cabaretier de ville au dessous de 200 l. de loyer, dont cependant le commerce est très lucratif, sans être plus fortement imposé à la patente. L'on peut facilement se persuader de la sincérité de cet exposé... Toujours la même injustice pour tous les marchands de vin en gros dont la fixation du droit de patente est la même malgré que l'étendue du commerce varie beaucoup. Il seroit aussi convenable de mettre cette même proportion dans le plus ou le moins de benefice.

La loi du 17 mars 1791 continue son injustice sur les marchands de bœufs, vaches, moutons et autres bestiaux, en disant que ceux des ci-dessus qui en vendront que dans les foires et marchés ou dans leur domicile ne sont assujettis qu'à la patente simple, et qu'au contraire ils doivent la patente de forain, quand ils vont vendre hors de leur domicile et marchés et tems de foires. Cette manière d'asseoir le droit de patente est absolument imparfaite, car comment en effet savoir si ce particulier vend chez lui seulement ou en tems de marché et foires ou s'il vend en tout tems. Cela est très difficile. D'ailleurs il est bien probable que cette sorte de vente ne se fait que dans ces tems. Lors le visiteur croit qu'il seroit convenable de ne former que la patente de forain. »

Signé : ALBARÈDE jeune (15) (juin ou juillet 1792).

(L. 1040)

**N° 17 LE PROCUREUR SYNDIC DU DISTRICT D'ISSOIRE
A MONESTIER, PROCUREUR GENERAL SYNDIC
DU DÉPARTEMENT**

**Justifie le visiteur des rôles qui opère dans le district ; va sévir
contre les récalcitrants et compte sur le concours des procureurs des communes.**

Issoire, ce 6 juillet 1792.

Monsieur et cher collègue,

Je me crois obligé de justifier le Sr Albarel (16), visiteur des rôles de ce district, des inculpations graves que vient de lui faire le département, en l'accusant de mettre dans ces opérations beaucoup de lenteur et peu d'exactitude. Il est impossible, dans ce moment, malgré tout le zel et l'activité dont il est capable, qu'il puisse exécuter, de point en point les dispositions des loix relatives aux patentes. Nous n'avons cessé d'engager et de solliciter les municipalités de ce district de se munir de registres à souche et très peu encore s'en sont procuré. Le visiteur ne peut faire ses relevés sur les déclarations des particuliers sujets au droit de patente, parce que très peu veulent se présenter pour faire ces déclarations ; et les officiers municipaux eux mêmes, malgré l'invitation que leur en a faite plusieurs fois le visiteur, ne veulent pas même se transporter chez ces particuliers pour les engager à

(15) Il s'agit de Jean-Baptiste ALBARÈDE.

(16) Jacques-François ALBARÈDE.

faire ces déclarations. Ce sont ces difficultés et l'envie qu'il a de remplir son devoir qui l'avoient porté a faire ses relevés sur les déclarations verbales des officiers municipaux des différentes paroisses qu'il a parcouru ; mais il a abandonné cette marche dès qu'on lui a eu observé qu'elle étoit contraire a la loi.

Dans ce moment il m'a remis sous les yeux les états de toute les paroisses ou il s'est transporté et ou sont inscrits tous ceux qui se sont refusé de se soumettre au paiement du droit de patente et de faire leurs déclarations. Je vais en dénoncer certains et ces poursuites pourront déterminer les autres a exécuter une loi a laquelle ils veulent se soustraire. Pour vous prouver l'espérance que j'ai de voir les procureurs de communes coopérer avec moi a l'exécution de cette loi, je vous fait passer une lettre que m'a adressé le procureur de la commune de Sauxillanges, une des principales villes de ce district. Je lui avois écrit de poursuivre avec vigueur la rentrée du droit de patente, contre une infinité de particuliers qui, sujets à ce droit, n'ont encore fait aucune soumission et qui refusent même d'en faire. Vous verrez par sa réponse, de quel zel est animé cet officier public, et combien il est satisfaisant de correspondre avec lui.

Le procureur syndic du district d'Issoire,

(L. 1082)

ESPAIGNON.

N° 18

**MEMOIRE DU VISITEUR ALBAREDE
AU DIRECTOIRE DU DEPARTEMENT**

Expose les difficultés auxquelles il se heurte ; réclame une simplification des formalités qui gênent le recouvrement, ainsi que l'amélioration de la confection des rôles.

25 juillet 1792.

...Observations générales.

Le visiteur des rôles qui a parcouru tous les villages et hameaux de son arrondissement pense qu'il sera très difficile d'assujettir au droit de patente les particuliers habitans desdits lieux qui exercent quelques états ou professions, et il va en développer les motifs.

1° Les municipalités ne sont composées que de cultivateurs dont plusieurs ne savent pas signer et ceux qui le savent ne sont pas moins illettrés, hors d'état de tenir un registre à souche pour y recevoir des déclarations et en délivrer des certificats, et encore incapable de contredire des déclarations et de dénoncer au tribunal les particuliers qui ne se soumettent pas a la loi ; d'ailleurs ces municipaux sont souvent assujettis au droit de patente.

2° Les gens de métier, qui ont quelques propriétés qui les rendent citoyens actifs, allèguent que leur bénéfice journalier n'équivaut pas souvent au salaire que reçoit le journalier cultivateur, que celui-ci n'étant pas assujetti au droit de patente, ils devraient aussi en être exempts. Ils observent de plus que ce droit qui paroît avoir été établi pour remplacer les anciens subsides et surtout l'imposition industrielle ne devrait pas être acquitté par les habitants des villages où il n'y avait jamais eu de rôles de vingtièmes d'industrie.

3° Le certificat des déclarations étant timbré ainsi que les patentes, les frais de ce timbre montent souvent autant que le prix du droit de patente, attendu que les loyers ne valent que 3, 4, ou 8 l., d'où il résulte que, lorsque les contribuables font leur soumission, ils refusent souvent leur certificat de déclaration, ou s'ils le reçoivent, il ne vont pas prendre au district leur patente, afin d'éviter les frais du timbre et du papier de la patente et la perte d'une journée de travail.

4° Le visiteur, d'après les déclarations exactes qu'il s'est procurées dans les municipalités des campagnes des contribuables qui sont sujets au droit, en y comprenant même les cabareliers dont la patente qui est de 30 l. sera sujette à une modification, ose avancer que le montant dudit droit sera presque absorbé par les frais des relevés de déclarations, d'impression des rôles, recouvrement et autres dépenses acquittées sur ledit droit,

Confection des rôles.

Le visiteur croit devoir observer qu'il ne seroit pas nécessaire de former chaque année quatre rôles de droit de patente, qu'un seul pourroit suffire, et à l'appui de son observation, il allègue trois motifs puissants.

1° Les frais d'impression et de confection des rôles qui sont très considérables ;

2° L'impossibilité ou sera le visiteur qui voudroit s'occuper utilement des opérations foncière et mobilière de pouvoir en même tems parcourir tous les trois mois 89 ou cent municipalités, dont la plupart est composée de hameaux très éloignés ou habitent différens membres de la municipalité qui sont occupés à la culture de leurs fonds et qu'on peut à peine rassembler dans un jour, à moins qu'aux époques de fêtes ;

3° La multiplicité des rôles entre les mains des receveurs de campagne, qui souvent ne savent pas emarger les paiemens, peut

occasionner des abus dans le recouvrement ; d'ailleurs on s'est toujours récrié sur le nombre des rôles qui existoient dans l'ancien régime.

Declarations de patentes et registres.

Si le droit de patente ne peut être imposé que d'après la déclaration des contribuables et que l'on soit contraint de dénoncer aux tribunaux ceux qui ne satisfont pas à la loi, l'on éprouvera beaucoup de difficulté dans sa perception, parce que en général les contribuables, detestant les impôts et n'en acquittant le montant qu'après y être contraints par les voies de droit, se détermineront difficilement d'aller chaque année faire une soumission pour l'acquiescement d'un droit ; en outre les procureurs des communautés, soit par crainte ou soit par caractère d'humanité, ne dénonceront pas leurs habitants. D'ailleurs ces procureurs ainsi que les municipaux sont souvent des particuliers qui exercent des professions assujetties au droit de patente.

Pour lever ces difficultés, il semble qu'on pourroit imposer les contribuables sur les documents qui existent dans les municipalités qui ont dû former des états contenant les noms et qualités des citoyens actifs, avec l'estimation du loyer de leur habitation et batimens pour parvenir à la rédaction des matrices des rôles fonciers et mobiliers, outre que ces renseignemens exacts suppléeroient aux déclarations qui seront toujours fausses. Ils tiendroient lieu encore de registres à souche et des patentes dont les frais d'impression et de timbre augmentent beaucoup ledit droit.

(L. 1040)

ALBAREDE.

N° 19

LE VISITEUR DES RÔLES ALBAREDE A L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

**Relate ses efforts, énumère les causes des retards,
montre la mauvaise volonté des habitants d'Issoire,
au département de sévir**

Issoire, le 4 octobre 1792.

Monsieur,

J'ai reçu le 2 de ce mois votre lettre circulaire n° 21, en date du 25 septembre dernier, et je m'empresse d'y répondre, de manière à vous prouver que la lenteur mise dans la confection des matrices des rôles de la contribution foncière et mobilière et dans l'exécution des lois relatives aux patentes ne doit pas rejaillir sur vos coopérateurs...

Droit de patentes.

Si le droit de patentes n'est pas entièrement mis en vigueur dans mon arrondissement, je n'ai pas à me reprocher, de n'avoir point mis dans ma conduite toute l'activité et le zel possible, car je n'ai cessé d'écrire aux municipaux pour les prier de se procurer des feuilles à souche et mettre à exécution l'article 17 de la loi du 17 mars 1791. J'ai également, dans ma première tournée, expliqué la loi aux redevables, mais toutes ces démarches devenoient inutiles ; et si dans cette seconde tournée, je n'avois pris le parti de me munir de feuilles à souche et de me rendre chez chaque contribuable pour recevoir leurs déclarations, j'aurois été contraint de les faire dénoncer et je ne vous aurois point envoyé les relevés que vous avez reçus et qui montent, suivant l'état ci-joint, tant pour 1791 que pour 1792 à la somme de 6566 l. 17 s. 3 d.

Le retard mis dans le recouvrement de ce droit doit être principalement attribué à la mauvaise base sur laquelle il est établi, et surtout la patente supérieure de 30 livres. Il doit être aussi attribué à la négligence des municipaux et particulièrement aux mauvais exemples que donnent les contribuables des villes principales aux chefs-lieu des cantons et ceux des cantons aux communautés qui les composent. Dans la ville d'Yssore, il y a, parmi les particuliers assujettis audit droit, les deux tiers qui n'ont pas fait de déclaration et qui, chaque jour de marché, haranguent les étrangers pour les empêcher de se soumettre à la loi, en leur observant que ce droit n'aura pas lieu. Vous me répondrez que, d'après les dispositions de la loi, l'on doit dénoncer ces contribuables au tribunal, mais je vous repliquerois qu'il seroit dangereux, dans cette ville, de sévir contre le redevable, dont le patriotisme produit souvent des effets contraires à ceux qu'on devoit attendre du civisme d'un vrai patriote ; aussi la municipalité a été forcée de mettre beaucoup de douceur pour l'exécution de la loi, et c'est avec peine qu'elle se déterminera d'envoyer des avertissements aux contribuables qui n'ont pas fait de déclaration pour leur annoncer l'amende qu'ils encourent, (quoique cette démarche soit fort douce), parce qu'elle appréhende toujours que les esprits chauds troublent l'ordre et ne suscitent un soulèvement.

D'après ces faits le droit de patente ne pourra se recouvrer que très lentement dans l'arrondissement d'Yssore, à moins que le département ne prenne un arrêté qui porteroit, si la loi ne s'y oppose pas, que les contribuables qui ne feront pas leur déclara-

tion dans la huitaine, seront cotisés dans les roles au quadruple du droit auquel ils sont assujettis.

Resumé.

Je vous prie d'être convaincu, que je m'occuperai sans relache des devoirs de mon etat, et que je ne négligerai rien, autant que les circonstances me le permettront, pour ranimer le zèle des officiers municipaux et leur faciliter leurs opérations.

(L. 1040)

ALBARÈDE.

N° 20

LE VISITEUR LUSSIGNY A L'INSPECTEUR GENERAL

**n'a pu triompher des résistances ; les patentes de 1792
rendent mieux que celles de 1791**

Le visiteur Lussigny à l'inspecteur général.

Le 5 avril 1792.

Monsieur,

Je vous diray que dans ma première tournée que j'ay presque fini, j'ay fait auprès des municipalités tout ce qui a dépendu de moi pour parvenir a l'exécution des lois relatives aux patentes de 1791. Mais au résultat je n'ai pu dresser partout que des procès-verbaux négatifs, et je ne dois pas vous taire que je regarde cette perception comme impossible. Les uns disent que s'ils eussent cru être assujettis en 1791 a cette imposition, qu'ils n'ont connu qu'en 1792 et que nous n'avons pu leur faire connoître plus tot, puisque nous n'existions pas, ils auroient renoncé a une industrie qui ne les dédomage pas de l'impot, et quand, dans ce genre, il faut donner un effet retroactif, vous scavez les difficultés que l'on peut faire naître. D'autres disent qu'il n'existoit point de registre a souche, et qu'ils n'ont jamais connu devoir cette imposition que pour 1792, qu'ils n'ont rien fait en 1791 etc et généralement ils allèguent n'avoir connu le décret qu'en 1792.

Quant aux moyens les plus surs pour faire acquitter, qui sont la nullité des significations des huissiers, des actes des notaires, l'impossibilité de faire enrégistrer, les affaires de 1791 étant terminées en grande partie, ces moyens sont sans force.

Vous ne devés pas douter du zèle et du soin que j'ai mis a les instruire de toutes les peines qu'ils encouroient en ne se conformant pas aux lois des 17 mars et 9 novembre 1791 et le directoire

du district n'a pas manqué d'instruire Messieurs les administrateurs du département des difficultés qu'éprouvent les patentes de 1791.

Quant a celles de 1792, j'auray a vous faire passer des resultats plus satisfaisans, et je vois que generallement on s'y conforme. Aussitot que j'auray eu terminé ma première tournée qui sera la semaine prochaine, et que j'auray eu l'honneur de vous en rendre compte, j'en commenceray une seconde a laquelle j'ai disposé toutes les municipalités d'Ambert et vous verrés que les choses marcheront à leur vrai et utile but.

Le visiteur des rolles,

(L. 1040)

LUSSIGNY.

N° 21

EXTRAIT DES REGISTRES

DU CORPS MUNICIPAL DE LA VILLE D'AMBERT

Le procureur Vimal Flouvat Lajarrige croit qu'il faut renoncer à exiger la taxe pour les neuf derniers mois de 1791 ; le peuple est hors d'état de payer et il serait dangereux de le pousser à bout.

Aujourd'hui 6 aoust 1792, l'an 4 de la liberté, 2 heures de relevée, en l'assemblée du corps municipal réuni en permanence, ou étoit Messieurs Artaud Blanval (17), Mayre, Fuzon ainé, Chante-merle Perschiers, Buisson, Girot, Chassaigne et Laval officiers municipaux, Monsieur Vimal Flouvat Lajarrige (18) procureur de la commune a dit que la loy du 17 mars 1791 relative aux patentes et notamment les articles 21, 25 et surtout 26 de ladite loy confiee a son ministère les poursuittes de l'acquittement de ce droit, que pour se conformer a cette loy et convaincu d'ailleurs que du payement des contributions dépend le succès de la Révolution si chère aux français, il n'avait cessé, depuis que la confiance de ses concitoyens l'avoit apellé au grade qu'il occupoit, de presser tous ses concitoyens assujettis a ce droit de l'acquitter, que de concert et sur les invitations de Monsieur Lussigni fils visiteur, il avoit mis en usage tous les moyens que la loy fournissoit et ceux qui luy étoient dictés par son zele et par le désir dont il étoit animé de faire payer cette contribution qui luy étoit spécialement confiée, que, outre de nombreuses affiches et publications au son

(17) Futur Conventionnel.

(18) Sera président de l'administration centrale du Puy-de-Dôme sous le Directoire.

du tambour qu'il avoit fait a différentes epoques, il avoit encore employé la voye des invitations et sollicitations verbales et ecrit individuellement a tous ceux qui etoient dans le cas de prendre des patentes, que ces divers moyens employés à propos n'avoient pas été sans succès, que presque tout le monde etoit venu s'inscrire au registre de la municipalité et payer son droit de patente pour la présente année 1792, mais que personne ou presque personne n'avoit voulu s'inscrire pour les 9 derniers mois de 1791, sous le prétexte que l'année étant écoulée, ce droit n'était plus du, que ce nouvel impot ajotté a ceux qui paioient sur luy l'accableroient et acheveroient de le reduire a la plus affreuse detresse, que joint aux patentes de 1792 qu'on devoit acquitter, on payeroit cette année une imposition bien plus considérable que l'année précédente, qu'ainsi on seroit ecrasé sans éprouver les bienfaits que doit produire le nouvel ordre des choses, qu'au reste il etoit impossible d'acquitter ce droit pour 1791 et que tout le monde s'étoit coalisé pour ne pas payer, ne satisfaisant a celui de 1792 que provisoirement et pour cette année seulement, dans l'espoir que l'assemblée nationale abolira ce droit si inégal et qui dans les petites villes et dans les campagnes pese plus sur le pauvre que sur le riche.

On ne peut se dissimuler, a continué le procureur de la commune, que le peuple ne soit trop chargé d'impositions, mais ce ne sera que momentanément ; bientôt il sera soulagé et bénira la Révolution qui doit faire son bonheur ; mais dans ces circonstances ou il est si misérable, que dois-je faire ? Faut-il employer les voies de rigueur et aggraver sa détresse et son infortune ; qui peut calculer et répondre des événements ? Le peuple est décidé a ne point payer les patentes de 1791. Il ne le peut même, tant est pénible sa position actuelle. Si on le contraignoit, bientôt on verroit une insurrection générale. Ce n'est pas certes par pusillanimité ny par aucun motif de considération que je crois ne devoir pas mettre en usage des moyens de rigueur. La seule idée qu'on en auroit seroit une injure pour moy ; tout le monde sait avec quel courage je fais exécuter les loys, mais aussi je suis convaincu que ce n'est pas le moment d' (mot illisible) le peuple, surtout d'augmenter sa misere et de le forcer a payer un droit qu'il est hors d'état d'acquitter. Le procureur syndic du district, le visiteur des rolles qui ont mis l'un et l'autre le plus grand interest et le plus grand zele pour l'acquittement des patentes, en sont également convaincus. Ainsy je requiers qu'il soit dressé procès-verbal des motifs qui s'opposent aux poursuites de l'acquittement des

patentes de 1791, qu'il soit par vous formellement déclaré que ces motifs sont vrais, importants et decisifs, qu'ils ont du me déterminer a ne pas sevir dans ces circonstances pour le payement des patentes de 1791, mais a me borner a poursuivre, suivant la rigueur de la loy, ceux qui refuseroient de prendre leur patente pour la présente année 1792....

(Le corps municipal en décide ainsi) (19).

(L. 1089).

N° 22 LUSSIGNY A L'INSPECTEUR GENERAL BOUTIER

**Efforts vains à Saint Germain l'Herm
pour faire acquitter la patente supérieure**

Le 21 août 1792.

Monsieur,

Je viens de rentrer a Ambert après avoir fait une nouvelle tournée dans 31 paroisses ou municipalités de mon arrondissement pour les patentes, essentiellement celles de 1791. J'ai dressé un procès-verbal dans chaque chef-lieu de canton ou j'ai passé. J'en ai déposé la copie en forme signée de moy au directoire de district hier au soir et je vous en fais passer cy-joint les originaux.

Nous avons fait appeller surtout à Saint-Germain l'Herm toutes les personnes sujettes aux patentes, et qui ne s'étoient pas conformées à la loi. Je dis surtout à Saint Germain l'Herm, parce que quoyqu'ils aient pris quelques patentes pour 1791, ils n'ont fait aucune soumission pour les patentes supérieures, ny pour 1791, ny pour 1792. Ils s'y sont contentés de patentes simples. Monsieur le procureur syndic a fait citter quatre des plus entêtés, et hier il m'a dit avoir obtenu sentence contreux. Ils ont nié avoir vendu du vin et ce sont ces individus, qui comme vous le verrés dans la réponse du procureur de la commune, ont menacé les autres qui se seroient volontiers conformés a la loi (20).

Je pars demain pour continuer ma tournée jusqu'à ce qu'elle soit finie.

Quant aux impositions, les municipalités qui n'ont pas fini s'en occupent.

(L. 1040).

LUSSIGNY.

(19) Voir texte N° 23.

(20) Cf. p. 99.

N° 23

**L'INSPECTEUR GENERAL DES RÔLES
AU DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT**

**Dénonce avec vivacité le visiteur Lussigny
qui néglige le paiement du droit de patente de 1791**

Messieurs,

Le 29 août 1792.

Patentes de 1791.

Avec ma lettre du 19 de ce mois sous N° 20, j'ai eu l'honneur de vous adresser un procès-verbal dressé par Monsieur Lussigny visiteur des rôles à Ambert, ensemble une délibération prise par messieurs les officiers municipaux, le procureur de la commune de la même ville, tendante à soustraire les contribuables au droit de patente dû pour les derniers mois de 1791 (21).

Dans toute la correspondance de Monsieur Lussigny, j'ai remarqué, Messieurs, que son opinion étoit qu'on ne payât pas pour 1791, et je crois voir encore aujourd'hui dans quatre procès-verbaux qu'il me fait passer et que je joins à la présente, qu'il s'est concerté avec Messieurs les procureurs des communes pour empêcher l'exécution de la loi à cet égard.

Dans tous les autres arrondissements, les contribuables ont pris ou achèvent de prendre leurs patentes pour les neuf derniers mois de 1791, et il est révoltant que celui de Monsieur Lussigny soit le seul qui laisse tant à désirer à cet égard, même pour son chef-lieu susceptible, et par sa population et par son commerce, d'un produit très considérable.

Il ne vous échappera pas, Messieurs, de remarquer que Monsieur Lussigny se laisse entraîner à des considérations particulières et que tout occupé de l'exploitation de ses biens, il ne met, ny dans ses démarches, ny dans ses opérations en général, ce degré de zèle et d'activité qui seuls peuvent rendre son travail utile.

Il importe beaucoup sans doute, Messieurs, que le visiteur d'Ambert soit rappelé à ses devoirs et il n'est pas moins essentiel de rappeler Messieurs les officiers municipaux et les procureurs des communes du district à l'exécution entière de la loi.

L'inspecteur général des rôles,
BOUTIER.

« Répondre en donnant connoissance de l'arreté du 1^{er} septembre 1792 ».

(Minute manuscrite du directoire du département).

(L.1040).

(21) Voir le texte N° 21.

N° 24

LUSSIGNY A L'INSPECTEUR GENERAL**Se justifie et annonce des résultats satisfaisants pour 1792**

Le 6 octobre 1792.

Monsieur,

Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur d'écrire le 25 septembre relative aux contributions mobilière et patentes.....

Patentes.

Malgré l'opinion mal fondée que vous avez conçu de mon travail sur les patentes, je n'ai cessé de faire tout ce qui a dépendu de moy pour provoquer l'exécution de la loi, et, quoique ma mission dut se borner a des invitations, j'ai fait plus ; j'ai cherché a faire sentir aux municipalités la rigueur qu'elles devoient mettre dans leurs démarches et les malheurs qu'entraîneroit leur indifférence en nécessitant la peine du quadruple sur ceux qui ne se soumettroient pas.

J'ai mal réussi pour 1791 et ce n'est pas ma faute, mais fort peu sont en retard pour 1792 et je suis parvenu par mes recherches a former l'état de ceux qui ne se sont pas soumis. Je le remetrai à Monsieur le procureur syndic du district et je puis dire que je n'ai pas de négligence à me reprocher.

Obligé de retourner à Saint Germain l'Herm pour la cinquième fois, je suspends l'envoy de mon état de tournée jusqu'après mon retour. Ci-joint un procès-verbal des patentes de 1791, municipalité de Bertignat.

Le visiteur des rolles.

(L. 1040).

LUSSIGNY.

N° 25

**LE VISITEUR LUSSIGNY
A L'INSPECTEUR GENERAL****S'explique sur sa méthode de travail**

Le 26 octobre 1792.

Citoyen,

La douceur de vos leçons réveillerait, chés l'homme sensible, l'émulation la plus engourdie, et je sens fort bien que le deffaut de soumission pour les patentes de 1791, surtout, a pu mériter vos reproches. Mais je suis bien aise d'avoir cette occasion de mettre ma conduite sous vos yeux.

J'ay fait dans toutes les municipalités, que couvre mon arrondissement, trois tournées complètes ; je me suis ensuite rendu plusieurs fois dans certaines de ces municipalités, dont le zèle me paroissoit plus froid que les autres. Je leur ai rapellé les loi des 17 mars et 9 octobre 1791 et je les ai invité à en provoquer l'exécution. Je leur ai fait connoître les différents arrêtés du département. J'ay vu souvent les citoyens administrateurs du district. Je leur ai fait part de mes démarches. Je les ai prié de me dire s'ils connoissoient d'autres moyens à employer et je suis enfin parvenu à faire faire partout les soumissions de 1792, excepté dans le canton de Saint-Amand (22), où je n'ai vu que le procureur de la commune du chef-lieu animé du zèle nécessaire (c'est un hommage que je luy dois). J'ai pu, par ce moyen, former la liste de ceux qui doivent en prendre, puisqu'ils avoient fait leurs soumissions pour 1792, et, à Saint-Amand, où on n'en avoit pas fait, je me suis procuré l'état entier des réfractaires à la loi.

Je vais recommencer une nouvelle tournée et déposer dans chaque municipalité copie de votre arrêté du 19 octobre dont le procureur syndic du district m'a donné aujourd'hui communication. J'en solliciterai l'exécution et, s'il me reste encore quelque chose à faire, je ne demande qu'à connoître mes devoirs. Je suis animé du désir de les remplir.

Sur la liste que j'ay remis au citoyen procureur du district, il a citté les personnes qui y étoient comprises pour le canton de Saint-Amand.

Le visiteur des roles.

(L. 1040).

LUSSIGNY.

N° 26

TABLEAU DU TRAVAIL

DU VISITEUR DES ROLES MAUBET EN AVRIL 1792

**Les agglomérations urbaines résistent à l'impôt ;
le contribuable a beaucoup trop de formalités à remplir**

....Droit de patente.

Si le soussigné, dans ses opérations de ce mois, ne présente pas le relevé des patentes de toutes les municipalités qu'il lui restait à parcourir, c'est qu'il a été retenu à Thiers plus qu'il n'aurait cru. Indépendamment de la peine inouïe qu'il a eu pour

(22) Canton de Saint-Amant-Roche-Savine.

le dépouillement du registre à souche de cette ville, les paroisses de cet arrondissement, non seulement sont à de très longues distances les unes des autres, mais dans des chemins extraordinairement difficile et raboteux, en sorte qu'il achèvera de les parcourir immédiatement après la confection de ce journal. Mais avant tout, il croit nécessaire de faire part ici des raisons qui l'ont retardé dans le relevé qu'il a fait des déclarations pour les patentes dans la ville de Thiers, qui sont les mêmes dans toutes les municipalités munies de registres à souche, et elles sont palpables.

Lorsque le citoyen va faire sa déclaration à la municipalité et qu'il lui est délivré un certificat, au lieu d'aller de suite chés le receveur acquitter ce qu'il doit pour sa patente, il garde ce certificat, deux, trois mois plus ou moins et quelquefois tout à fait, de manière qu'il croit que tout son objet est rempli et, dans cette confiance, il reste tranquille. Par cette négligence, il parvient donc à déranger l'ordre des déclarations, à dégoutter même les mieux intentionnés. Il faut convenir en effet qu'il y a trop d'échellons pour arriver à l'entière perfection de cette patente et que si on pouvoit trouver un mode plus court, les déclarations se feroient plus exactement et la perception avec moins d'entraves. La confiance en ce droit étant la base de cet impôt, on doit s'attacher à en simplifier la méthode.

En effet, quelle course ne fait pas le déclarant ? Après être allé à la municipalité, il doit se rendre chés le receveur, de la au directoire, de ce lieu retourner à la municipalité et de ce dernier en doit revenir chés le percepteur. Toutes ces allées et venues doivent donc nécessairement refroidir leur zèle et par ce moyen rendre en quelque façon le droit, sinon nul, du moins très passif.

Cette ville, dont le total des déclarations monte à plus de 4300 livres (23), n'est pas encore au pair, de celles dont elle est susceptible, d'ou l'on peut en inférer que s'il y avoit un assujettissement plus direct, l'on verroit les déclarations se multiplier et moins de lenteur dans l'acquittement du droit.

Les villes de Billom, Lezoux et Maringues sont dans le même cas.

Que dois-je faire, lorsque dans une municipalité susceptible de déclarations pour les patentes de 1791, je ne trouve ni registre à souche, ni déclaration, quoique les officiers municipaux conviennent qu'il devroit y en avoir et que je leur ai fait con-

(23) Voir le tableau p. 97.

noître les obligations auxquelles la loi et les arrêtés du département les assujettissent ? J'ai quantité de feuilles de cette espèce que vous m'avez renvoyé.

De quelle manière entendés-vous que je les remplisse ?...

A Billom, 3 mai 1792.

MAUBET.

(L. 1040).

**N° 27 LE PROCUREUR SYNDIC DU DISTRICT DE THIERS
AU PROCUREUR GENERAL SYNDIC**

Dénonce le visiteur Maubet

Le 4 mai 1792.

Monsieur le Procureur général,

Le sieur Maubet, visiteur des rôles a fait une tournée à l'occasion du droit de patente. J'espérois que sa présence et ses soins donneroient un mouvement à la chose. Je suis trompé dans mon attente et me crois obligé de vous prévenir qu'il s'est borné à des relevés. J'ignore s'il n'avoit que cet objet à remplir, mais il me semble qu'il eut pû faire mieux. Il aurait du, concurrement avec les officiers municipaux qui s'y seroient certainement prêtés, inviter ceux qui sont en retard à se pourvoir de patentes, et leur mettre sous les yeux les peines imposées par la loi. Il en seroit résulté le meilleur effet. Il m'est revenu que, dans plusieurs municipalités, il s'étoit refusé à se montrer en public. Le S. Juillard procureur de la commune de la ville de Lezoux m'a assuré qu'il s'étoit obstiné à ne pas vouloir dresser procès-verbal contre les recalcitrans et avoit pretexté n'en avoir pas le temps. Si les visiteurs se bornent à des promenades, autant vaudroit il qu'il n'y en eût pas. C'est à vous à voir si une seconde tournée ne seroit pas nécessaire, surtout si elle étoit faite dans l'esprit de la loi. Je n'ai jamais douté qu'elle ne ramène grand nombre de ces citoyens, égarés par de fausses insinuations et de fausses esperiances.

Signé : GRANGEON.

(L. 1082)

N° 28

**LE VISITEUR DES ROLES MAUBET
AU PROCUREUR SYNDIC DU DISTRICT DE THIERS**

Se justifie de l'accusation formulée contre lui d'avoir refusé de se montrer en public ; les visiteurs ne peuvent d'ailleurs assumer toute la responsabilité de l'inexécution des lois ; aux procureurs et procureurs syndics de les seconder.

Billom, le 25 mai 1792.

Le sieur Maubet est pénétré de respect pour les reproches qu'il a plu à Monsieur le procureur syndic du district de Thiers de lui imputer, mais il ne sauroit voir, sans être sensiblement affecté, qu'il se soit écarté de la vérité. Sa sagesse, ce semble, auroit même dû repousser cette impulsion.

Quoiqu'il en soit, le visiteur atteste qu'il n'a aucun reproche à se faire, que non seulement il a fait le relevé des patentes dans les municipalités où il s'est trouvé des déclarations et des registres à souche, et qu'ou il n'y avoit ni l'une ni l'autre, il l'a constaté, mais qu'il a pris des notes relatives au recouvrement des rôles d'acomptes, des états de sections, des matrices de rôles de la contribution foncière et mobilière, de l'adjudication de la perception et de la situation des municipalités sur tout ce qui tient à l'exécution des opérations relatives aux contributions directes conformément à l'instruction du 12 novembre 1791, approuvée par le Roi, et à la déclaration du directoire du département du Puy-de-Dôme du 2 janvier 1792. Cette assertion est d'ailleurs démontrée par son état de tournée, revêtu de ses observations à chaque municipalité.

Quoique par la susdite instruction, il soit expressément défendu aux visiteurs d'avoir aucunes relations immédiates avec les contribuables, le Sieur Maubet, sur la simple invitation des officiers municipaux (et non sur leur réquisition, ce qui eût été plus légal et plus régulier), loin de s'être refusé à leurs désirs, a toujours consenti, toutes les fois qu'ils l'ont demandé, qu'ils fissent comparoître en la maison commune tous ceux qu'ils jugeroient à propos d'y appeler, et là, il leur a lu les loix, les leur a expliqué et leur a fait connaître les peines qu'elles portoient, avec invitation expresse d'y obtenir volontairement plus tôt que de s'y laisser contraindre.

Le sieur Maubet ignore ce que l'on veut dire en l'accusant de s'être refusé à se montrer en public. D'abord il n'a aucune raison pour craindre d'y paroître : il n'en a pas été sommé ; il est allé et venu dans toutes les municipalités de son arrondissement

au milieu des honnetetés les plus marquantes. Entend-on par ce refus le taxer de peureux, de trembleur ? il a fait ses preuves de courage et de valeur en plus d'une occasion dans les différentes parties qu'il a exercé pendant trente années ; et, sûrement, il n'est pas dans le cas de courir plus de risques qu'il en a couru dans un âge moins avancé et avec moins d'expérience.. Il confesse d'ailleurs, à la louange de tous les citoyen avec lesquels il a eu à traiter, que bien loin d'avoir vu le moindre danger dans ses courses, il n'a rencontré que de l'affabilité, de l'empressement à se conformer aux loix, à l'exception pourtant de quelques cabaretiers de campagne, à qui la patente supérieure paroît énorme et insupportable.

Si le sieur Juillard eut voulu être exact dans sa déclaration, il auroit du avouer qu'il a commencé par dire qu'il ne serait le délateur d'aucuns, qu'il savoit trop à quoi il avoit été exposé pour avoir voulu tenir la main aux déclarations déjà faites, que s'il s'était chargé dans les tems de cette partie et de cette recette, il l'avoit fait d'office, qu'il étoit fort aise d'en être débarrassé, qu'il avait couru des risques pour ses propriétés, qu'il vouloit les conserver. Il n'y eut que le maire qui fut dans l'intention de dénoncer les récalcitrans et il fut décidé que l'état étant trop long à faire, ou le visiteur le prendroit dans une autre tournée, ou il lui seroit envoyé à Billom. C'est ce qui fait que le sieur Maubet l'a demandé au sieur Juillard dans une lettre qu'il lui a écrite de Thiers ; il est encore à la recevoir. Il sera sans doute aisé de juger que les visiteurs ne se bornent pas tout à fait à des promenades, qu'elles seroient d'ailleurs un peu longues et pénibles. Au surplus, le journal qu'ils fournissent tous les mois est dans le cas d'édifier ce que celui-ci avance. Mais ce qu'il est aisé de découvrir et ce que ces messieurs s'étoient persuadés (ils ne l'ont pas caché), c'est qu'ils ont cru qu'au moyen de ce qu'ils étoient des oiseaux de passage, tout devoit rouler sur eux, c'est-à-dire qu'ils devoient tonner, fulminer, contraindre, la verge à la main sans doute, tous les citoyens sujets aux droits de patente et par ce moyen servir de plastron à tous les procureurs de communes et de districts, spécialement chargés des poursuites qu'exige la rentrée de ces droits.

Il s'en faut de beaucoup que ce soit les principes que Monsieur Dalarde député constituant ait mis en avant, dans sa motion du 17 septembre 1791 qui a entraîné la loi du 9 octobre suivant, celle de notre institution....

Le sieur Maubet est bien fâché d'être obligé de dire ici que, si monsieur le procureur syndic de Thiers n'a jamais douté que la connoissance des loix ne ramena grand nombre de ces concitoyens égarés à leur exécution, il auroit donc fallu, dans cette confiance, qu'il les eut faites passer exactement dans toutes les municipalités et les accompagner d'une lettre aussi patétique, aussi séduisante que celle qu'il a adressé en dernier lieu à quelques unes ; il auroit pu par ce patriotisme exciter le leur et animer leur zèle et leur émulation et alors le visiteur, au lieu de les trouver sans presque de loix, ni de registres à souche, eut rencontré ces pièces indispensables et inséparables de leurs fonctions et n'aurait pas éprouvé le désagrément d'entendre dire à la plupart des officiers municipaux de la campagne que s'il leur manque ces objets, c'est qu'on ne les leur a pas fait passer, ou qu'on les a laissés dans leur incurie, c'est-à-dire sans instruction.

Or le visiteur observe que jusqu'à ce que ces municipalités soient nanties de chacune un registre à souche pour recevoir les déclarations des traineurs il est inutile qu'il se transporte dans ces lieux. Pour cet effet, comme il leur a recommandé à toutes de s'en procurer, en attendant qu'elles l'aient fait, il va se porter ou sa présence pourra être plus utile.

Il regrette d'avoir été aussi long, mais quand il s'agit d'une justification contre des inculpations dictées, il ne sait par quel esprit, il ne doit négliger aucuns des moyens propres à mettre au grand jour une conduite pure et sans tache, et c'est celle dont le soussigné se flatte d'avoir convaincu.

Le visiteur des rôles des districts de Billom et de Thiers,

MAUBET.

(L. 1040).

N° 29 EXTRAIT DU JOURNAL DE TRAVAIL DE MAUBET

Faut-il taxer les voituriers et commerçants en blé ?

Les mariniers salariés sont-ils dispensés de payer le droit ?

Billom, 3 juin 1792.

Patentes.

Dans le cours de mon travail de ce mois, je n'ai fait que très peu de relevé de patentes, si j'en excepte pourtant la ville de Maringues, où son patriotisme semble s'être manifesté par son

exactitude à se soumettre à la loi du 17 mars 1791. Cependant, j'y ai remarqué qu'aucun voiturier, commerçant en blé n'y avoit pris de patente ; sur l'observation que j'en ai faite aux officiers municipaux, ils ont objecté qu'en assujettissant ces citoyens à la patente de 80 l. comme colporteurs avec chevaux et voitures, le blé qu'ils vont acheter à 3 lieues de leur résidence pour aller le revendre à 4 et 5 autres telles que les villes de Clermont, Lezoux et Thiers, ce seroit dégarnir les marchés de ces villes et altérer la circulation d'une denrée de première nécessité ; que par cette considération, ils ne les avoient crus ni dans le cas de la patente simple, ni dans celui de celle de 80 l. Il est donc intéressant dès lors de statuer définitivement et dans le plus court délai, sur cette différence d'opinion.

Il s'élève aussi une difficulté dans la paroisse de Limons, à l'occasion de mariniers de ce bourg. On ne trouve pas que le dernier article du premier recueil sur les patentes concernant les voituriers soit assés bien expliqué, parce que la plupart de ces mariniers se sont employés sur la rivière que comme des ouvriers que l'on paye pour le tems qu'on les prend, n'étant pas assés riches par eux-mêmes pour faire le commerce à leur compte. En conséquence, on en infère de là qu'ils sont exemts du droit de patente dès qu'ils ne sont que des conducteurs de batteaux, de trains etc pour le compte d'un tel. Il sembleroit pourtant qu'ou il est dit « que ceux qui ne voiturent uniquement que pour le compte d'autrui », ce seroit asses entendre ceux dont je viens de parler. Cependant, par la raison que ce maitre marinier, chargé de l'entreprise, a du se pourvoir d'une patente, il sembleroit bien qu'il doit en resulter que ceux qui ne sont qu'en sous ordres en sont dispensés, parce qu'alors ce seroit un double emploi et puis, comparativement avec les ouvriers d'un atelier quelconque, il parroitroit que c'en seroit une suite nécessaire. Au reste, je ne décide rien, je ne fais que vous communiquer mes idées. En conséquence, prononcés d'une manière positive afin que je puisse lever leur doute...

Vous remarquerez aussi qu'à Charnat, deux cabaretiers sont cités dans mon procès-verbal pour avoir vendu du vin en 1791 et quatre mois de cette année et que le procureur syndic du district de Thiers en est prévenu afin qu'il puisse les appeler au tribunal de district...

N° 30

JOURNAL DE MAUBET

DANS LA PREMIERE QUINZAINE D'AOUT 1792

(EXTRAIT)

Résistances à Vic-le-Comte, à Saint Dier, principalement de la part des cabaretiers ; les municipalités auraient dû y veiller

Patentes.

Malgré l'évidence des loix et des arrêtées du département, les habitans de Vic le Comte se refusent à prendre des patentes. Il n'y a eu que ceux qui avaient été dénoncés nominativement qui s'y sont assujetis. Les autres, quoiqu'on ait fait passer le tambour pour annoncer que j'étais à la maison commune, n'ont eû aucun égard pour cet avertissement. D'après cette obstination, j'ai requis le procureur de la commune de les citer au tribunal de district et il l'a promis... A Saint-Dier, presque la même résistance (24). L'absence de plusieurs chefs de famille m'a engagée à leur accorder la huitaine pour faire leurs déclarations. Il est à présumer qu'ils obtempereront enfin à la loi. Il est vrai qu'il y a partout que les cabaretiers qui s'y refusent et ils sont en quelque sorte excusable, parce que ce droit pour de misérables bouchons, ou il ne se vend que très peu de vin, est absolument trop fort. Le cœur saigne en effet, quand on pense qu'il faut arracher de ces malheureux un droit de 30 l., pendant qu'il faudroit les leur donner pour les aider à subsister. Et puis le tort que les municipalités ont toutes à se reprocher, c'est de n'avoir pas prévenu ceux qui étoient sujets à ce droit de cesser sur le champ leur commerce, ou s'ils vouloient le continuer, leur assurer qu'ils seroient obligé de le payer, parce que tous objectent unanimement, que s'ils eussent sù que ce droit auroit son effet, ou ils auroient abandonné ce commerce, ou ils auroient augmenté leur vin en proportion, mais les municipalités elles-mêmes ont toujours crue qu'ils n'auront aucune suite, de manière que si ce droit éprouve autant de difficulté, la cause ne dérive pas d'ailleurs. De ces réflexions, il résulte donc que plutôt ce droit sera réduit, plus tôt il rendra.

(18 aout 1792)

(L. 1040)

(24) Voir le tableau p. 97.

**N° 31 EXTRAIT DU JOURNAL DE TRAVAIL DE MAUBET
POUR LA DEUXIEME QUINZAINE D'AOUT 1792****Irréductible résistance des habitants de la commune de Manglieux**

3 septembre 1792.

Patentes.

De toutes les municipalités de mon arrondissement, Manglieux est la seule où les citoyens se soient montrés aussi rebelles à la loi. En 15 jours, j'y ai paru deux fois. Aucun de ceux qui sont sujets à ce droit ne veulent se soumettre à faire de déclaration et encore moins de payer. Tous les cabaretiers, au nombre d'environ six ou huit, et les débitans de tabac assujettis à la patente supérieure ne veulent entendre parler de ce droit. Ils ont même dit que quelques frais qu'on leur fasse, ils ne payeroient pas ; avec une obstination aussi déclarée, il seroit urgent de faire un exemple de sévérité, mais dans un tems aussi orageux, bien loin de le provoquer, il est de la prudence de n'en rien faire, surtout avec l'espérance que l'on a que ce droit sera diminué. En effet, rien n'excite plus à la révolte, que son énormité pour les gens de campagne qui se trouvent malheureusement assimilés aux auberges de ville, où la consommation est journalière et incomparablement au-dessus de celle de tous ces cabarets borgnes. A la vérité, Manglieux n'est pas tout à fait une campagne isolée ; les dimanches parroissent être assez animés et conséquemment déterminer un débit plus florissant que dans bien des endroits. Néanmoins, il est fort éloigné d'approcher d'une petite ville un peu intéressante. Quoiqu'il en soit, jusqu'à ce qu'il ait paru une loi nouvelle sur ce droit, je ne vois pas de possibilité à en tirer un sou ni pour 1791, ni pour 1792. Ce sont des gens qui se feroient plutôt acher, que de payer une obole. Ils sont instruits au reste par les papiers publics que ce droit doit être diminué. Rien ne peut leur faire changer de sentimens, de manière qu'il n'y auroit que la main armée qui pourroit les contraindre. Il est d'ûr d'en venir à ces extrémités, et sûrement on n'emploiera pas cette dernière mesure. J'en ai instruit Monsieur le procureur syndic du district de Billom. Après m'avoir entendu avec intérêt, il m'a demandé un état des municipalités en retard de prendre des patentes avec mes observations. Je le lui ai donné sur le champ et il a promis agir très promptement. En revenant sur ce droit de 30 l., auquel tous ces bouchons sont asservis par la loi, si votre état d'observation n'est pas encore parti et que l'idée de l'asseoir à l'avenir sur les loyers,

et en les classant, ne vous soit pas venue, ce seroit un moyen à proposer et qui viendrait vraiment un soulagement de ces malheureux, tant pour le passé que pour l'avenir, car ce droit seroit un acte de justice, dont l'assemblée nationale devroit se glorifier d'exercer.

(L. 1040)

N° 32

COMPLEMENT

**DU TABLEAU DE TRAVAIL DE MAUBET
(1^{re} QUINZAINE DE DECEMBRE 1792 — EXTRAIT)**

**Faux bruits qui nuisent au recouvrement ;
émeute à Domaize contre le visiteur**

Patentes.

Quelques efforts que j'aie pu faire dans cette quinzaine pour augmenter le nombre des relevés de patente, ils ont été sans succès, ou du moins le succès en est différé par le défaut de registre à souche dans quelques paroisses et dans d'autres, par le bruit qui se perpétue, que ce droit est supprimé. Cependant, je ne désespère pas de parvenir à faire entrer tous ces droits par l'activité que je compte maintenir, mais si, comme je n'en doute pas, ce sont de faux bruits, il seroit bien à propos que nos citoyens les administrateurs du directoire de département rendissent un arrêté qui détruisit les impressions que ce bruit accrédite, car pour peu qu'ils diffèrent, ce sera un sujet d'insurrection. Je vous en donne déjà une preuve par celle qui m'est arrivée dans la paroisse de Domaize ainsi que vous vous en convaincrez par le procès-verbal que j'ai été obligé de dresser contre la municipalité, pour avoir voulue méconnoître la légitimité de mes pouvoirs et, sous ce prétexte, me refuser tous les éclaircissements dont j'avois besoin sur cette partie. Ainsi requiers-je dans mon procès que poursuites soient faites contre cette municipalité, afin qu'à l'avenir je ne sois pas troublé dans mes fonctions et que je puisse, sans aucun obstacle, faire exécuter les loix. En effet, sans cette subordination, sans cette soumission et cette obéissance aux loix, elles seront toujours violées impérieusement.

(L. 1040)

N° 33

**LETTRE DU DÉPARTEMENT
AU MINISTRE CLAVIERE**

Récapitule les causes majeures des retards et du rendement médiocre de la contribution ; défend les débitants de tabac et les cabaretiers ruraux.

Le 16 janvier 1793.

En vous plaignant, par votre lettre du 29 décembre, du retard mis à la confection des rôles des patentes dans ce département, vous nous demandé la cause et vous désiré savoir si partout ou il y a eû des soumissions les rôles ont été formés.

Nous avons pour satisfaire à vos demandes examiné plus attentivement cette partie d'administration. Nous avons en outre consulté l'inspecteur général des patentes et nous sommes parvenus à nous convaincre que la cause de ce retard est dans la stagnation générale qui règne dans les recouvrements, dans l'inactivité de beaucoup de procureurs des communes qui n'ont pas mis le zèle qu'il étoit possible d'y porter, dans la disposition de la loi, qui ne permettoit pas aux visiteurs de contraindre directement les contribuables, dans la position topographique de notre pays qui n'a pas permis aux visiteurs qui en sont chargés de presser la formation des rôles depuis trois mois, enfin dans le décret de suppression de ces mêmes visiteurs qui ne paroissent n'avoir plus de caractère pour continuer leurs travaux.

Au surplus, partout où il y a eu des soumissions, les rôles ont été formés. Quant au nombre de municipalités qui paroissent en retard, il peut être regardé comme moins conséquent lorsque l'on réfléchit qu'il est beaucoup de municipalités qui, n'ayant aucun commerce, doivent être comprize dans les rôles négatifs. Nous ne vous dissimulerons néanmoins pas que, dans ces mêmes paroisses, il existe quelques petits débitants de tabac et cabaretiers, dont le bénéfice est si peu conséquent, les facultés si modiques, qu'il est impossible d'exiger de leur part un droit aussi exorbitant que celui fixé par la loi sur les patentes.

Voilà, citoyen, les observations que nous avons faites. Nous vous les adressons en y joignant la situation du 1^{er} janvier 1793.

(Minute.)

(L. 1089)

N° 34

**CIRCULAIRE DU DEPARTEMENT
ADRESSEE AUX DISTRICTS****Analyse et explique les termes de la loi du 4 thermidor an III**

Le 12 fructidor an III.

La Commission des Revenus nationaux, citoyens, par sa lettre du 1^{er} de ce mois, nous donne des instructions relatives à l'exécution du décret du 4 thermidor, concernant le droit de patente à acquitter par tous les commerçants et négociants quelconques (25). Dans ces Instructions, elle y rappelle les dispositions de l'article 3 de ladite loi, qui porte que celui à qui a été accordé une patente, sera tenu de la faire viser par le corps administratif de son arrondissement qui en tiendra un registre alphabétique, et elle nous marque à cet égard de faire faire mention, dans ces registres, des noms des receveurs qui auront déclaré les patentes, et de la date de leur paiement, cette mention lui ayant paru nécessaire pour servir de contrôle aux opérations des receveurs et faciliter la vérification de leur comptabilité. Pour remplir exactement les vues de la Commission et suivre une marche uniforme à cet égard, nous avons cru devoir tracer un modèle du dit registre, dont vous trouverez ci-joint une expédition. Nous vous inviterons de former votre registre dans la forme indiquée par ledit modèle.

Comme, citoyens, les contribuables assujettis aux dits droits peuvent ignorer si c'est les municipalités ou le district qui doit viser leur patente, nous vous prions d'écrire circulairement aux municipalités pour qu'elles avertissent chaque négociant ou commerçant de leur présenter leurs patentes, en leur marquant que si, en vertu de cette loi, elles avoient cru devoir donner de pareilles visas et en faire mention dans un registre, elles doivent cesser de remplir cette formalité et vous adresser sur le champ ledit registre. Veuillez, citoyens, nous accuser la réception de cette lettre.

(L. 1084).

(25) Voir C. BLOCH, *Les Contributions directes*, p. 509.

N° 35

**LETTRE DU DEPARTEMENT
AU DISTRICT D'AMBERT**

**Interprète l'article 9 de la loi du 4 thermidor an III
concernant les propriétaires de grains**

Citoyens,

Le 17 fructidor an III.

Par votre lettre du 4 de ce mois, vous nous exposés les doutes que votre municipalité a conçu sur l'exécution de l'article 9 de la loi du 4 thermidor sur les patentes, et vous demandés en conséquence si de pauvres cultivateurs dont la recolte entière est insuffisante pour les nourrir eux et leur famille pendant un an, venant à vendre une partie de leur subsistance et de leur etroit nécessaire, soit pour se procurer des vetements, soit pour satisfaire une créance pressée et exigible, sont dans le cas de prendre des patentes. Pour répondre a cette question, il nous suffit de vous prier de relire avec attention les articles 10 et 15 de la même loi. Il nous semble qu'il en résulte clairement qu'il n'y a de grains réputés destinés au commerce que ceux qui excèdent la consommation de la famille pour un an et que les propriétaires, fermiers ou autres ne pouvant sans prendre patente conserver ou vendre au dela de ce que leur récolte d'un an peut comporter, il s'en suit necessairement qu'ils peuvent, sans prendre de patente, vendre ou conserver ce qui n'excède pas la provision d'un an.

(L. 1084).

N° 36

**LE DIRECTEUR
DE L'ENREGISTREMENT DESSAIGNES
AU DEPARTEMENT**

Signale l'arrêté du Comité des finances en date du 26 fructidor an III, qui lève les doutes au sujet des arts, métiers et professions non compris dans les dispositions de la loi sur la patente; se plaint que des marchands en vue se dispensent d'acquitter l'impôt.

Clermont, le 6 frimaire an 4.

Citoyens administrateurs,

...Il resulte de cet arreté que l'obligation s'applique aux artisans et ouvriers qui tiennent boutique et magasin et qu'on doit comprendre dans cette classe les orphèvres, horlogers, caffetiers, bouchers, boulangers, tailleurs, fripiers, liquoristes, confiseurs,

apothicaires et aubergistes, qui réunissent le commerce à leur profession ; les serruriers, menuisiers, sculpteurs et cordonniers qui tiennent magasin de leurs ouvrages me paroissent être dans le même cas ; cependant aucuns de ces artisans et ouvriers ne levent des patentes et l'exception portée par l'article 6 de la loi du 4 thermidor les laisse dans la confiance qu'ils n'y sont pas assujettis.

Pour faire cesser l'abus dont je me plains et donner à la loi son entière exécution, j'ai cru devoir vous engager d'écrire, circulairement, aux commissaires du pouvoir exécutif près les administrations municipales, pour les inviter de faire publier l'arrêté sus datté du comité des finances, afin qu'il ne reste plus aux artisans et ouvriers qu'il atteint, aucun prétexte de se dispenser d'acquitter les droits de patente.

Je crois également devoir vous instruire que dans la plupart des communes de ce département, les marchands et négociants très connus se dispensent pour la plupart d'acquitter les droits de patente et que l'inexécution de la loi à leur égard procède principalement du défaut de surveillance et d'activité de la part des administrations municipales chargées spécialement de la faire exécuter.

Le directeur de la régie nationale de l'enregistrement et des domaines réunis.

DESSAIGNES.

(L. 1084).

N° 37 CIRCULAIRE DU COMMISSAIRE DU DÉPARTEMENT AUX COMMISSAIRES DES CANTONS

Il faut veiller à la stricte application de la loi et se reporter, pour tous éclaircissements désirables, à l'arrêté du Comité des finances.

Clermont, 30 pluviôse an 4
de la République française, une et indivisible.

Citoyens,

Le Directeur de l'enregistrement et du domaine national vient de me donner avis que plusieurs administrations municipales ne remplissent pas les vues de la loi du 4 thermidor dernier, relative aux patentes que doivent prendre tous les commerçants et autres désignés dans cette loi et que d'autres se contentent de

prendre des patentes simples, tandis qu'il est notoire que ce sont des commerçants en gros.

Je vous invite donc, citoyens, à porter toute votre surveillance sur de pareils abus et à faire appliquer les peines prononcées par la loi contre ceux qui ne se seroient pas munis de patente ou contre ceux qui en auroient pris comme marchands détaillans, tandis qu'il seroit démontré qu'ils sont marchands en gros.

L'arrêté du ci-devant Comité des finances du 26 fructidor (26) et dont l'administration de votre canton a reçu un exemplaire, indique les moyens que les autorités constituées doivent prendre pour l'entière exécution de cette loi. Ces arrêtés levent également tous les doutes qu'avoient fait naître les aubergistes et autres marchands détaillans, qui se croyoient dispensés de ce droit de patente.

Je vous invite aussi de faire connoître les dispositions que vous aurés prises pour contraindre les marchands qui étoient en retard de prendre leurs patentes.

Salut et fraternité.

VIMAL-LAJARRIGE (27).

(L. 1084).

N° 38

LETTRE DE DESSAIGNES, DIRECTEUR DE L'ENREGISTREMENT, AU DÉPARTEMENT

**Se plaint à nouveau de l'inexécution de la loi, cite le cas probant
d'un particulier de Montaigut**

Le 16 ventôse an IV.

Citoyens,

Je vous ai entretenu par ma lettre du 25 pluviôse du peu d'exécution qu'avoit dans la plus grande partie des communes la loi du 4 thermidor dernier relative aux patentes. Je me trouve forcé de vous en parler encore et de vous dire que vos invitations aux différentes municipalités sont restées sans effet ; je viens même d'être instruit qu'un particulier de Montaigut, ayant fait annoncer au son de la caisse qu'il avoit chés lui du savon, du sel et du tabac à vendre et qu'il vend journellement sans avoir pris de

(26) C. BLOCH, *Les Contributions directes*, p. 532.

(27) Il exerça provisoirement les fonctions de commissaire avant la nomination de Boutarel.

patente, le receveur de la régie s'en est plaint au commissaire du pouvoir exécutif près la commune, qui n'en a fait aucun cas. Veuillez bien, citoyens administrateurs, user de votre autorité pour faire appliquer la peine prononcée par la loi contre les contraventions de ce genre.

Salut et fraternité.

DESSAIGNES.

(L. 1084).

N° 39

**CIRCULAIRE DE BOUTAREL,
COMMISSAIRE DU POUVOIR EXECUTIF,
A SES COLLEGUES PRES LES ADMINISTRATIONS MUNICIPALES**

Leur commente la loi du 6 fructidor an IV, se repose sur eux du soin de découvrir les contrevenants, attire leur attention sur certains cas : encombrement de la voie publique par des particuliers munis de la patente ; vente de drogues et de médicaments ; fabrication et débit des salpêtres et poudres.

Clermont, le 1^{er} frimaire an 5.

Citoyens.

La loi du 6 fructidor dernier (28) établit un droit de patente pour l'an 5^e, dans toute l'étendue de la République, sur tous ceux qui exercent le commerce, l'industrie, et des métiers ou professions. Un tableau annexé à cette loi règle le droit que chacun doit payer. Suivant l'article 16 de ladite loi, les patentes doivent être prises dans le mois de sa publication, à peine de l'amende portée par l'article 17. La loi du 25 vendémiaire a prorogé ce délai jusqu'au 15 brumaire ; il est passé ! Tous les citoyens assujettis à la patente doivent l'avoir obtenue. Ceux qui ne l'ont pas fait sont contrevenus aux dispositions de la loi, et ils doivent subir les peines qu'elle leur inflige. Quelles sont-elles ? Le quadruple droit indépendamment de celui de la patente ; c'est le vœu de l'article 17. Cet article prescrit la marche qu'il faut suivre pour établir les contraventions. Les officiers de police et les préposés de la régie de l'enregistrement doivent dresser des procès-verbaux de celles dont ils ont connaissance. Ces procès-verbaux ainsi que les pièces à l'appui, doivent vous être remis dans les trois jours ; et vous devez, à votre tour, poursuivre les contrevenants devant le juge de paix qui prononce la condamnation.

(28) C. BLOCH, p. 598.

Il s'agit maintenant de découvrir les contrevenans ; il faut pour cet effet que vous agissiez de concert avec les commissaires de police et les receveurs des droits d'enregistrement. La première opération, que vous aviez à faire, était un tableau par commune des citoyens commerçant ou exerçant des métiers et professions, assujettis à la patente ; vous l'avez fait, sans doute, ce tableau concurremment avec les receveurs des droits d'enregistrement ; il ne faut plus que le comparer avec le registre des patentes ; cette comparaison vous procurera la connaissance de ceux qui n'ont pas voulu en obtenir ; alors le receveur des droits d'enregistrement, ou quoi que ce soit, les commissaires de police, en dresseront des procès-verbaux que vous dénoncerez au juge de paix qui prononcera l'amende contre les contrevenans.

Sans doute il n'est pas besoin d'employer des moyens pour stimuler votre zèle. Penetrés des besoins de l'état, vous vous ferez un devoir de poursuivre ceux qui y sont insensibles ; ceux qui, sourds à la voix de la justice, cherchent à se soustraire aux obligations que leur impose la loi ; ceux qui, aveugles, même sur leurs propres intérêts, refusent de procurer au gouvernement les ressources sur lesquelles ils sont fondés (la protection envers le commerce et l'industrie).

Sans doute il n'est pas besoin de vous observer que toute négligence à cet égard, de la part des fonctionnaires publics, serait extrêmement coupables ; qu'indépendamment du préjudice que, sous le rapport fiscal, elle porterait à la République, elle deviendrait un affligeant scandale pour les bons citoyens qui se sont empressés d'obéir à la loi, et qui ne verraient dans l'immoralité des officiers de police que la transgression de ce principe sacré, base éternelle de l'égalité politique, que la loi doit être la même pour tous, transgression qui en présentant les lois comme un fardeau pesant sans cesse sur les bons citoyens, et ne portant jamais sur ceux qui osent s'y dérober, est le mal le plus funeste qui puisse attaquer les gouvernements.

Sans doute il n'est pas besoin de vous dire que la responsabilité de tous les effets qu'entraîne la désobéissance des citoyens envers les lois doit être exercée contre les magistrats chargés de leur exécution, et qu'à l'égard de la loi des patentes, ils n'ont pas comme les citoyens le motif de l'intérêt personnel pour excuse. Je me persuade que ces vérités vous sont constamment présentes, ainsi qu'à l'administration près de laquelle vous êtes placé, et que vous prenez tout le mobile de votre conduite dans

l'honneur de la satisfaction de bien faire, et non dans la crainte des peines dues aux prévaricateurs.

Les administrations de canton exciteront donc continuellement la surveillance et l'activité des agens municipaux et commissaires de police, pour l'exercice frequent que leur prescrit le 3^e paragraphe de l'article 17 de la loi du 6 fructidor ; et vous seconderez efficacement le zele des uns et des autres, tant en provoquant les mesures le plus propres à assurer l'exécution pleine et entière de la loi, qu'en poursuivant vivement la punition de ceux trouvés en contravention.

Mais en poursuivant ceux qui n'ont pas satisfait à la loi, on aura peut-être à consentir ceux qui en outrepassent la limite, et qui, par une erreur quelquefois volontaire, pensent que l'obtention d'une patente suffit pour exercer toute sorte de commerce et d'industrie en quelque lieu que ce soit, et degager de toutes les obligations qu'imposaient les lois et les reglemens antérieurs.

Ainsi, au mépris des réglemens sur la liberté des voies publiques, ceux compris au second paragraphe de la 8^e classe du tarif de la loi du 6 fructidor, prétendent que leur patente leur donne droit d'établir des baraques ou echopes, de placer des bancs, etaux ou manes où bon leur semble, tandis que la patente est independante de ce droit, suppose la permission de s'établir sur la voie publique, et laisse ceux qui sont porteurs de ces patentes, qu'ils aient une permission préalable ou non, sous la surveillance continuelle de la police administrative chargée de veiller à la sûreté, commodité et liberté des rues et places publiques, et pouvant toujours, suivant que les lois et les circonstances l'exigent, revoke les permissions accordées.

Ainsi encore, des charlatans ou d'ignorans pharmaciens s'ingèrent dans la préparation et le debit des drogues et médicamens, sans autre titre qu'une patente imprudemment delivrée, tandis que la loi du 17 avril 1791 maintient les lois, statuts et reglemens relatifs à l'enseignement et à l'exercice de la pharmacie, et defend de delivrer des patentes pour la preparation, vente et distribution des drogues et medicamens, à ceux qui ne seraient pas reçus pour l'exercice de la pharmacie, suivant les statuts et reglemens ; tandis que la loi du 17 avril a été de nouveau confirmée par celle du 19 juillet suivant, qui elle-même l'a été par celle du 3 brumaire, l'an 4, et que toutes sont fortifiées par l'article 356 de l'acte constitutionnel qui veut que la loi sur-

veille particulièrement les professions qui interessent la sûreté et la santé des citoyens.

Ainsi enfin, la fabrication, la vente et le debit des salpêtres et poudres à tirer, et même leur emploi ne sont pas un droit conféré par la patente ; mais elles ne peuvent etre qu'une delegation du gouvernement à ses preposés ou entrepreneurs. Tels sont, citoyens, les principes qui doivent diriger votre marche, et que le ministre de la police générale me charge de vous transmettre par sa lettre du 23 brumaire. Comme il m'impose l'obligation de lui faire connaître periodiquement l'etat de la police à cet egard, ses effets favorables à la loi, ou les entraves que la cupidité, l'obstination ou la malveillance auraient elevées, j'espère que vous me donnerez tous les renseignemens ultérieurs propres à remplir ses vues.

En conséquence, vous me ferez connaitre : 1° le nombre des citoyens assujetis à la patente dans chaque canton ; 2° celui des citoyens qui l'ont obtenue avant le 15 brumaire dernier ; 3° ceux contre lesquels il a été dressé des procès-verbaux de contravention et prononcé des amendes, conformément à l'article 17 de la loi du 6 fructidor ; 4° ceux contre lesquels il n'a pas été dressé de procès-verbaux ; 5° les gardes municipaux, commissaires de police et receveurs des droit d'enregistrement qui ont négligé de les dresser, en execution de l'article ci-dessus cité ; 6° vous fixerez l'attention des commissaires de police sur les marchands qui, au mepris des reglemens sur la liberté des voies publiques, etablissent sur icelles des baraques ou echopes, sous le specieux pretexte que la patente leur en donne le droit ; 7° sur les charlatans qui, sous le même pretexte, préparent et debitent des drogues et medicamens sans y etre autorisés, suivant la loi du 17 avril 1791 ; 8° enfin les fabricateurs, vendeurs et debitants des salpetres et poudres à tirer, qui, considerés seulement comme delegués du gouvernement, ne peuvent, au moyen de la patente, s'arroger aucun droit de vendre et debiter.

Vos vœux pour la prosperité du gouvernement me sont garants du zele que vous mettrez à remplir les mesures que je vous prescrist.

Salut et fraternité.

BOUTAREL.

(L. 1085)

**N° 40 LETTRE DU COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE EXECUTIF
AUPRES DE LA MUNICIPALITE CANTONALE D'OLLIERGUES
AU RECEVEUR DE LA REGIE DU BUREAU DE L'ENREGIS-
TREMENT DE CUNLHAT.**

Conflit au sujet de poursuites exercées contre les récalcitrants

Citoyen.

Le 14 floréal, an 5.

Je fais l'impossible pour mettre a execution la loi relative aux patentes, et sans cesse vous y mettés des obstacles ; par les originaux de citation que je vous ay fais passer hier, vous avés du voir que j'avois cité des particuliers pour être condamnés à l'audiance de la justice de paix d'aujourd'hui, et vous avés jugé à propos de retenir ces originaux, en disant qu'il falloit que je vous repondis des frais de controle. Je vous ay deja dis et je vous le repete que je n'agis que pour la republique, et que vous devés faire l'avance de tous les frais, et que vous aurés la faculté de nous les retenir, puisqu'on nous remettra toutes les pièces entre mains pour en poursuivre le recouvrement.

Car je ne vois pas de quelle autre manière la loi entend qu'agissent les commissaires du Directoire Executif pour l'execution de cette loi.

Veuillés donc me renvoyer les originaux des citations en regle, si vous voulés que j'obtienne des sentences.

Salut et fraternité.

(L. 1095)

PALLAS.

**N° 41 LETTRE DU COMMISSAIRE
DU DIRECTOIRE EXECUTIF, BOUTAREL,
AUX CANTONS DE COURPIERE ET D'AUGEROLLES**

Menaces de sanctions pour inexécution des lois

Le 27 floréal, an 5.

L'inspecteur de l'enregistrement vient de me denoncer l'insouciance que vous avés mis dans l'execution des loix relatives au droit de patente de l'an 5. L'administration departementale n'a cependant rien negligé pour vous procurer tous les moiens qui pouvoient faciliter la prompte rentrée de cette partie de contribution.

Jusqu'à present, citoyens, l'on n'a usé que la voye de l'exhortation pour vous engager a remplir des obligations que vous

imposoit la loi du 9 frimaire. Les deux lettres circulaires qui vous ont été adressées a cet effet n'ont produit aucun resultat satisfaisant, puisque vous etes encore en retard de faire passer les etats que vous deviez remplir.

Si vous n'employés, citoyens, tous les moiens qui sont a votre disposition pour activer le recouvrement du droit de patente, je me verrai forcé de provoquer contre vous les peines que vous aurés encouru par l'inexecution des deux dernières loix. J'espère que vous m'éviterés ce desagrément.

Salut et fraternité.

(L. 1085)

(Minute.)

N° 42
LETTRE DU DIRECTEUR
DE L'ENREGISTREMENT ET DU DOMAINE NATIONAL
DU DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME
A L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MEME DEPARTEMENT

Dénonce le juge de paix et l'administration municipale du canton de Pionsat qui agissent de concert en vue d'empêcher la condamnation des retardataires.

Clermont, le 30 prairial, an 5 de la République.

Citoyens,

Je vous envoie la copie du tableau de 90 citoyens sujets a la patente en retard d'en acquitter les droits, fourni par le receveur du bureau de Montaigu (29) au commissaire du Directoire executif du canton de Pionsat le 23 frimaire dernier, la lettre d'envoy du dit tableau ecrite par ce receveur au citoyen commissaire du canton de Pionsat le même jour et la réponse de ce dernier du 26 du dit mois, un arreté de l'administration municipale de Pionsat du 15 de ce mois par lequel elle a arreté que « le receveur des droits d'enregistrement a Montaigu sera invité a delivrer sans amende aux citoyens de ce canton qui lui presenteront un certificat de l'agent et adjoint visé par l'administration des quittances pour obtenir des patentes et ce jusqu'au 1^{er} mesidor et que pour cet effet copie du present arreté sera envoyé au citoyen receveur de l'enregistrement », enfin la lettre que m'ecrit a ce sujet le receveur au bureau de Montaigu le 26 de ce mois contenant envoi de toutes ces pièces. Par l'examen que j'ai

(29) MONTAIGUT.

fait du tout j'ai jugé que d'une part le juge de paix du canton de Pionsat s'est refusé à prononcer la condamnation contre les citoyens en retard de se pourvoir de patentes et d'en acquitter les droits et que, d'autre part, l'administration municipale de Pionsat est contrevenue a la loi du 6 fructidor dernier et autres subsequentes sur les patentes, en accordant aux citoyens en retard de sy conformer un délai pour y satisfaire, avec dispense de l'amende encourue et dont la condamnation a été inutilement provoquée par le commissaire du pouvoir executif auprès du juge de paix qui a retenu le tableau fourni depuis le 23 frimaire dernier sans vouloir prononcer aucun jugement. Vous sentez, citoyens, combien il importe d'arretter les funestes effets de ce concert entre le juge de paix et l'administration municipale de Pionsat. Il est a la fois subversif de la hierarchie des pouvoirs et contraire aux interets du gouvernement ; je vous prie donc de prendres les moyens les plus efficaces pour faire cesser l'abus dont je me plains et m'accuser la reception de la présente.

Salut et fraternité.

(L. 5972)

PAINARD.

**N° 43 LETTRE DU COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE EXECUTIF
PRES L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DU CANTON DE BESSE,
A BOUTAREL**

Réfute l'accusation portée par le receveur du bureau d'enregistrement de Besse ; les retards sont imputables à la négligence de l'administration municipale.

Citoyen,

Le 17 thermidor an 5.

Le receveur du bureau de Besse en m'accusant d'insouciance a faire executer les loix sur les patentes, se fonde sans doutte sur ce que beaucoup de particuliers sont encore en retard d'acquitter leur droit de patente. Mais cette accusation, si je ne puis l'attribuer à une méchanceté gratuite, peut, tout au moins, etre taxée de legereté, attendu 1° que le citoyen Giat ne connait aucunement les diligences que j'ai faites pour faire executer les diverses loix sur les patentes, ni l'etat de ma correspondance a cet égard, attendu 2° que j'ai conféré parfois avec lui sur cet objet, notamment depuis tres peu de jours et qu'il auroit dû se rappeler que je luy avais dit que la lenteur dans la rentrée du droit de patente dans le canton de Besse venait de ce que l'administration municipale du canton etait en retard, malgré mes instances,

de satisfaire aux dispositions de l'article 7 de la loi du 9 frimaire dernier qui lui impose l'obligation de dresser la liste des citoyens assujettis à la patente, de la certifier véritable et de la remettre au Commissaire du Directoire Exécutif près de l'administration à l'effet de faire les poursuites ordonnées par l'article 17 de la loi du 6 fructidor, que j'avais fait différentes réquisitions auprès de l'administration municipale pour qu'elle me fit passer la liste générale du canton, que j'avais fait diverses invitations verbales au président de l'administration en particulier mais que tout cela avait été inutile.

Vous voyez, citoyen commissaire, que tant que l'administration municipale ne m'aura pas remis la liste des citoyens assujettis à la patente, il me sera impossible de poursuivre la rentrée des droits, les différentes réquisitions que j'ai faites pour l'exécution des lois concernant cette partie ont été sans succès. J'ai eu l'attention d'en prévenir l'administration départementale par ma lettre du 1^{er} prairial dernier, ainsi que l'obligation m'en était imposée par l'article 2 de la loi du 11 germinal. Je dois vous dire, citoyen, que la négligence que je reproche à l'administration municipale sur l'inexécution des lois sur les patentes est la même sur beaucoup d'autres parties de ses travaux administratifs ainsi que vous pouvez vous en être aperçu dans ma correspondance avec vous. Je crois donc devoir vous inviter à lui écrire pour la rappeler à ses devoirs, tant pour l'objet des patentes que pour tous autres objets dont elle est en retard de s'occuper. Je me propose de mon côté à la prévenir de la lettre que je vous écris, et la presser de me faire parvenir la liste sans laquelle je ne puis faire aucune poursuite.

Salut et fraternité.

LAVAL.

(L. 1096)

N° 44

**LETTRE DU COMMISSAIRE
DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF BOUTAREL,
À L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DU CANTON DE BESSE**

**La réprimande-au reçu de la lettre du commissaire Laval
(texte N° 43)**

Le 13 fructidor an 5.

Citoyens.

Je suis prevenu que le commissaire du Directoire Exécutif près votre administration n'a pu malgré ses instances répétées

obtenir de vous la liste des citoyens de votre canton assujettis à la patente. Votre négligence à cet égard est la même pour d'autres objets administratifs. Je m'étonne, citoyens, que vous ne vous penétriez pas mieux des obligations que vous impose l'acceptation de places aussi importantes que celles que vous exercez. J'espère, citoyens, qu'à l'avenir vous vous conduirez de manière à justifier la confiance du gouvernement et celle de vos administrés. La liste des citoyens assujettis à la patente doit dans ce moment ci être un des premiers objets de votre sollicitude. Je compte sur votre empressement à vous rendre à mon invitation.

Salut et fraternité.

BOUTAREL.

(L. 1096)

N° 45

**LETTRE DU COMMISSAIRE
DU DIRECTOIRE EXECUTIF
AUPRES DE LA MUNICIPALITE CANTONALE D'OLLIERGUES
A BOUTAREL**

**Le greffier du Juge de paix d'Olliergues s'opposerait
à l'expédition de jugemens**

Le 18 vendémiaire an 6.

Citoyen.

Depuis plus de cinq mois, j'ai, d'après mes requisitions, fait rendre 16 jugemens contre des citoyens en retard de se munir de patentes. J'ai pressé le greffier de la justice de paix de les expédier sans pouvoir l'obtenir. Il m'a dit plusieurs fois qu'il les avoit remis au receveur des droits de patente, et ces mêmes receveurs m'ont dit n'en avoir point reçu. Veuillez faire la même invitation au greffier de la justice de paix : peut être que vous serez mieux obéi.

Salut et fraternité.

PALLAS.

(L. 1095)

**N° 46 LETTRE DU MINISTRE DES FINANCES RAMEL
AU DÉPARTEMENT****Se plaint des retards et fait craindre des sanctions**

Le 25 frimaire an 6.

Je vois avec peine, citoyens, que, nonobstant mes invitations pressantes, le recouvrement des droits de patente de l'an 5 n'est pas encore apuré dans votre département et que vous ne m'avez pas fait passer, depuis le 30 floréal dernier, l'état de la situation de cette contribution que vous auriez dû m'envoyer tous les mois aux termes de la loi du 11 germinal dernier et de ma lettre du 27 germinal précédent.

Je vous prévien que si les lois relatives aux patentes de cette 5^e année n'ont pas reçu leur entière exécution au 1^{er} nivôse prochain, et que si l'état que vous m'adresserez à cette époque n'indique pas que le recouvrement est entièrement apuré, l'intention du Directoire Exécutif est d'envoyer, aux frais des autorités en retard, des commissaires qui seront chargés de suivre les opérations arriérées et de séjourner à cet effet dans les départements, jusqu'à ce que toutes soient terminées, et le recouvrement effectué en totalité.

(L. 1085)

*Le Ministre des Finances : D.-V. RAMEL.***N° 47 LETTRE DU DÉPARTEMENT
AU MINISTRE DES FINANCES RAMEL
Un état général sera dressé au plus vite**

Le 2 nivôse an VI.

Quelque desir que nous ayions de satisfaire sur le champ aux dispositions de votre lettre, nous ne le pouvons dans ce moment, attendu que nous n'avons pas tous les états particuliers de chaque administration de canton. Mais comme par votre lettre circulaire du 10 frimaire dernier, à la perception du droit de patente de l'an 6, nous avons recommandé aux municipalités de nous envoyer les états du recouvrement de l'an 5, nous espérons qu'elles se mettront en règle à cet égard. Au surplus, le commissaire du Directoire Exécutif près l'administration centrale écrit aujourd'hui circulairement aux commissaires près les cantons pour réclamer les états dont il s'agit, en leur recommandant de les faire passer dans la huitaine.

droit de la 5^e ou de la 3^e classe du tarif annexé a la loi du 6 fructidor an 4^e. Qu'entend la loi par le mot *aubergistes* ? Veuillez me dire aussy si les dispositions de l'article 16 de la loi du 7 brumaire dernier relative aux patentes peuvent s'appliquer aux redevables des droits de patentes de l'an 5.

Il est nécessaire que j'aye une reponse prompte sur ces deux questions pour la continuation des poursuites que je fais pour le recouvrement des droits de patente.

Salut et fraternité.

LAVAL.

Le contingent est rempli (inscrit par le département).

(L. 5893)

**N° 49 EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DU CANTON D'ENNEZAT**

**Importance de l'acquittement exact et ponctuel
d'une contribution comme la patente ; barème de ce droit**

25 nivôse an 6.

... l'administration, considérant que pour l'interet du tresor public, les citoyens sujets a patente ne doivent pas eluder les obligations auxquels ils sont tenus, et qu'il est du devoir des autorités constituées de se prémunir contre toute fausse déclaration a cet egard, en faisant connoitre la taxe de chaque patente fixé sur le genre de commerce ou industrie.

Considérant que le delais accordé pour se libérer est sur le point d'expirer et qu'un très petit nombre s'est mis en même de satisfaire a la loi, quoiqu'ils aient été tous suffisamment avertis d'après les listes qui ont ete fournies par les agens municipaux des communes de l'arrondissement.

Considérant que des administrateurs republicains doivent faire usage de tous les moyens indiqués par les loix pour forcer les administrés dans le cas de la patente a se mettre en regle sans retard, et que l'interet du bien public doit etre pour eux un stimulant, qui les mettra a l'abri de tous reproches de la part du gouvernement.

Considérant que si le retablissement de l'ordre dans les finances, le maintien du gouvernement dependent de la rentrée exacte

de toute espèce de contribution et qu'ils doivent redoubler d'efforts pour empêcher aucun citoyen de se soustraire au payement du tribut qu'il doit à sa patrie, il est juste néanmoins, pour concilier l'intérêt général avec le particulier, de déterminer d'une manière précise le montant exigible pour chaque commerce ou industrie, eu égard aux charges et aux facultés de ceux qui, par défaut de moyens, doivent être taxés à un prix inférieur de celui fixé par la loi relativement à leur commerce, et peuvent être considérés en ce cas comme étant compris dans une classe au-dessous de celle qui les concerne : l'administration municipale :

Où le commissaire du Directoire Exécutif, a arrêté le droit des patentes de la manière suivante, *savoir* pour les notaires 20 francs, pour les officiers de santé 10 frs, pour les menuisiers, maçons-charpentiers, charons, marchands de grains, bouchers et huissiers 8 frs, pour les aubergistes ou cabaretiers vu leur modique fortune et leur petit bénéfice, les marechaux, boulangers 6 frs, et enfin pour les marchands revendeurs, tailleurs d'habits et tisserands 4 frs (31). L'administration invite le receveur des droits d'enregistrement à se conformer strictement à cette fixation en exigeant point des redevables au delà du prix mentionné sur le tableau à colonne qui lui sera envoyé, portant mention du nom, du commerce et de la demeure de chacun d'eux, le tout conformément à la loi du 7 brumaire cy-dessus relatée.

Arrête en outre qu'extrait de la présente délibération, fondée sur la justice et un mûr examen, sera aussi envoyée au receveur des droits d'enregistrement de l'arrondissement de Riom, afin qu'il n'en prétende cause d'ignorance et qu'il puisse la mettre à exécution selon sa forme et teneur, à mesure que l'occasion s'en présentera.

Fait et délibéré en administration municipale à Ennezat lesdits jour et an cy-dessus.

GERMAIN, LESIRE, MARCHAT, CROISIER ET PERSAT,
Administrateurs.

(L. 1098).

Pour copie conforme, CHADUC.

(31) Comparer avec le tarif publié par M. C. BLOCH, *Les Contributions directes*, p. 1143.

**N° 50 LETTRE DU COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE EXECUTIF
PRES L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DU CANTON DE MONTON
AU COMMISSAIRE PRES L'ADMINISTRATION CENTRALE**
Note optimiste sur le rendement des patentes de l'an V et de l'an VI

Monton, le 3 pluviôse an 6.

Citoyen,

Je puis vous donner, sur la rentrée des patentes, les renseignements les plus satisfaisants. L'administration municipale et moi nous sommes montrés inoxérables à cet égard et en moins de huit jours les patentes de l'an 5 et de l'an 6 ont été prises par la grande majorité des citoyens qui y sont assujettis. Le petit nombre de ceux qui ont négligé de s'en pourvoir sont pressés de très près et, sous peu de jours, j'espère vous envoyer l'état nominatif des citoyens qui ont satisfait à la loi. Il comprendra infailliblement tous ceux qui y sont compris. Il faut en conclure que tout est possible aux autorités constituées, lorsqu'elles sont secondées par le gouvernement, et que l'exécution des loix dépend de la volonté bien prononcée du Corps législatif et du directoire exécutif.

Salut et fraternité.

(L. 5958).

MARNAT, *commissaire*.

**N° 51 LETTRE DU COMMISSAIRE DU POUVOIR EXECUTIF
PRES LE CANTON D'EGLISENEUVE
AU CITOYEN COMMISSAIRE DU POUVOIR EXECUTIF
PRES LE DEPARTEMENT DU PUY-DE-DOME**

**Les aubergistes peuvent-ils bénéficier d'un dégrèvement
pour l'an V comme pour l'an VI ?**

Egliseneuve, le 14 pluviôse an 6.

Citoyen,

Pressant le recouvrement des patentes arriérées pour l'an 5, les aubergistes de ce canton se sont rendus chez le juge de paix. Ils nous ont verbalement exposé que la classe, dans laquelle les met l'article 5 de la loi du 9 frimaire an 5, est très forte en considérant les modiques profits qu'ils peuvent faire dans un pays isolé, n'y ayant point de grand-route, ni marché ; qu'ils débitent très peu de vin, et qu'ils ne peuvent être assimilés à une auberge d'une grande commune ; que d'ailleurs l'intention du législateur est que celui qui doit se munir d'une patente n'en paye les droits que suivant le profit qu'il peut faire ; ils nous ont en conséquen-

ce demandé de n'être obligé que de payer le droit de la 5^e classe comme le porte la loi du 6 fructidor an 4 (32).

L'article 16 de la loi du 7 brumaire dernier (33) laisse à la vérité aux administrations municipales la faculté de faire droit sur les demandes des citoyens qui se prétendent surchargés par le paiement de la patente de la classe à laquelle ils appartiennent, pour être placés dans une classe inférieure. Mais cette administration municipale a pensé qu'elle n'avait ce droit que pour l'an 6 et non pour l'an 5 ; en conséquence, elle et le juge de paix n'ont cru pouvoir leur faire droit, jusqu'à ce que vous auriez levé la difficulté de savoir, si l'article 16 ci dessus cité de la loi du 7 brumaire peut avoir lieu pour l'an 5 tout comme pour l'an 6.

Veuillez, citoyens, me répondre incessamment, vous en sentez toute l'importance. Je vous observe qu'en fait des aubergistes de ce canton, leurs profits sont petits et qu'ils débitent peu de vin, et le receveur au bureau de Besse exige d'eux le montant de la 3^e classe qui est de 15 frs, quoique les certificats de la municipalité portent qu'ils ne sont simplement qu'aubergistes.

Salut et fraternité.

(L. 5923).

COUST.

N° 52

**LETTRE DU COMMISSAIRE
DU POUVOIR EXECUTIF PRES LE DEPARTEMENT
AU COMMISSAIRE PRES L'ADMINISTRATION MUNICIPALE
D'EGLISENEUVE**

Réponse à la lettre précédente dans un sens négatif

Le 5 ventôse an VI.

Citoyen,

Je ne doute pas de l'avantage qu'accorde cette loi n'est applicable qu'à ceux qui se prétendent surchargés pour l'an 6 attendu que d'après l'article I^{er} d'icelle les changemens à faire paroissant ne se rapporter qu'à cette année. Ainsy, citoyens, vous devés faire toutes les poursuites qui dependent de vous pour obliger tous ceux qui sont sujets à ce droit de l'acquitter dans les plus bref délai.

(L. 5923).

BOUTAREL.

(32) C. BLOCH, *Les Contributions directes*, p. 632. La taxe aurait été de 5 l. au lieu de 15 (C. BLOCH, *ibid*, p. 1143).

(33) C. BLOCH, *ibid*, p. 691.

**N° 53 LETTRE DU COMMISSAIRE DU POUVOIR EXECUTIF
PRES DE L'ADMINISTRATION CANTONALE D'AMBERT
A BOUTAREL,
COMMISSAIRE PRES LE DEPARTEMENT**

L'administration municipale d'Ambert s'est autorisée de la triste situation pécuniaire de nombreux marchands pour les dégrever.

Le 2 messidor an 6.

Citoyen,

Avant d'avoir reçu copie de la lettre du ministre des finances du 27 pluviôse et celle de l'administration centrale du 9 germinal, qui en fait l'envoy, relative au mode d'exécution de l'article 16 de la loi du 7 brumaire dernier sur les patentes, la municipalité de cette commune avoit fait droit à un très grand nombre de réclamations, faites d'après les dispositions du susdit article, et avoit rangé plusieurs des réclamants dans une classe plus basse que celle immédiatement inférieure à la classe à laquelle ils appartenoient, ainsi qu'elle croyoit en avoir le droit d'après les dispositions de l'article 16 de la loi précitée.

La misère pour ne pas dire la ruine totale, la modicité du commerce qu'éprouvent et que font les individus qui ont été ainsi classés, ont été cause que la municipalité n'a pas cru pouvoir changer ses délibérations et exiger un supplément de droit de ceux qui auroient bénéficié par le placement qui leur a été accordé.

Il en coûte d'exiger un droit plus fort que ne peut payer celui qui y est assujéti et qui, avec les bénéfices qu'il retire de son commerce, peut à peine donner du pain à sa famille. Il en coûte surtout d'en venir à des poursuites judiciaires, quand on est bien convaincu qu'on ne réussira à obtenir le paiement de la patente qu'en faisant vendre le mobilier d'un misérable marchand. Telle est la position où se trouve la municipalité de la commune d'Ambert et le commissaire qui occupe près d'elle. Je vous en préviens, comme je vous assure, que je requerrai incessamment que le tableau de ceux qui sont en retard de le faire soit envoyé à l'administration centrale. Je ne mettrai pas moins de soin à poursuivre judiciairement ces derniers.

Salut et fraternité.

POURRAT.

(L. 1097).

**N° 54 LETTRE DE L'ADMINISTRATION DEPARTEMENTALE
DU PUY-DE-DOME
AU MINISTRE DES FINANCES**

Beaucoup de retardataires sont hors d'état de payer

Le 1^{er} brumaire an 7.

Citoyen ministre,

C'est avec peine que nous voyons que l'état de situation du recouvrement des patentes au 5 au 30 vendémiaire dernier, que vous trouverez cy-joint, présente encore 1018 citoyens en retard d'acquitter ce droit et il est à craindre que nous ne puissions jamais faire terminer entièrement cette partie, puisque d'après les différentes observations qui nous ont été faites par les administrations municipales de cantons et les commissaires du Directoire Exécutif, le plus grand nombre de ces contribuables en retard est dans l'indigence et hors d'état d'y satisfaire, quoiqu'il aye été fait contre eux toutes les poursuites qu'exige la loi. Nous ne voyons d'autres moyens, citoyen ministre, que de reitérés de nouveau nos plus vives instances auprès desdites administrations municipales et leurs commissaires, pour les forcer à faire payer ceux qui pourront le faire et, quant à ceux qu'ils jugeront être dans l'impossibilité d'y satisfaire, nous allons leur prescrire de les distraire sur la 1^{re} colonne, afin de ne présenter au juste que le nombre de ceux qui auront pu acquitter ce droit, au moyen de cette dernière manière que nous allons employer sur le champ, nous parviendrons sans doute à faire solder cette partie de contribution.

Salut et fraternité.

(L. 1096).

(Minute).

**N° 55 LETTRE DU MINISTRE
A L'ADMINISTRATION CENTRALE**

Il n'est pas possible de distraire les indigents du nombre des particuliers portés aux états de la patente : ces redevables doivent être poursuivis jusqu'à procès-verbal de carence.

16 brumaire an 7.

J'ai reçu, citoyens, avec votre lettre du 1^{er} de ce mois, l'état de la situation du 30 vendémiaire dernier du recouvrement du droit de patente de l'an 5 dans les communes de votre département.

Je vous observe que cet état ne cadre point avec le dernier que vous m'avez transmis, en ce qu'il ne porte le nombre des assujettis à la patente qu'à 12.863, tandis que, suivant le précédent, il étoit de 13.192 et que par l'antécédent ce nombre étoit de 13.258. ce qui diminue le total de 395. Vous annoncez bien dans la colonne d'observations qu'il a été opéré des diminutions dans 17 communes, mais elles ne montent suivant le calcul qui en a été fait qu'à 280 patentes, ce qui fait un déficit de 115 sur les 395 et vous ne portez les patentes restantes à délivrer qu'à 1018, tandis que d'après le nombre de celles qui ont été délivrées depuis cet état antécédent, ce restant devoit être, sauf les deductions, de 1413. Vos notes relatives aux diminutions annoncent qu'elles proviennent, soit à cause d'observations du commissaire du Directoire Exécutif, soit d'erreur ou cause d'indigence, soit enfin pour la commune de Montel de Gelat, parce que les patentables ont levé leurs patentes en celle d'Auzance (34).

La simple énonciation de ces motifs n'est pas suffisante pour régulariser ces diminutions. Vous deviez me faire connoître en quoi consistoient les observations du commissaire du Directoire Exécutif, afin de me mettre à portée de juger si elles sont fondées. Les erreurs devoient être détaillées, le motif d'indigence ne peut faire décharger de la patente, tous les redevables devant être poursuivis jusqu'à procès-verbal de carence et vous n'annoncez point que cette mesure ait eu lieu.

Il est donc indispensable, citoyens, que lors de l'envoi de votre 1^{er} état, vous me donniez les explications cy-dessus indiquées, et que relativement aux redevables prétendus indigens, le commissaire du Directoire Exécutif obtienne les condamnations contre eux, qu'il remette ensuite les jugemens au receveur de l'enregistrement qui fera les poursuites nécessaires, et que, jusqu'à ce que toutes les patentes soient délivrées ou que l'insolvabilité des redevables soit constatée par des procès-verbaux de carence, les administrations municipales continuent à porter dans les états qu'ils vous remettent le montant exact de tous ceux assujettis à la patente suivant les listes, ainsi que celui des patentes restantes à délivrer et que vous observiez le même ordre dans les états généraux que vous me fournirez.

Le ministre des finances,

(L. 1096).

D. V. RAMEL.

**N° 56 EXTRAIT D'UNE LETTRE DU COMMISSAIRE
PRES L'ADMINISTRATION CANTONALE DE RIOM
ADRESSEE AU COMMISSAIRE PRES LE DEPARTEMENT**

**Comment évaluer le loyer des maisons d'habitation ?
le tableau dressé par l'administration municipale exige
des rectifications**

14 nivôse an VII

...les loyers des maisons d'habitation des citoyens compris dans les classes assujetties au droit proportionnel ont été évaluées par l'administration municipale qui n'a pu obtenir la communication des baux authentiques. La loi vouloit le relevé des matrices de roles quend cette mesure seroit possible. Vous me le recommandiez dans votre lettre et j'en ai fait la requisition ; mais l'administration n'a pas cru pourvoir y déférer ; c'est à vous, citoyen commissaire, à faire prononcer l'administration centrale, si vous pensez que le mode adopté par l'administration municipale ne remplisse pas le vœu de la loi.

Entre les descentes de classes, vous remarquerez celle du citoyen Jean Court aubergiste descendu d'une classe, qui loin d'être dans l'impossibilité d'acquitter sa patente, est dans une très grande aisance et fait valoir une auberge fort achalandée, qui n'a pas d'enfant et certainement la faculté dont il a éprouvé l'avantage ne devoit pas s'exercer sur lui ;

un autre citoyen Court, compris dans les tableaux comme marchand drapier en détail, est entrepreneur de voitures publiques et ses affiches, ainsi que l'inscription de sa voiture, l'annoncent à tous les yeux ; j'ai en consequence requis, aux termes de votre lettre du 1^{er} frimaire (paragraphe 23e) de porter le citoyen Court hors de classe, comme entrepreneur de voitures publique ; l'administration municipale n'a pas cru devoir deferer à ma requisition ; je dois vous en faire la remarque, pour vous en occuper, si vous le jugez convenable....

BOUTAREL (35).

(L. 1098).

(35) Homonyme du commissaire près le département.

N° 57

CIRCULAIRE

**DU COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE EXECUTIF
PRES L'ADMINISTRATION DEPARTEMENTALE
AUX COMMISSAIRES PRES LES ADMINISTRATIONS MUNICIPALES**

**Les travaux relatifs aux patentes de l'an VII sont négligées ;
un redressement s'impose**

Le 23 pluviôse an 7.

Citoyens,

Je sui vivement affecté de la negligence que vous mettez dans vos travaux relatifs aux patentes de l'an 7. Comment se fait-il que vos états qui doivent, aux termes de la loi du 1^{er} brumaire, être formés dans le mois de sa promulgation, ne me soient point encore parvenus ?

Vous êtes en retard de m'adresser, le plus grand nombre, les états des citoyens assujétis à la patente, et tous ceux du recouvrement que vous devez m'envoyer le 1^{er} de chaque mois.

Cet oubli de vos devoirs vous mérite des reproches ; il est pénible pour mon cœur de vous les faire ; mais l'intérêt du trésor public, les circonstances impérieuses dans lesquelles nous nous trouvons, l'ordre de la comptabilité, l'exactitude que le gouvernement a droit d'attendre de nous dans notre correspondance, tout m'en impose l'obligation.

Remettez vous donc sous les yeux, je vous en conjure, ma lettre du 1^{er} frimaire, suivez-en avec celerité tous les détails jusqu'à ce que vous ayez satisfait à toutes les obligations qu'elle vous impose.

Ne perdez jamais de vue que la partie des finances est une de vos importantes attributions ; livrez-vous y avec goût et intérêt, au moins deux jours sur trois ; et en vous sortant, par ce moyen d'un arriéré fâcheux, vous n'aurez pas à vous reprocher d'avoir laissé accumuler souvent sur des malheureux contribuables, une masse de contributions de plusieurs années qu'ils ne peuvent acquitter, à la fois, sans porter un grand coup à leur fortune.

Si les retards dont je me plains viennent des agens de communes ou des administrations municipales, vous avez toujours tort de ne me l'avoir pas écrit, comme je vous l'ai mandé par ma

lettre du 1^{er} frimaire, afin que je pusse provoquer l'envoi de commissaires pour faire leurs travaux à leurs dépens.

Je me resume, citoyens ; si dans une decade vous ne m'avez pas fourni tout ce qui vous est prescrit par ma lettre précitée, et si vous ne m'avez pas fait connaître les veritables négligeans, je demanderai l'envoi de ces commissaires à vos frais.

Je vous observe qu'il faut avoir l'attention de ne point comprendre dans l'état du recouvrement des droits de patente de l'an 7 celui de l'an 6, et de m'envoyer trois expéditions de l'état des citoyens assujetés aux patentes de l'an 7.

Salut et fraternité.

BOUTAREL.

(L. 1087).

**N° 58 LETTRE DU DIRECTEUR DE LA REGIE
A L'ADMINISTRATION CENTRALE**

Dénonciation contre le commissaire du pouvoir exécutif à Aubière

Le 13 prairial an 7.

Citoyens,

Vous verrez par la copie ci-jointe de la lettre du citoyen Sabin, receveur de Clermont du 8 de ce mois, que le Citoyen Gatier, commissaire du Directoire Exécutif près le canton d'Aubière, refuse d'agir contre des citoyens redevables des droits de patente de l'an 5 et de l'an 6 et que le motif de son refus est fondé sur ce qu'il n'est en place que depuis l'an 7.

Je vous avoue que ce motif ne me paroît pas admissible, d'autant qu'un fonctionnaire publicq, a quelque époque qu'il ait été mis en place, doit remplir intégralement ses fonctions, même pour les objets de sa compétence antérieurs a son entrée en exercice et demeurés en souffrance ; l'adoption d'un système contraire seroit subversive de l'organisation sociale et porteroit atteinte au bon ordre dans toutes ses parties.

Veillez donc, citoyens, relever l'erreur ou est le citoyen Gatier et l'inviter à agir contre ces redevables pour les forcer au payement.

Salut et fraternité.

PAINAZET.

(L. 1098).

N° 59

**CIRCULAIRE
DU COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE EXECUTIF
PRES L'ADMINISTRATION CENTRALE
AUX COMMISSAIRES
PRES DES ADMINISTRATIONS MUNICIPALES DE CANTONS**

**Il est nécessaire de poursuivre les retardataires de l'an V
et de l'an VI**

Le 16 fructidor an 7.

Citoyen,

Déjà, depuis longtemps, auraient dû être recouvrés dans votre arrondissement tous les droits de patente de l'an 5 et de l'an 6 ; le trésor public souffre singulièrement de ce retard, et les dangers de la patrie croissant en raison de sa pénurie, il est plus que jamais du devoir des bons citoyens et des fonctionnaires publics inviolablement attachés à la République, de venir à son secours en faisant rentrer le plus promptement possible les contributions, et notamment celles qui sont arriérées. Je vous invite en conséquence à provoquer contre tous ceux qui n'ont pas encore pris leurs patentes, soit de l'an 5, soit de l'an 6, s'ils y étaient assujettis, un jugement qui les contraigne à en acquitter les droits sans délai ; je compte à cet égard sur votre zèle et votre amour pour la chose publique.

Veillez bien m'informer du résultat des mesures coercitives qui vous sont impérieusement ordonnées par la loi.

Salut et fraternité.

(L. 1087).

ROULLION (36).

N° 60

**LETRE DU COMMISSAIRE
DU DIRECTOIRE EXECUTIF PRES LE DEPARTEMENT
AU COMMISSAIRE PRES L'ADMINISTRATION MUNICIPALE
DU CANTON DE SAINT GERMAIN-LEMBRON**

**Compte n'a pas été tenu de la circulaire du 16 courant ;
rappel à l'ordre et exhortations**

Le 23 fructidor an 7.

Par ma circulaire du 16 du présent, citoyen, je vous invitais à presser autant qu'il serait en vous la rentrée des droits de patente des années 5 et 6 et à provoquer un jugement contre tous ceux en retard dans l'acquittement de ce droit attendu que le trésor

(36) Avait remplacé Boutarel en messidor an VII.

public souffre infiniment de la non rentrée des contributions et qu'il est tems surtout que celle la soit acquittée. Il parait que vous n'aves pas eu egard, citoyen, a mes justes sollicitations, puisque, par votre lettre du 10 du present, vous m'annoncez froidement que la recette des droits de patente aujourd'hui dans votre canton est la même qu'en messidor dernier. Vous conviendrez que cette insouciance de votre part sur un objet aussi essentiel que celui des impositions est des plus blamables et, quand tous les courriers m'aportent des lettres du ministre des finances, par lesquelles il m'invite a lui faire connaitre ceux des commissaires près les cantons, qui loin de concourir de tout leur pouvoir au salut de la Republique par leur activité, par leur zele et leur civisme, demeurent au contraire dans la plus profonde apathie et compromettent ainsi l'interet du pays, quand je reçois chaque jour de ces lettres, dis-je, comment pourrais-je ne pas signaler a ce ministre et lui toute la verité sans me compromettre moi-même. Vous sentez, citoyen, tout le desagrement de ces sortes de procedés et combien il est douloureux d'etre obligé de blamer, alors qu'on voudrait au contraire n'avoir rien que de flateur a dire. Aussi j'espère que, vous penetrant de toute l'etendue de vos devoirs, vous repondrez pleinement desormais a la confiance dont vous a investi le gouvernement, en employant tout ce que vous avez d'influence et de zele pour faire acquitter les deniers dus a l'etat et notamment les droits de patente echus jusqu'aujourd'hui.

Salut et fraternité.

(Minute).

(L. 1098).

TABLEAUX

I. TABLEAU COMPARATIF DES PATENTES

CANTONS	COMMUNES		PATENTES DE 1791			
	Noms	Population en l'an IV	Nombre	par 100 habitants	Montant	Montant par habitant
Montagnes de l'Est : Forez, Livradois						
Saint-Rémy	Saint-Rémy	3.185	93	2,8	192.18	0,06
	Arconsat	1.544				
	Celle	3.440	14	0,4	85.8.6	0,02
	Saint-Victor	1.126	1	0,09	0.9	presque nul
		9.295				
Thiers	Thiers	10.877	531	3,3	4.783.8.3	0,30
	Dorat	607				
	Escoutoux	2.048				
		13.532				
Vollore	Vollore-ville	3.292				
	Vollore-montagne..	1.341				
		4.633	33	0,7	330.17	0,07
Courpière	Courpière- Courtesseyre ...	2.961	17	0,5	26.14	0,008
	Neyronde	430	2	0,4	37.10	0,08
	Péchadoire	576	13	3	46.19	0,10
	Sauviat	750	24	2,8	29.0.6	0,03
	Sermentizon	1.095	17	1,3	78.3	0,17
		5.812				
Augerolles	Augerolles	2.728				
	Aubusson	527	15	0,3	128.8	0,23
	Olmet	1.014	2	0,09	1.16	presque nul
		4.268				
Mauzun	Mauzun	263	16	5,6	99.6	0,34
	Bongheat	609	10	1,4	71.2	0,10
	Egliseneuve	1.487				
	Fayet	1.007	24	2,4	17.12	0,017
	Isserleaux	1.226				
	Sugères	1.567				
	St-Jean-des- des-Ollières	2.084	24	1,1	229.7	0,10
	Trézioux	936				
		9.179				
Tours	Tours	2.065	6	0,3	33.18	0,016
	Ceilhoux	577				
	Domaize	1.485	5	0,3	2.9.6	presque nul
	Estandeuil	535				
	Saint-Dier	1.200	15	1,1	47.18.6	0,03
	Saint-Flour	730	23	3,2	36	0,04
		6.592				
Olliergues	Olliergues	1.274				
	Le-Brugeron	939				
	Marat	2.520				
	Saint-Gervais	1.743				
	Vertolaye	733				
		7.209				

1791, DE L'AN V ET DE L'AN VII

PATENTES AN V						PATENTES AN VII			
bre	Nombre par 100 habitants	Montant en Mandats	Montant en Numéraire	Montant par habitant		Nombre	Nombre par 100 habitants	Montant	Montant par habitant
4 8 4 6			802.10 434 585.10 46			138 28 88 17		930.50 210.30 696.50 95.20	
2	2,2		1.868	0,20		271	2,9	1.932.50	0,21
8 7 4	7	80.669.34	11.767.83 20 16	7,42	1,07	658 7 22	6	9.900.50 36 91.20	0,91
9	5,6		11.803.83	600	0,87	687	5	10.027.70	0,64
7 3		850 294	180			32 19		252.50 100	
0	1,7	1.144		0,24	0,04	51	1,1	352.50	0,07
0 4 1 6 1		1.673	1.509.33 50 32 78 138			175 10 18 26 52		1.316 57 100 103 248.50	
2	4,5		1.807.33		0,31	281	4,8	1.824.50	0,31
2 4 2		489.13 172.30 300	195 113 129			32 19 16		222.50 152 161.50	
8	1,8	1.361.95	437	0,31	0,10	67	1,5	536	0,15
3 6 4 6 2 6			110 38 89.10 48 12 62			12 4 8 5 4 9		169.50 19.50 44 38.50 136.50 107.50	
4 5			127.10 86.10			15 5		60.50 22.50	
7	1		573.10		0,06	62	0,6	498.50	0,05
1 0 7 3 1 5			290.10 63 260.10 27 165.05 31.10			31 5 26 5 15 8		213.80 46.70 242.30 20 152.50 32.10	
8	1,9		835.15		0,12	89	1,3	707.40	0,10
9 3 9 7 4			654 86 290 320 142			56 12 25 23 9		424.80 85.60 134.80 98.80 43.80	
2	2,6		1.492		0,20	124	1,7	787.80	0,10

I. TABLEAU COMPARATIF DES PATENT

CANTONS	COMMUNES		PATENTES DE 1791			
	Noms	Population en l'an IV	Nombre	par 100 habitants	Montant	Montant par habit
Montagnes de l'Est : Forez, Livradois						
Ambert	Ambert	5.884	6	0,1	62.18	0,01
	Job	2.603				
	Saint-Ferreol	992				
	Saint-Martin	1.035				
	Thiolières	310				
	Valcivières	1.512				
		12.336				
Cunlhat	Cunlhat	3.122				
	Auzelles	2.010				
	Brousse	1.778				
	La-Chapelle-Agnon	2.120				
		9.030				
Saint-Amant- Roche-Savine ..	St-Amant-R.-S. ..	1.398	4	0,2	120	0,05
	Bertignat	1.745				
	Grandval	366				
	Le-Monestier	902				
	Saint-Eloy	587				
		4.998				
Sauxillanges	Sauxillanges	2.105	70	3,5	100.13.6	0,05
	Aulhat	468	3	0,8	45.6	0,11
	Chaméane	428	8	1,6	19	0,03
	Egliseneuve	415	6	1,5	2.18	0,005
	Le-Vernet	1.456	32	2,4	41.17	0,03
	La-Varenne	243				
	St-Etienne-s-Usson	990	9	0,9	32.12.6	0,03
	Saint-Genest	889	15	1,4	32.17	0,03
	Saint-Quentin	537				
	St-Jean-Enval	446				
	Usson	906	4	0,4	3.2	0,003
		8.883				
St-Germain-l'Herm	Saint-Germain	1.635	34	1,9	25.8.6	0,01
	Aix	649				
	Condat	1.100				
	Echandelis	1.152				
	Fayet	1.128	3	0,3	3.18	0,003
	Fournols	1.499				
	Saint-Bonnet- le-Bourg	750				
	Saint-Bonnet- le-Château ...	1.233	6	0,5	4.8.6	0,003
	Sainte-Catherine ..	365				
		9.511				
Limagne et hauteurs environnantes						
Clermont	Clermont	23.739	854	3	10.012.2.1	0,41
Cébazat	Cébazat	1.621	32	1,6	76.17	0,038
	Blanzat	1.080	44	7	82.16.9	0,13
	Sayat	591			82.16.9	0,13
		3.292				

1791, DE L'AN V ET DE L'AN VII (suite)

PATENTES AN V					PATENTES AN VII				
Nombre par 100 habitants	Montant en Mandats	Montant en Numéraire	Montant par habitant		Nombre	Nombre par 100 habitant	Montant	Montant par habitant	
5,4		3.337 438 155 82 26 99	0,57		252 40 8 9 3 10	4,2	3.573.10 275.60 42.40 110.40 12.60 67.70	0,60	
1,4		800	0,12		70	1	508.70	0,07	
	1.850 800 250 900	2.115.77 539.13 19.76 582.51			138 66 20 48		1.252.50 538.60 143 387.77		
3,7	2.800	3.287.17	0,44	0,38	274	3,2	2.321.87	0,27	
	1	2			54 23 10 12 15		326.40 188.80 48.70 49 162.10		
3	2	6	0,01		114	2,2	775	0,16	
		994			126		780.50		
		40 51 196.10			13 8 26		61 41 161		
		22 41.10			10 8 6 3 7		44 49 33 18 49		
1,9		1.420	0,16		207	2,3	1.226.50	0,13	
		1.068.10 110 165 127 148 321			94 24 18 24 15 40		874.20 167.10 112 178.90 93.40 275.80		
		72			27		155		
		274 16			39 4		262.70 20.20		
2,8		2.301.10	0,24		285	2,9	2.139.30	0,22	
6		24.772	1,07		1.407	5,9	22.106	0,92	
	442	538 122 201			71 19 37		498.10 111.10 203		
3	442	861	0,13	0,26	127	4,9	813	0,24	

I. TABLEAU COMPARATIF DES PATENTES

CANTONS	COMMUNES		PATENTES DE 1791			
	Noms	Population en l'an IV	Nombre	par 100 habitants	Montant	Montant par habit.
Limagne et hauteurs environnantes						
Gerzat	Gerzat	3.150	40	1,5	59.19	0,02
	Lussat	1.327			2.15.6	0,00
	Lignat	115				
	Malintrat-Aulnat ...	2.078			47.9.6	0,03
		6.670				
Pont-du-Château..	Pont-du-Château ...	3.118	39	1	541.10	0,18
	Cormède	154				
	Martres d'Artières..	546			75.18	0,11
		3.848				
Cournon	Cournon	2.155	76	3,5	580.11.6	0,27
	Lempdes	1.661	33	1,6	128.15.6	0,06
		3.816				
Chamalières	Chamalières	1.410	48	5	169.6	0,20
	Royat	1.500	15	1	69	0,04
	Durtol	404	6	1,6	45.13.6	0,11
	Nohanent		12	2	53.17	0,08
	Chanat	839			67.16	0,21
	Orcines	1.021	14	1	73.16	0,05
		5.174				
Beaumont	Beaumont	1.400	27	1,8	37.16	0,02
	Ceyrat	1.300	38	2,8	105.12	0,07
	Saint-Genest		12	0,9	93.6	0,07
	Teix	2.400	26	2,6	164.11	0,17
		5.100				
Aubière	Aubière	1.450	26	0,9	70.10	0,02
	Pérignat		2	0,9	22.76	0,10
	Romagnat	1.203	19	1,3	43.7	0,03
	Opme		9	1,4	24.7.6	0,04
		2.653				
La-Roche-Blanche.	La Roche	1.508				
	Chanonat		32	2,5	113.2	0,08
	Jussat	530				
	Le Crest	1.005				
		3.043				
Les-Martres- de-Veyre	Les Martres	2.266	92	2	154.4	0,06
	Corent					
	Orcet	1.183	8	0,6	48.12	0,03
	Le Cendre		3	0,8	12	0,03
		3.449				

1791, DE L'AN V ET DE L'AN VII (suite)

PATENTES AN V					PATENTES AN VII				
Nombre	Nombre par 100 habitants	Montant en Mandats	Montant en Numéraire	Montant par habitant		Nombre	Nombre par 100 habitants	Montant	Montant par habitant
3	0,8		362	0,06		46	0,9	360	0,06
4			20			6		28.50	
6			24			9		37	
3	4,6		406	0,35		61	3,7	425.50	0,38
5			1.369.25			130		1.406.60	
						11		46	
5	2		768	0,22		141	2,8	1.452.60	0,33
2			105			82		995.50	
7			873			29		282	
3	2,1		388.40	0,16		111	2,2	1.277.50	0,20
8			131.75			53		515	
2			12			17		147	
4	1,5		23	0,26	0,08	2	0,6	13.50	0,04
8			104			11		74	
0			659.15			83		749.50	
0	0,6	1.529	115	0,10	0,04	12	2,7	140.10	0,15
9		1.529	24			10		51.10	
8						12		57.40	
7	0,6	1.529	139	0,10	0,04	34	1,5	248.60	0,11
3			275			42		239.50	
4			28			29		155.50	
7	1,5		122	0,15		71	2,6	395	0,41
6			155			18		159	
4			139			16		104.75	
0	3,1		137	0,48		14		88.25	
0			431			48		352	
6			1.591.10			72		1.272	
3			82			18		156	
8			1.673.10			90		1.428	
3									

II

LES PAPETIERS DU PUY-DE-DOME

1° STATISTIQUES DIVERSES

A) *Cuves existant dans le district de Clermont en fructidor an II :*

Pierre SERVE, de Chamalières : 2 cuves

FENEIROLS, de Chamalières : 1 cuve.

CHELLE, de Chamalières : 1 cuve.

Antoine CUSSON-MARCHEVAL, de Chamalières : 1 cuve.

Guillaume DURIF, de Saint Amand-Tallende : 1 cuve.

Claude ARTAUD, de Saint Amand-Tallende : 1 cuve.

(Lettre du 22 fructidor an II par laquelle le Directoire du département remercie celui du district de Clermont pour la distribution de vieux linges aux papetiers de ce district. — L. 3876).

B) *Etat des soumissions faites en vendémiaire an III par le représentant Huguet, commissaire pour l'approvisionnement des papiers et vérification des papeteries du Puy-de-Dôme (adressé à la Convention).*

COMMUNE DE THIERS

Andrieux	500	rames	
Geneix Barge	500	—	
Henry Bouchet	300	—	
Malmeneyde Cognord	300	—	
Malmeneyde Montmeilhant	400	—	
Veuve Jarry	250	—	
Bouchet père	700	—	
Malmeneyde aîné	700	—	
Veuve Nourisson	150	—	
Malmeneyde Cluzel	440	—	
Pignon Vimal	500	—	
Jacques Cusson	500	—	
Alexandre Artaud	200	—	
Pignon jeune	150	—	
Damien Malmeneyde	1.000	—	
Courby Joubert	400	—	
Jean Reyrolle	300	—	
Cottebert Marchand	150	—	
Marcelin Perrier	200	—	
Duffour frères	500	—	
Malmeneyde Gouttebessis	100	—	
Guillemot Malmeneyde	200	—	
Barthelemy Riberolles Martinanches	1.540	—	(1)
Jacques Berger	500	—	

(1) Réquisition à raison de la réclusion.

Le 13 germinal an III, Malmeneyde Cluzel écrit à l'agent national de Thiers Madiou que, manquant de matières premières, il a, depuis cinq mois, cédé sa fabrique à son fils de Paris. Celui-ci le remplacera dans sa soumission.

Le 5 germinal, Cusson Pignon atteste qu'il n'a plus sa fabrique. (C. 5572).

C) *Etat général des papeteries des districts de Thiers et d'Ambert, envoyé le 15 germinal an III, en vertu d'une lettre de la Commission des subsistances :*

Noms et lieux	Ouvriers	Caves	Quintaux faits en un an
Pignon Vimal, papeterie chez Charbonnier.....	9	2	420
Genès Barge Béal fils, Thiers	9	2	420
Veuve Nourisson (papeterie dirigée par Malmenayde Marcheval)	5	1	120
Veuve Nourisson (papeterie dirigée par elle-même et son fils)	10	1	120
Courby Joubert, au Creux du Faux.....	15	3	600
Veuve Jarry	4	1	200
Cusson Pignon	6	1	250
Bouchet	9	2	450
Pignon Cadet, au Creux Salien.....	10	2	450
Lasteyras (papeterie dirigée par Artaud), chez Chapon..	4	1	200
Artaud Delaire, au Pont de Seychal.....	9	2	480
Riberolles (papeterie dirigée par Malmenayde Pignon, Thiers	10	2	450
Jean Reyrolle : papeterie de Recourlant.....	9	2	300
Giraudon : papeterie de Bernard.....	10	2	480
Andrieux : papeterie de Cropaillat.....	15	3	720
Pierre Faye.....	1	1	180
Antoine et Gabriel Malmenayde père et fils.....	14	2	550
Dufour Martin, papeterie dirigée par Rodery.....	10	3	550
Malmenayde Monmillan (papeterie dirigée par Joseph Nourisson	9	2	400
Malmenayde Cognord	10	2	400
	170	37	7.632

Ces fabriques travaillaient pour Paris sauf celle de Faye pour Lyon et celle d'Andrieux pour Lyon et Moulins. (L. 5572).

Noms et lieux	Ouvriers	Caves	Quintaux faits en un an
Benoît Peghon, Ambert campagne (aux Clarettes)	6	1	250
Claude Conchon : village de la Boissonie).....	10	3	900
Vimal Ondes, au Champ.....	7	3	900
Pierre Peghon, à Job (La Forie).....	3	1	600
Jacques Sauvade, à Job (Laforie).....	8	1	300
Jean Douarre, à Valcivières (Gourbeyre)	12	2	600
Richard cadet, à Job (au Maix).....	19	2 ½	750
Richard aîné, à Job (Au Prat).....	22	3	900
Benoît Baillard, à Job (La Forie).....	9	1	240
Alexandre Joubert, à Job, La Boulebasse.....	6	1	300
Damien Joubert, à Job (La Forie).....	4	1	240
Jean Joubert, à Ambert (La Tranchecotie).....	3	1	300
Claude Fillias, à Job (La Boule Haute).....	7	1	400
Claude Micolon, à Ambert (La Vernadelle).....	18	2	600
Jacques Sauvade (Laribe, près la Vernadelle).....	5	1	300
Alexandre Artaud (lieu de Calon).....	5	1	336
Jacques Sauvade (La Terrasse).....	7	2	600
Blaise Sauvade (au lieu des Bohèmes).....	1	1	140
François Artaud (Les Noyers).....	7	1	300
Guillaume Pegheon (Vimal).....	5	1	300

Noms et lieux	Ouvriers	Cuves	Quintaux faits en un an
Alexandre Le Bon (Echazard).....	1	1	150
Antoine Marchival (Noyers).....	6	1	300
Veuve Jean Dandrieux.....	2	1	150
Jean Mailharde (Laboulet).....	3	1	150
Jean Guvel (au lieu d'Henry, près la Vernadelle).....	4	1	150
Les Vercheyre (La Vernadelle).....	1	1	180
Joseph Begon (Pont Vimal).....	10	1	350
Pierre Nourrisson (Valeyre).....	5	1	350
Pierre Joubert (La Dance).....	5	1	340
Les Lebon père et fils (Ribeyre).....	7	1	300
Baptiste Sauvade (Sayon).....	5	1	300
Jean Sauvade (La Courbe Bosse).....	5	1	300
Damien Le Bon (Richard).....	7	2	550
Mathieu et Jean Trait (Toulouze).....	4	1	300
Jacques Quiquandon, à Saint-Martin-des-Olmes (Longe- chard).....	0	1	
Antoine Guillot, à Saint-Martin-des-Olmes (Longe- chard).....	0	1	
François Varenne, à Saint-Martin-des-Olmes (Longe- chard).....	0	1	
Les Tixier (Lagat).....	7	2	600
Pierre Le Bon (Lagat).....	4	1	200
Jean-Joseph Gourbeyre, à Grandrif (Barroux).....	5	2	600
Antoine Moulin, à Marsac (La Grandrive).....	13	4	1.440
Simon Jarjailhon, à Chaumont (Pretat).....	2	1	300
Claude Missonnier, à Marsac (La Vigne).....	7	3	900
Crepin Pacros, à Marsac (Chadernolles).....	5	1	250
Claude Nourrisson, à Marsac (Tanniet).....	7	1	250
	286	63	17.466

(L. 2917).

D) *Les papeteries de la région d'Ambert en l'an VI*

(d'après un état fourni par le commissaire du Directoire à Ambert, Pierre Pourrat, le 15 frimaire an VI).

COMMUNE D'AMBERT :

Noms et Lieux	Cuves	Production en myriagrammes (10 kgs)
François Artaud (Noira).....	1 ½	144.000
Alexandre Artaud (Noira).....	3	432.000
Guillaume Pegeon (Petit Vimal).....	1	144.000
Jacques Sauvade (Terrasse).....	1	144.000
Joseph Begon (Petit Vimal).....	1	144.000
Pierre Nourrisson (Valeyre).....	1	144.000
Alexandre Lebon (Valeyre).....	1	105.000
Pierre Joubert (Chateaugay).....	1	144.000
Antoine Marchival (Taboulet).....	1	105.000
Alexandre Artaud (Escalon).....	1	144.000
Jacques Sauvade (Larcbebe).....	1	144.000
Claude Micoton (Le Vernadelle).....	2	288.000
Joseph Gourleyre (La Vernadelle).....	1	105.000
Jean Grivel (Henry).....	1	105.000
Blaise Sauvade (Bouheme).....	1	105.000
Jean Pegeon (Bouheme).....	1	105.000
Damien Nourrisson (Valeyre).....	1	105.000
Lebon (Ribeyre).....	1	105.000
Pierre Favier (Ribeyre).....	1	105.000
Chapon (Ribeyre).....	1	105.000
Mathieu Trait (Sayon).....	1	105.000
Jean Sauvade (La Combebasse).....	1	144.000
Le citoyen Sauvade (Richard).....	3	432.000

A SAINT-MARTIN-DES-OLMES :

Jean Tixier (Lagat).....	1	105.000
Veuve Tixier et ses enfants (Lagat).....	1	144.000
Pierre Lebon (Lagat).....	1	144.000
Fr. Varaine (Longechaux).....	1	144.000
Antoine Guillant (Longechaux).....	1	105.000
Jacques Quiquandon (Longechaux).....	1	105.000

A VALCIVIÈRES :

Noms et Lieux	Cuves	Production en myriagrammes (10 kgs.)
Pourrat (Gourbeyre)	2	288.000
Claude Filhat (La Boule Haute, à Job).....	2	288.000
Alexandre Joubert (La Boule Basse, à Job).....	1 ½	216.000
Citoyen Richard (Prat, à Job).....	3	432.000
Citoyen Richard cadet (Mez, à Job).....	2 ½	360.000

A AMBERT :

Citoyen Joubert (La Tranchety).....	1 ½	216.000
Moulin Corchon (La Boissonie).....	1 ½	216.000
Feneyrol (La Boissonie).....	1	144.000
Citoyen Vimal (Champs).....	2	288.000

A JOB :

Damien Tamisier (Laforie).....	2	288.000
Damien Joubert (Laforie).....	1	144.000
Baillot (Laforie).....	1 ½	216.000
Louis Joubert (Laforie).....	1	144.000
Pierre Pegeon (Laforie).....	1	105.000

A GRANDRIF :

Gourbeyre (Barrot).....	1	144.000
-------------------------	---	---------

§ A MARSAC :

Dupuy (La Grandrive)	4	576.000
Missonnier (Lavigne).....	1	144.000
Jean-B. Sauvade (La Frédière Basse).....	1	144.000
Pacros (Chadernolles).....	1	105.000
Fayolle (Chadernolles).....	1	105.000
Nourrisson (Tannas).....	1	144.000
Jarsaillon (Prelat).....	1	144.000 (1)

(L. 832)

Ce tableau suggère des doutes quant à son exactitude : il contient des chiffres erronés, le rédacteur ayant indubitablement dénommé myriagrammes des hectogrammes (il faut donc lire 1440, 4320.... 1050 myriagr. etc — un quintal = 5 myriagr.) ; d'autre part la production semble être évaluée par approximation à raison de 1050 ou 1440 la cuve. Un autre état, dressé huit jours avant, peut nous permettre un contrôle, au moins pour la région de Marsac :

Etat du 7 frimaire an VI

Noms et Lieux	Cuves	Productions en myriagrammes
Papeterie de Dupuy, à Lagrandrive.....	1	1.250
— Gourbeyre, du Grand Baroux.....	1	2.000
— Jarjaillon, au Prelat.....	1	1.000
— Missonier, à La Vigne.....	1	1.500
— Sauvade, à La Vigne Basse.....	1	2.000
— Fayolle, à Chadernolles	1	800
— Pacros, Pacros, à Chadernolles	1	1.500
— Nourrisson, à Thamias, a cessé depuis 3 ans; avait une cuve.		
	7	8.550

8 papeteries

(L. 832)

(1) 18.400 quintaux.

2^e PATENTES DE 1791 ET DE L'AN VII

AMBERT :

Noms	Patentes 1791		Patentes an VII	
	Loyers	Taxes	Loyers	Taxes
Pierre Pourrat	60	6	40	29
Gourbeyre Imberdis, fabricant			25	27.10
Damien Lebon			40	29
Barthélemy Madur, fabricant de papier au détail			40	24
Claude Micolon	200	20	40	29
Pourat Artaud, marchand de papier au détail			25	22.10
Jacques Sauvade, fabricant de papier			40	29
Vimal Duchamp, marchand de papier			40	24
Alexandre Artaud, fabricant de papier (au Noirat), et Madeleine Micolon (en 1791 seulement)	60	6	40	29
Joseph Begon (au Pont-Vimal)			40	29
Joseph Gourbeyre (La-Vernadelle)			40	29
Benoit Pighion (au Petit-Vimal)			40	29
Sauvade Micolon			40	29
Claude Sauvade (au Richard)	20	2	40	29
Pierre et Claude Lebon	100	10		
Pierre Joubert	100	10		
Mathieu et Jean Trait	100	10		
Baptiste Sauvade	20	2		
Claude Coherchon de la Boissonnie	15	1.10		

JOB et LA-FORIE :

Alexandre Joubert, fabricant (La Forie) .	90	9	4	20.40
Pierre Peghon (La-Forie), fabricant de papier et meunier	60	6	4	20.40
Richard Benoit, fabricant de papier			9	20.90
Baillet Benoit, papetier travaillant pour le compte d'autrui			3	4
Joubert Damien, papetier vendant à fur et mesure le produit de son travail	10	1	4	4
Richard Thomas (Leprat), fabricant			9	20.90
Quiquandon Jacques (Longecheux)			4	20.40
Claude Filiat	100	10		
Claude Richar	50	5		
Jacques Sauvade	10	1		

SAINT-FERRÉOL-SAINT-MARTIN-DES-OLMES :

Guillot Antoine (fabricant de papier à Longecheux)	20	2	6	20.60
Lebon, femme Tixier (Marie-Anne), fabricant de papier à Lagat	60	6	10	21
Lebon Pierre (Lagat)	20	2	4	20.40
Tixier Jean (Lagat)			8	20.80
Jacques Quiquandon	20	2		
Fr. Varesnes	20	2		

GRANDRIF :

Gourbeyre Jean-Joseph, à Barroux	80	28
--	----	----

MARSAC :

Dupuy Thomas-Marie-Joseph, à La-Grandrive	120	12	80	28
Claude Missonnier, à Lavigne	100	10	80	28
Pacros Crépin (Chadernolles)	40	4	80	28
Sauvade Pierre (La-Vigne-Basse)			80	28
Claude Nourrisson	50	5		

CHAUMONT :

Noms	Patente 1791		Patentes an VII	
	Loyers	Taxes	Loyers	Taxes
Jarjaillon Simond, à Prelat	30	3	80	28

THIERS :

Jacques Andrieux Grimardias (au Cros-Pailhat), fabricant de papier	600	75	200	50
Pierre-Jacques Bergier, fabricant au Ras-du Lac	500	62.10	200	50
Pierre Courby Joubert, fabricant à la Halle			100	40
Claude Amable Nourisson, fabricant à Saint-Jean			50	35
Guillaume Genès Malmenaide, fabricant aux Patières	400	40	90	39
Henri Bouchet, fabricant à Durolle	300	30	90	39
Pierre Bouchet Desapt, fabricant à Durolle.			90	39
Jacques Pignont jeune, fabricant au Charbonnier			40	34
Jean Artaud Fotghadoire, fabricant (Poulaillé)			30	33
Jean Reyrolle, fabricant (Recourland)			30	33
Grimardias, Vve Jarry, fabricant (Moutier)			40	34
François Artaud, fabricant (Saint-Jean) ..			20	32
Jacques Pignont Vimal, fabricant (Charbonnier)			40	34
Joseph Nourisson, au Creux-Salien			30	33
Bernard Giraudon (Pontseychal)			30	33
Antoine Malmenaide Cusson (Patières) ..			60	36
Jacques Fenerol (Pontseychal)			80	38
Pierre Faye (Recourlant)	200	20	60	36
Damien Malmenaide Pignon (Chanelle) ...			80	38
Thomas Rodery (Margeride)	500	62.10	40	34
Jacques Cusson (Durolle)			30	33
Marcelin Perier (Durolle)			30	33
Foughadoire Gilbert, marchand de papier au détail (au Bare)	25	2.10	20	27
Antoine Malmenaide Roussel, marchand de papier au détail (La-Chabre)			50	30
J.-B. Bouchet	500	62.10		
Sébastien Fuzon	300	30		
Malmenaide de Gouttebessy	80	8		
Benoit Malmenaide et fils	500	62.10		
Marie Moignier, Vve Nourisson	300	22.10		

CELLE :

Pierre Cornet	9	0.18		
Jean Planche	15	1.10		

CLERMONT :

Joseph Fuson fils, marchand de papier ...			40	20
Costé Fuson, papetier			60	36

CHAMALIÈRES :

Jean Fénéol, fabricant de papier	100	17.10	20	17
Genest Chesle, fabricant de papier	150	11.5	20	17
Pierre Serve (à La-Haute-Fabrique)	200	15	40	19

SAINT-AMAND-TALLENDE :

Claude Artaud			5	4
---------------------	--	--	---	---

NOTE SUR LES PAPETIERS

Il n'existe aucune statistique pour les premières années de la Révolution. Le seul document dont nous disposons est la liste des patentés de 1791, indiscutablement incomplète. Les enquêtes de l'an II et de l'an III paraissent être assez précises ; elles sont d'autant plus dignes de retenir notre attention que le recensement effectué en l'an VI par le commissaire du Directoire Pourrat, papetier lui-même, inspire une certaine méfiance et manque d'ailleurs pour Thiers. La patente de l'an VII fournit-elle les renseignements qui font défaut ? Comme elle ne nous donne pour Ambert qu'un nombre de noms inférieur à celui de la statistique de l'an III, on peut conclure à son caractère fragmentaire ou à la disparition de fabriques. Claude Nourisson de Marsac, assujetti à la patente en 1791, porté sur le tableau de Pourrat, ne figure pas sur celui du 7 frimaire an VI ; or il ne paie plus de patente en l'an VII : on peut supposer qu'il a effectivement remis son affaire ; l'impôt nous fournit donc dans certains cas un moyen de contrôle. — L'augmentation du nombre des papetiers et des cuves de la région ambertoise portée le 16 frimaire an VI (45 en l'an III avec 63 cuves et 51 en l'an VI avec 69 cuves) serait fictive et peut-être inspirée par l'espoir d'obtenir une subvention ; en tout cas, on ne trouve plus que 31 patentés en l'an VII. Peut-on admettre 20 omissions ? Les statistiques de Thiers accusent par ailleurs 22 ou 24 établissements disposant de 37 cuves vers la fin de la Convention ; un état du 4 pluviôse an VI, 22 fabriques avec 30 cuves ; les rôles de la contribution, 24 patentés à la veille du Consulat : la concordance satisfait. Remarquons encore qu'un recensement de 1844 atteste l'existence de 18 fabriques à Thiers et de 43 à Ambert ; il déclare que le commerce du papier se soutient depuis 1801 ; il n'indique pas un relèvement (Il y aura même affaïssement rapide dans les dernières années de l'Empire). On est donc tenu de croire qu'il y eut plutôt diminution qu'augmentation de l'an IV à l'an VII dans la région d'Ambert, sans qu'il nous soit loisible de préciser davantage.

Les loyers servant de base à la taxe proportionnelle nous donnent-ils une indication de l'importance des fabriques ? La valeur de cet élément varie avec les lieux et les années. Pierre

Pourrat possède deux cuves à Valcivières comme les Tixier à Saint Martin des Olmes : le premier a un loyer de 40 fr., les autres de 18 fr. Pour trois cuves, Richard aîné est porté pour un loyer de 9 fr. à Job et Alexandre Artaud de 40 fr. à Ambert. En 1791, les loyers seraient beaucoup plus en rapport avec l'activité : Pourrat, 60 fr. ; les Tixier, 60 fr. ; Richard, 50 fr. : Artaud, 60 fr. Les chiffres de l'an VII à Job et à Saint Martin ont diminué dans une proportion invraisemblable. Mais ils ne sont pas à rejeter partout. Ainsi Missonnier à Marsac payait 100 fr. de loyer en 1791, il paie 80 fr. en l'an VII ; or les statistiques lui accordent trois cuves en l'an III, une en l'an VI : le fléchissement de son affaire est donc très probable. Inversement Crépin Pacros de la même commune passe de 40 à 80 fr. de loyer, alors qu'il produit successivement 250 puis 300 quintaux : sa maison a gagné. On peut admettre que pour des communes comme Ambert et Marsac où les loyers de 1791 et de l'an VII offrent des analogies, la patente reflète les vicissitudes des entreprises. Dupuy de la Grandrive et Pourrat ne sont pas portés en l'an III ; mais comme leurs loyers ont baissé, on en conclura, par comparaison, à une diminution correspondante de leurs profits. La statistique dressée par Pourrat donne trois cuves à Alexandre Artaud qui n'en possédait qu'une en l'an III ; le chiffre du loyer a fléchi de 1791 à l'an VII : ne faut-il pas tenir compte de la patente pour corriger une enquête suspecte ? En conclusion, à l'exception de deux ou trois, les papetiers d'Ambert se sont ressentis de la crise économique ; ils ont restreint leurs installations. Pourrat déclare deux domestiques en l'an V pour l'impôt somptuaire et une seule en l'an VII : il a diminué son train de vie. A Thiers, la chute des loyers coïncide avec le marasme des affaires à la fin du Directoire. Les trois fabricants de Saint Amand-Tallende ne produisent plus en l'an VI que les deux tiers de la normale.

A l'appui de ces arguments, citons les passages les plus caractéristiques du commentaire joint à l'enquête de l'an VI. Le commissaire du canton extérieur d'Ambert, Dubien, écrit : « Les réquisitions inouïes qui ont frappé sur les fabriques à papier, les retards qu'ont éprouvés les propriétaires des papiers requis dans le paiement de leurs fournitures ont d'abord porté un premier coup à ce genre de commerce ; mais la suppression subite du papier-monnoie dont se trouvèrent nantis les fabricants, qui venaient à peine d'être payés des fournitures faites sur eux au maximum, achevèrent de les abattre. Depuis cette époque il leur

a été impossible de se relever. D'une part les matières premières sont hors de prix, de l'autre le débit du papier ne trouve aucun débouché, en sorte que les fabricants se trouvant sans avances et sans moyens de séjourner leurs marchandises sont forcés de demeurer dans l'inaction et comme la fabrication du papier entrene avec elle beaucoup de détails qui occupent une infinité de personnes tant hommes que femmes et enfants, que le ramas de chiffons est une branche d'industrie pour le pays, qui produit un débit considérable des objets de mercerie de la fabrique d'Ambert, tout le canton éprouve la même détresse et de 400 familles sont réduites à la dernière misère et attendent que le gouvernement vienne à leur secours en procurant aux fabriques un débouché pour le débit de leurs marchandises.... ». Pourrat explique de son côté : «Les principales causes du dépérissement des fabriques d'Ambert sont dans la stagnation du commerce de la librairie et de la ruine presque totale des fabricants par l'effet des réquisitions et enfin l'anéantissement du papier-monoye ».

(L. 832).

III

LES TANNEURS DE MARINGUES

Noms	Qualité	Patente de 1791		Qualité	Patente de l'an VII	
		Loyer	Taxe		Loyer	Taxe
François Grimardias-Bechon	fabricant	300	22.10	tanneur	70	22
Jean Bory	marchand	50	3.15	mégissier	15	6.50
Jean Garinat Gannat ..	marchand	50	3.15	mégissier	20	7
Alexandre Grimardias-Brasset	chamoiseur	40	3			
François Fayet	chamoiseur	40	3			
Quentin Grimardias Girou	marchand	60	4.10	tanneur	40	19
Antoine Gannat Gros ..	marchand	50	3.15	Veuve d'Antoine Gannat (mégissière)	20	7
Anne Duverger Dugant, femme à Antoine Gros	chamoiseur	60	4.10			
Claude Grimardias Forest	marchand	60	4.10	mégissier	15	6.50
François Boudet Martreix	marchand	60	4.10	mégissier	8	5.80
Jean Chalut Jourfin ..	marchand	60	4.10			
Jean Servagnat père ..	marchand	60	4.10	tanneur	15	6.50
Jérôme Bresson Grimardias	chamoiseur	36	2.14	mégissier	8	5.80
Guillaume Bresson Chapelle	fabricant	80	6	mégissier	20	7
Jean Grimardias Brasset	fabricant	60	4.10			
Denis et Jean Soalhat, père et fils	marchands	60	4.10			
Pierre Bonnieux-Gannat	chamoiseur	24	1.16	mégissier	10	6
Etienne Savoigt-Grimardias	marchand	40	3			
Guillaume et François d'Aguillon - Soalhat frères	chamoiseur	50	3.15			
Pierre Soalhat-Gannat.	marchand	25	1.17.6			
Etienne Chatagnier ...	marchand	30	2.5			
François Farge-Pieroux.	chamoiseur	40	3	mégissier	15	6.50
Claude Servoin - Geoffroy	marchand	15	1.2.6			
Jean Monbur d'Aguillon	chamoiseur	50	3.15	mégissier	15	6.50
Gilbert Bonnieux-Gros.	chamoiseur	39	2.18.6			
François Bonnieux-Gros	chamoiseur	32	2.8			
Jean Gannat-Jourfier..	chamoiseur	30	2.5			
Antoine Grimardias - Margot	chamoiseur	40	3	mégissier	10	6
François Chabron-Grimardias	chamoiseur	60	4.10			
Michel Forest-Chapelle.	chamoiseur	35	2.12.6	mégissier	30	8
Antoine Gros-Mazière..	marchand	15	1.2.6	mégissier	5	5.50
François Labry d'Anthon	chamoiseur	30	2.5	mégissier	15	6.50

Noms	Qualité	Patente de 1791		Qualité	Patente de l'an VII	
		Loyer	Taxe		Loyer	Taxe
Antoine Portepain-Chollet	chamoiseur	15	1.2.6			
François Bresson - Bonnieux	chamoiseur et cabaretier	40	22.10			
François Servoingt - Forest	chamoiseur	40	3	mégissier	15	6.50
Bonet - Bonnieux - Bergounieux				mégissier	15	6.50
Jean Bonnieux-Pouzier				mégissier	10	6
Jean Bonnieux-Cante... ..				mégissier	25	7.50
François Bresson - Février				mégissier	12	6.20
Jean - François d'Aguillon-Jullard				mégissier	30	8
Etienne d'Arbaud				mégissier	5	5.50
Guillaume Fauchet				mégissier	5	5.50
Charles Fauchet-Cusson				mégissier et épicier	10	9
Jean Gros-Gros				mégissier	10	6
Antoine Gros Dayat ...				mégissier	10	6
Guillaume Gros-Margot				mégissier	10	6
Guillaume Grimardias - Giron				mégissier	15	6.50
Claude Grimardias-Grimardias				mégissier	10	6
Jean Boudet				mégissier	20	7
François Boudet				tanneur	10	6
Etienne Grimardias-Gannat				mégissier	15	6.50
Guillaume Grimardias - Fauchet				mégissier	15	6.50
André Gannat-Sergère				tanneur	10	6
Etienne Gannat-Margot				tanneur	10	6
Blaise Ligier-Gannat				tanneur	10	6
François Mayet - Dezen-dre				mégissier	20	7
François Phelut - Servagnat				mégissier	10	6
Jean Grimardias - Chazeau				mégissier	5	5.50
Jean Brasset-Dumas				mégissier	5	5.50
Au total	35 patentés en 1791	152 l. 14.6		42 patentés en l'an VII	297 fr. 30.	
Montant de						

(L. 5.567-5.568)

Remarques. — Le recensement des tanneurs soumis à la patente est évidemment plus poussé en l'an VII qu'en 1791. La crise économique a dû faire disparaître un certain nombre de cuves. Il faut également tenir compte des successions et ventes de fonds.

CARTES
DES COUTELIERS
DE LA RÉGION ET DE LA VILLE
DE
THIERS

Couteliers

de la

Région de Thiers

Les chiffres inscrits à côté des noms des localités indiquent le nombre des couteliers figurant aux rôles de la patente en 1811

x (653m) cotes d'altitude.

- - - routes et chemins

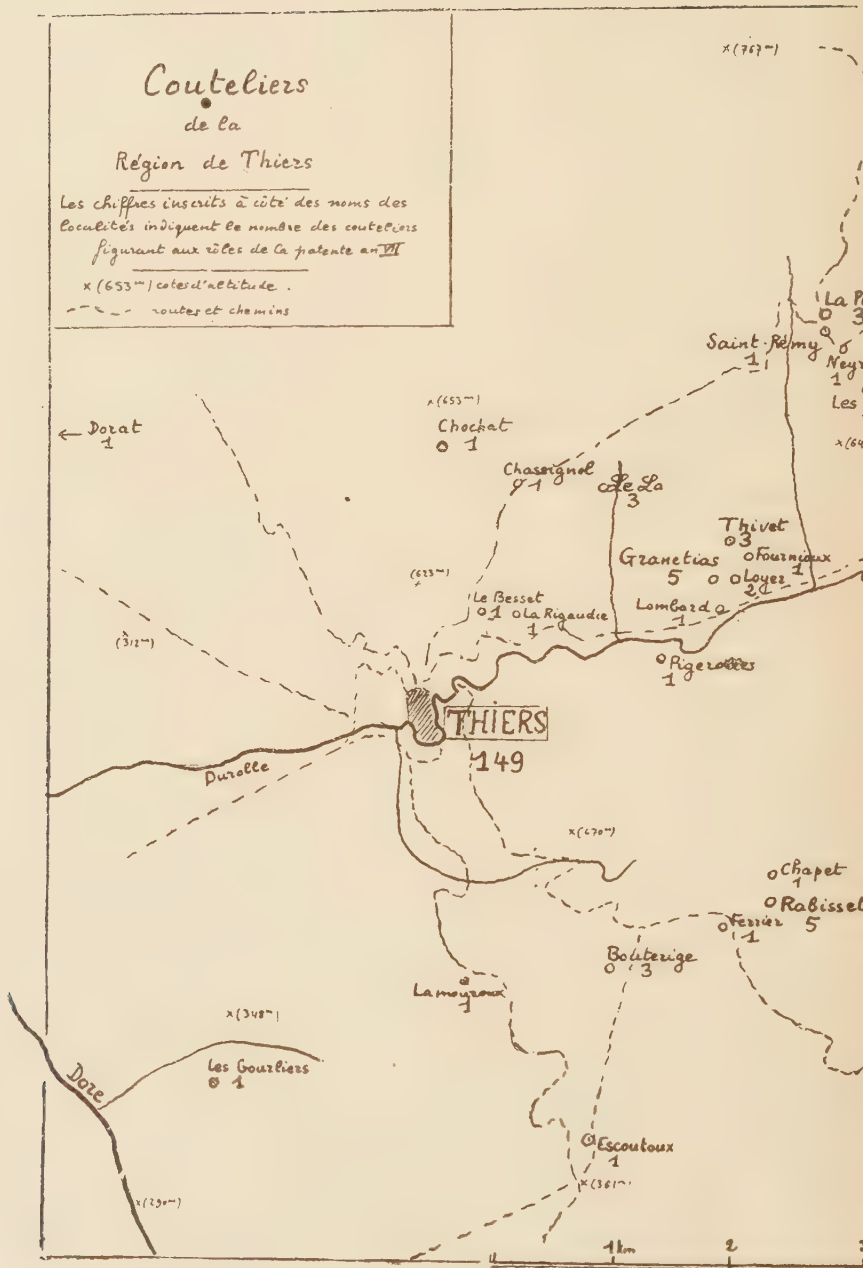




TABLE DES MATIÈRES

Carte du département du Puy-de-Dôme à l'époque de la Révolution	1-2
Introduction	3
Textes et tableaux	15
Textes	19
Tableau comparatif des patentes de 1791, de l'an V et de l'an VII	96
Les papetiers du Puy-de-Dôme	102
Les tanneurs de Maringues	111
Cartes des couteliers de la région et de la ville de Thiers	115

